

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'assainissement et le redressement
des

FINANCES HONGROISES

après la guerre de 1914-1918

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Jean GUILLEMAIN

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

JURY :

Président : M. NOGARO

Examineurs : M. OUALID

M. MAUNIER

1925

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

PARIS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'assainissement et le redressement
des
FINANCES HONGROISES

après la guerre de 1914-1918

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Jean GUILLEMAIN

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

JURY :

Président : M. NOGARO

Examineurs : M. OUALID

M. MAUNIER

1925

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

PARIS

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.*



L'assainissement et le redressement

des

FINANCES HONGROISES

après la guerre de 1914-1918

CHAPITRE PREMIER

Les convulsions de la défaite

La révolution de 1918. — Désorganisation générale de la campagne et de l'usine. — Les conditions de la vie sous la dictature prolétarienne. — Fin du bouleversement social avec l'arrivée au pouvoir de l'archiduc Joseph.

En Hongrie, dans toutes les sphères sociales, on est du même avis. Les forces vives de la nation n'ont point été détruites par la longue et dure guerre de quatre ans. Non. Ce qui, pour des décades entières, a ruiné le pays — (en anéantissant son essor dans tous les domaines), — ce sont les quelques semaines de révolution, les sombres jours bolchevistes d'octobre et de novembre 1918. L'Etat en est sorti meurtri, l'élite pour ainsi dire décapitée. L'origine de la crise financière magyare actuelle ne doit point être cherchée sur les champs de bataille de la dernière grande guerre, mais au contraire dans le terrible bouleversement communiste, consécutif à la défaite, qui a été pour le royaume tout entier un immense désastre.

Pour saisir parfaitement les causes de cette débâcle économique, il est indispensable de bien connaître la genèse de la révolution. Ce faisant, on s'explique les vicissitudes nombreuses des finances publiques hongroises d'après-guerre, et l'on perçoit au vif toutes les conséquences déplorables que, fatalement, toute guerre civile entraîne toujours à sa suite. M. Ladilas Buday, professeur de statistique à l'Ecole Technique de Budapest, a écrit un livre très fouillé sur cette époque si triste : « Ungarn nach dem Friedensschluss », la Hongrie après la conclusion de la paix. L'ouvrage de ce savant économiste est de tout premier ordre, car l'auteur a personnellement vécu les violents mouvements sociaux qu'il a scrupuleusement étudiés dans son œuvre, dont la lecture s'impose à quiconque désire avoir une connaissance exacte de la situation économique et financière de la Hongrie d'alors.

Le malheur du pays fut, qu'à l'époque de l'effondrement des grandes Puissances de l'Europe Centrale, ses hommes politiques les plus capables se trouvèrent empêchés d'exercer une action bienfaisante sur la conduite des affaires publiques. Par suite, la défaite militaire eut des conséquences extrêmes. Elle pesa très lourdement sur la population tout entière. La vie économique vit son jeu faussé, et l'échelle générale des prix radicalement décalée.

L'ancien ordre établi sombra le 31 octobre 1918. On ne peut pas dire que la révolution ait été la réali-

sation d'un soulèvement des couches profondes. Bien au contraire, elle résulta uniquement de l'action d'agitateurs, pour la plupart étrangers, qui à tout prix désiraient s'emparer du pouvoir. La masse du peuple, très éprouvée par les quatre ans de guerre, assista inerte aux événements tragiques qui se succédèrent alors. Elle eut d'ailleurs la première à en souffrir cruellement.

Ce qui surtout fut regrettable, c'est que les nouveaux détenteurs du pouvoir — à savoir Karolyi et consorts, — s'occupèrent uniquement de l'affermissement de leur situation propre. Ils se virent donc, par la force des choses, amenés aux promesses les plus folles. Cette surenchère de concessions politiques, — dont la réalisation devait être ruineuse pour le budget, — leur interdit radicalement de stabiliser la baisse de la couronne hongroise. Pour parer à la situation critique, leur grande ressource — enfantine et terrible, — fut l'inflation. Bien que très éprouvé par la guerre, le pays avait encore des réserves appréciables. En somme, pour une nation vaincue, l'Etat était relativement riche. C'est la révolution qui l'épuisa.

Au point de vue économique, le bouleversement d'octobre 1918 constitua une véritable catastrophe et l'annonce prématurée d'une réforme agraire radicale un désastre. Les convoitises des populations rurales s'exacerbèrent. S'attendant toujours à un partage imminent des grandes propriétés foncières et à un remembrement général, la campagne passa

un hiver à peu près improductif. Quant à l'industrie, sa situation ne fut pas plus brillante. Le chômage était grand, car les fabrications de guerre ne fonctionnaient plus. Animé peut-être d'un esprit généreux, mais à coup sûr inexpert, le nouveau Gouvernement crut parer à cette situation déplorable en allouant, aux ouvriers sans travail, des indemnités de secours au taux exagéré. Il en résulta une prime officielle à la paresse, et le paupérisme général s'accrut. Chaque ouvrier eut bien soin, avant de s'embaucher, de s'assurer d'un salaire supérieur au montant de l'allocation gouvernementale. Un fantastique renchérissement général des prix de revient s'en suivit. De la sorte, les conditions de la vie furent tellement bouleversées, que bientôt la moindre production rationnelle ne fut plus possible.

Le Gouvernement socialiste au pouvoir a agi en cette circonstance comme si, au lieu de guérir les blessures profondes d'une guerre perdue, il s'était agi pour lui de distribuer avec largesse un tribut magnifique, obtenu à la suite d'une victoire éclatante.

Sur la pente du désastre, la Hongrie ne sut se retenir. Les événements suivirent le sombre rythme accéléré de toute ronde révolutionnaire. Vinrent quatre mois et demi d'un vertige dément. La dictature prolétarienne fut établie. Elle n'a duré que quatre mois et demi. Dans cent ans encore se feront peut-être sentir ses funestes conséquences.

La dictature prolétarienne fut l'inévitable aboutis-

sement de ces bacchanales rouges. Elle fit connaître à la Hongrie les affres de la mort. Les taux des salaires qui, dans la période précédente, avaient été artificiellement enflés, virent leur montant nominal encore considérablement accru par les pouvoirs publics.

Le socialisme néfaste ferma du jour au lendemain des usines florissantes. Quiconque eut l'habileté de s'inscrire à un syndicat ouvrier fut sûr d'être toujours aveuglément soutenu par un Gouvernement bienveillant. Les services administratifs eurent un personnel tellement augmenté, qu'ils auraient suffi, à coup sûr, pour diriger une nation de cent millions d'habitants. Le pays entier fit l'expérience d'un marasme inconnu jusqu'alors. Des flots de monnaie de papier envahirent les marchés d'où toute marchandise avait fui.

Conscient et organisé, jouissant d'une brutale domination politique, les poches pleines de billets de banque sans valeur, le prolétaire était à la veille de mourir, faute de vivres.

La Hongrie était épuisée par dix mois d'une succession de régimes, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils brillèrent par une incohérence absolue et une méconnaissance entière des nécessités économiques les plus évidentes. L'occupation roumaine, qui suivit la dictature du prolétariat, fut le coup de grâce final.

La tragédie ne prit fin qu'à la chute des bolchevistes. D'une main vigoureuse, l'archiduc Joseph prit

les rênes du gouvernement. L'occupation roumaine cessa et l'état des finances publiques, tellement ébranlées dans l'immédiat passé, put être — sinon amélioré, — clarifié du moins. Au mois de janvier 1920 fut conclue la paix de Neuilly, et, en juin de la même année, celle de Trianon. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'on peut réellement parler d'efforts gouvernementaux persévérants entrepris en vue d'une stabilisation définitive et d'un relèvement ultérieur des finances magyares. Ce but ne se trouva d'ailleurs atteint qu'en 1924, grâce à la mansuétude des Alliés et à l'entremise de la Société des Nations.

Pour bien comprendre tous les efforts tentés par les Gouvernements successifs de Budapest, il faut, avant tout, connaître la situation économique de la Hongrie d'après-guerre, de la Hongrie vaincue, démantelée, et que ses nationaux nomment aujourd'hui le « Rumpfungarn, » la Hongrie-tronc. Cette étude fera pour nous l'objet du chapitre II.



CHAPITRE II

L'Etat économique de la Hongrie vaincue

Territoire et densité de la population. — Agriculture et cheptel. — Exploitations minières et aménagements hydrauliques. — Industrie et commerce. — Routes et voies ferrées.

La Hongrie est parmi les pays qui ont le plus souffert de la guerre. Son territoire a été divisé en cinq parties. Aucun Etat vaincu n'a été aussi démembré.

Dès le 29 octobre 1918, dès la fin de la lutte mondiale, la Croatie-Slavonie se sépara du royaume magyare. La chose se comprend. Les Slaves du Sud, bien que politiquement rattachés au Gouvernement de Budapest, ont toujours constitué une région géographiquement et ethniquement très distincte de la mère-patrie politique. Par leur défection, cette dernière a perdu 42.541 km², portant une population de 2.621.954 habitants.

La Paix de Trianon fut signée le 4 juin 1920. Elle a prescrit les cessions et répartitions ci-après énumérées :

Etats successeurs	Superficie en km ²	Population	Densité humaine en km ²
Tchécoslovaquie	62937	3575685	56,7
0/0 de l'ancienne Hongrie.	22,2 0/0	19,6 0/0	
Roumanie	102787	5265444	51,2
0/0 de l'ancienne Hongrie.	36,4 0/0	28,7 0/0	
Yougoslavie	20956	1499213	71,5
0/0 de l'ancienne Hongrie.	7,4 0/0	8,1 0/0	
Autriche	5055	392431	77,6
0/0 de l'ancienne Hongrie.	1,8 0/0	2,2 0/0	
Ville de Fiume.....	21	49806	2371,7
0/0 de l'ancienne Hongrie.	—	0,3 0/0	

La Hongrie ne garde à l'heure actuelle que 91.114 km², soit moins du tiers — exactement 32 0/0, — de sa superficie d'autrefois. Elle a vu de la sorte le nombre de ses ressortissants diminuer de près de 11 millions de citoyens. Or, si nous prenons les chiffres officiels de la statistique gouvernementale de 1910 — (auxquels d'ailleurs nous nous sommes nous-mêmes constamment reportés dans toutes les évaluations concernant l'ancien état de choses), — nous voyons que 59 0/0 de la population d'avant-guerre se sont séparés de l'Etat magyar.

D'ailleurs, afin de mieux comprendre les courts développements ultérieurs contenus dans ce chapitre, croyons-nous utile de présenter ici-même au lecteur un tableau d'ensemble indiquant — à la date d'août 1914, — la totalité des richesses économiques de la nation, date fatidique qui marque pour ce peuple vaincu l'aube troublée de son désastre présent :

SUPERFICIES DES RICHESSES FONCIÈRES

Evaluation en 1000 hectares

Labourages	12.827
Jardins	384
Prairies	2.634
Vignobles	314
Pâturages	3.347
Forêts	7.433
Tourbières	47
Sol rocheux	1.448

ETENDUES DE CULTURES

Evaluation en 1.000 hectares

Froment	3.306
Seigle	1.081
Orge	1.110
Avoine	1.071
Maïs	2.454
Pommes de terre.....	618

RÉCOLTE ANNUELLE

Evaluation en 1.000 quintaux métriques

Froment	40.400
Seigle	12.875
Orge	14.969
Avoine	12.480
Maïs	40.143
Pommes de terre.....	52.000

CHEPTTEL

Evaluation en milliers de têtes

Chevaux	1.993
Moutons	4.000
Porcs	6.278

MOTEURS HYDRAULIQUES

Evaluation en unités

Turbines	8.345
Roues hydrauliques en dessous.....	30.076
Roues hydrauliques en dessus.....	41.936

RICHESSSES INDUSTRIELLES

Evaluation en unités d'usines et en unités de H.P.

Nombre total des usines.....	4.241
Force totale en H.P. des moteurs utilisés dans l'ensemble des usines du territoire	789.029

VOIES DE COMMUNICATION

Evaluation en unités de klm.

Voies ferrées	19.656
Routes nationales	11.136
Routes provinciales et municipales...	33.167

RICHESSSE DÉMOGRAPHIQUE

Evaluation par têtes

Totalité de la population.....	18.508.802
Totalité des ouvriers d'usine.....	445.689
Totalité des ouvriers mineurs.....	210.475

*
* *

La force vive du pays réside avant tout dans son agriculture. Le tableau ci-dessous fait nettement ressortir la proportion des diverses exploitations agricoles, aussi bien dans le royaume mutilé que dans les provinces perdues ;

Etats successeurs et Hongrie vaincue

Labourages

(Evaluations en 1.000 hectares)

Tchécoslovaquie	2.235
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	17,4 0/0
Roumanie	3.418
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	26,6 0/0
Yougoslavie	1.444
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	11,2 0/0
Autriche	236
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,9 0/0
Ville de Fiume.....	0,3
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	5.503
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	42,9 0/0

Jardins

Tchécoslovaquie	74
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	19,5 0/0
Roumanie	184
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	43,3 0/0
Yougoslavie	21
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	5,6 0/0
Autriche	6
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,6 0/0
Ville de Fiume.....	0,0
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue.....	96
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	25 0/0

Prairies

(Evaluations en 1.000 hectares)

Tchécoslovaquie	616
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	23,5 0/0
Roumanie	1.210
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	46,2 0/0
Yougoslavie	89
0/0 de l'ancienne Hongrie	3,4 0/0
Autriche	45
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,8 0/0
Ville de Fiume	0,4
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	658
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	25,1 0/0

Vignobles

Tchécoslovaquie	14
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	4,4 0/0
Roumanie	46
0/0 de l'ancienne Hongrie	14,8 0/0
Yougoslavie	32
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	10,3 0/0
Autriche	7
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,1 0/0
Ville de Fiume	0,0
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	215
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	68,4 0/0

Pâturages

(Evaluations en 1.000 hectares)

Tchécoslovaquie	720
0/0 de l'ancienne Hongrie	21,7 0/0
Roumanie	1.319
0/0 de l'ancienne Hongrie	39,9 0/0
Yougoslavie	232
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	7 0/0
Autriche	30
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	0,9 0/0
Ville de Fiume	0,2
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	1.011
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	30,5 0/0

Forêts

Tchécoslovaquie	2.218
0/0 de l'ancienne Hongrie	30 0/0
Roumanie	3.792
0/0 de l'ancienne Hongrie	51,3 0/0
Yougoslavie	111
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,5 0/0
Autriche	109
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,5 0/0
Ville de Fiume	0,5
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	1.167
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	15,7 0/0

Tourbières

(Evaluations en 1.000 hectares)

Tchécoslovaquie	2
0/0 de l'ancienne Hongrie	4,1 0/0
Roumanie	4
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	8,2 0/0
Yougoslavie	11
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	22,5 0/0
Autriche	7
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	14,3 0/0
Ville de Fiume	0,0
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	24
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	50,9 0/0

Sol infertile

Tchécoslovaquie	273
0/0 de l'ancienne Hongrie	18,8 0/0
Roumanie	423
0/0 de l'ancienne Hongrie	29,2 0/0
Yougoslavie	144
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	10 0/0
Autriche	42
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,9 0/0
Ville de Fiume	0,7
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	565
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	39 0/0

La surface des terres arables correspond aux besoins diminués de la population réduite. Le fond même de l'alimentation générale semble donc être assuré. Il serait toutefois téméraire d'émettre des pronostics trop optimistes. Durant le siècle dernier, les mauvaises récoltes ont été relativement nombreuses, et lorsque, malheureusement dans l'avenir, le cas se représentera, il est certain que les rendements du sol ne pourront entièrement suffire aux besoins de la nation affamée. La minime étendue horticole est de peu d'importance. Sur le bord des rivières, dans les années à venir, ce genre de culture s'étendra de plus en plus. Il est regrettable, par contre, que la proportion des prairies et des pâturages soit relativement si faible. L'élevage avant la guerre était en effet la richesse principale du pays. L'exportation des bestiaux constituait l'un des piliers les plus sûrs de l'Actif Hongrois. Aujourd'hui, faute de pacages, il ne peut plus en être de même.

L'horizon s'éclaircit en ce qui concerne la production viticole. 68,4 0/0 de l'ancienne superficie totale cultivée en vignobles sont restés magyares. Toutefois ici encore — dans l'évaluation des finances publiques de l'avenir, — il ne faudrait pas faire trop lourdement peser dans la balance ce facteur avantageux. Il importe de ne point oublier que 115.000 hectares ne produisent que des vins très ordinaires, dont l'exportation est des plus douteuses.

La Hongrie cependant conserve la majeure partie

de la région de Tokay. Ceci est incontestablement pour elle une richesse certaine.

La diminution considérable de la superficie forestière est un déplorable événement. Seuls 15,7 0/0 de l'étendue de jadis appartiennent présentement à la patrie demantelée. Avant 1914, l'exportation du bois était l'une des branches florissantes de l'activité nationale. A l'heure actuelle, il n'en est plus ainsi. Les forêts les plus denses, les plus riches, les plus vastes ont été cédées aux Etats successeurs. L'industrie du meuble est ruinée. La reconstruction des régions détruites très entravée. Les conditions défavorables du change rendent en effet excessivement onéreuses les importations des poutres et planches.

50,9 0/0 des tourbières d'antan, se chiffrant à 27.234 hectares, se trouvent à l'intérieur des frontières nouvelles. Une fois la tourbe extraite, l'agriculture utilisera probablement presque toutes ces terres. Mais il faut bien songer que, ce moment une fois venu — avant de pouvoir escompter des bénéfices, — il faudra faire face à des fonds d'investissements très lourds.

Quand aux contrées improductives, elles comprennent 86.000 hectares, situés en bordure du lac Balaton. Un drainage approprié les transformera sans doute en excellents terrains de culture.

Enfin, en dernier lieu, la cession d'un grand nombre de stations climatiques et de bains est une forte cause d'appauvrissement général. Durant les

deux à trois dernières décades, une partie importante du capital hongrois avait été absorbée par l'aménagement de ces lieux de cure. Les beautés naturelles des Karpathes, jointes à l'incontestable vertu médicinale de leurs eaux ferrugineuses, constituaient des centres d'attraction de tout premier ordre pour les malades riches du public cosmopolite fortuné. Le gain national qui en résultait pouvait être compté parmi les revenus solides de l'ensemble de l'avoir public. L'abandon de la haute Tatra — dont la réputation était pour ainsi dire devenue mondiale, — a donc constitué une perte très lourde pour le pays tout entier. Cependant une espérance est permise. Dans le très prochain avenir, moyennant des dépenses d'installation relativement faibles, les environs ravissants du lac Balaton pourront, à leur tour, charmer la clientèle étrangère. A ce moment l'état de la couronne se ressentira, sans doute d'une façon très heureuse, de cette situation nouvelle.

Après cette énumération hâtive, il importe d'entrer dans le détail du rendement des diverses sortes de récoltes. Pour la saine compréhension du redressement des finances publiques, la connaissance préalable des possibilités de la production agraire est en effet indispensable. Dans la Pusta, le mot de Sully est à coup sûr encore plus vrai que dans notre belle France elle-même.

La statistique ci-contre donne l'importance quantitative moyenne des diverses étendues de cul-

ture, tant dans les Etats successeurs que dans la Hongrie défaite. N'ont été envisagées que les superficies arables, à l'exclusion des terres incultes. Ces dernières comportent à peu près 2 0/0 de la surface totale. D'une année à l'autre, les engrangements varient assez sensiblement suivant le changement des facteurs climatiques.

Etats successeurs et Hongrie vaincue

Evaluations en 1.000 hectares

Froment

Tchécoslovaquie	319
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	9,7 0/0
Roumanie	906
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	27,3 0/0
Yougoslavie	527
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	15,9 0/0
Autriche	47
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,4 0/0
Ville de Fiume.....	0,04
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	1.511
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	45,7 0/0

Seigle

Tchécoslovaquie	217
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	20 0/0
Roumanie	117
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	10,8 0/0
Yougoslavie	26
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,5 0/0

Seigle (suite) (Evaluations en 1.000 hectares)

Autriche	42
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,8 0/0
Ville de Fiume.....	0,05
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	0,05
Hongrie vaincue	680
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	62,9 0/0

Orge

Tchécoslovaquie	382
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	34,4 0/0
Roumanie	126
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	11,4 0/0
Yougoslavie	0,45
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	4 0/0
Autriche	32
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,9 0/0
Ville de Fiume.....	0,05
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	0,05
Hongrie vaincue	525
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	47,3 0/0

Avoine

Tchécoslovaquie	255
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	23,8 0/0
Roumanie	318
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	29,6 0/0
Yougoslavie	0,131
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	12,2 0/0
Autriche	23
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,2 0/0
Ville de Fiume.....	—
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	345
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	32,2 0/0

Maïs

(Evaluations en 1.000 hectares)

Tchécoslovaquie	124
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	5,1 0/0
Roumanie	929
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	37,8 0/0
Yougoslavie	527
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	21,4 0/0
Autriche	17
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	0,7 0/0
Ville de Fiume.....	0,04
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	859
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	35 0/0

Pommes de terre

Tchécoslovaquie	265
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	42,7 0/0
Roumanie	72
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	11,6 0/0
Yougoslavie	21
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,3 0/0
Autriche	20
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,3 0/0
Ville de Fiume.....	0,05
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	242
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	39,1 0/0

La productivité totale des diverses branches de l'agriculture est, dans la Hongrie d'après-guerre, en augmentation sensible. La cause en est que le centre du pays est formé d'un sol plus riche que celui qui constituait la périphérie de jadis.

De 1911 à 1915, les rendements suivants ont été enregistrés :

Etats successeurs et Hongrie vaincue

Evaluations en 1.000 quintaux métriques

Froment

Tchécoslovaquie	3.862
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	9,4 0/0
Roumanie	9.687
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	23,6 0/0
Yougoslavie	6.921
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	16,9 0/0
Autriche	606
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,5 0/0
Ville de Fiume.....	0,3
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	19.942
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	48,6 0/0

Seigle

Tchécoslovaquie	2.414
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	19,4 0/0
Roumanie	1.204
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	9,7 0/0
Yougoslavie	309
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,4 0/0
Autriche	480
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,9 0/0
Ville de Fiume.....	—
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	8.033
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	64,6 0/0

Orge

(Evaluations en 1.000 hectares)

Tchécoslovaquie	5.269
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	34,9 0/0
Roumanie	1.552
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	10,3 0/0
Yougoslavie	673
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	4,4 0/0
Autriche	494
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,3 0/0
Ville de Fiume.....	0,3
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	7.128
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	47,1 0/0

Avoine

Tchécoslovaquie	2.492
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	19,8 0/0
Roumanie	3.459
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	27,5 0/0
Yougoslavie	1.927
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	15,3 0/0
Autriche	312
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,5 0/0
Ville de Fiume.....	—
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	4.398
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	34,9 0/0

Maïs

Tchécoslovaquie	1.769
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	4,2 0/0
Roumanie	12.886
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	30,6 0/0

Maïs (suite)

(Evaluations en 1.000 hectares)

Yougoslavie	12.128
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	28,7 0/0
Autriche	281
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	0,7 0/0
Ville de Fiume.....	0,4
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	15.054
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	35,8 0/0

Pommes de terre

Tchécoslovaquie	23.244
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	44,9 0/0
Roumanie	5.504
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	10,7 0/0
Yougoslavie	1.768
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,4 0/0
Autriche	1.750
0/0 de l'ancienne Hongrie	3,4 0/0
Ville de Fiume.....	6
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	—
Hongrie vaincue	19.423
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	37,6 0/0

Ci-dessus n'ont point été compris les territoires de Croatie-Slavonie qui, avant le traité de Paix, s'étaient déjà d'eux-mêmes détachés de la couronne hongroise.

Il appert donc que 20 millions de quintaux métriques de froment, sur une production entière de 41 millions de quintaux métriques, provenaient

jadis à eux seuls du centre même du pays. Actuellement, les deux régions les plus fertiles sont : d'un côté, la partie sud avec un rendement de froment de 7 millions de quintaux et, de l'autre, la zone ouest qui en fournit six cent mille. Les districts cédés à la Roumanie et à la Tchéco-Slovaquie sont, à cet égard, infiniment moins riches.

Pour en terminer avec l'étude du problème agraire, il faut encore rapidement envisager les besoins intérieurs de la population magyare. On acquiert ainsi une claire notion des possibilités d'exportation normale et l'on s'explique l'armature des budgets d'après-guerre.

En tant que céréales panifiables, ensemencées en grand, la Hongrie actuelle ne produit que du froment et du seigle. Seuls ils entrent donc en considération. De 1914 à 1919, la moyenne des récoltes a été d'un quintal métrique par arpent, et l'absorption annuelle de pain de 182 kg. 300 par tête. De ces données, ressortent les conclusions suivantes :

	Quintaux métriques
Quantité annuelle, de semences.....	3.809.000
Consommation annuelle, résultant de	
l'alimentation nationale humaine....	16.371.000
Consommation annuelle nationale totale	
(humaine et animale).....	20.180.000
Production totale annuelle de froment	
et de seigle.....	27.975.000
Excédent annuel susceptible d'exportation	7.795.000

L'excédent est calculé d'après des récoltes moyennes, comme celles qui furent enregistrées de 1911 à 1915. Il ne s'agit donc là que d'une simple approximation. Elle est fausse, par exemple, pour 1918. En effet, vu les très faibles ensemencements effectués à cette époque, le déficit de l'année en céréales panifiables atteint 3.618.000 quintaux métriques. A l'heure présente, la tourmente révolutionnaire ayant vidé les greniers, le Gouvernement de Budapest s'efforce de reconstituer au plus tôt un stock important de réserves abondantes.

Le bilan des céréales, utilisées pour la consommation des bestiaux, offre un aspect moins avantageux. Des rapports officiels, il ressort que la quantité de semailles investie par arpent est de 90 kg. pour l'orge, de 80 kg. pour l'avoine et de 15 kg. pour le maïs. La situation actuelle se révèle ainsi :

	Quintaux métriques
Quantité annuelle de semences.....	1.523.000
Consommation annuelle intérieure agricole et industrielle.....	28.336.000
Consommation annuelle intérieure totale	29.859.000
Récolte annuelle intérieure totale.....	26.580.000
Déficit	3.279.000

Durant ces derniers temps, en vue de combler ce déficit, la Hongrie a été forcée — les importations revenant trop cher, — d'affecter l'excédent de ses céréales panifiables à la consommation des bestiaux.

Si par malheur survenait une récolte semblable à celle de 1918, la disette totale atteindrait le chiffre énorme de 14.820.000 quintaux métriques. Aucune compensation ne pouvant alors avoir lieu, une misère intense affaiblirait tout l'Etat.

Cette faible productivité agricole magyare résulte moins du gaspillage inconsidéré de ces dernières années que de la densité kilométrique humaine dont jouit la nation vaincue. Un recensement officiel de 1920, qui n'a porté que sur les territoires non cédés, a enregistré un total de 7.840.832 habitants. Cela constitue, pour la décade de 1910 à 1920, 5 0/0 d'accroissement. Cette augmentation provient en grande partie de l'activité passée des fabriques de guerre. En effet, dans les grands centres industriels, notamment à Budapest, une affluence ouvrière considérable eut lieu à partir de 1914. Ce reflux vers le centre — qui, aujourd'hui, est la Hongrie nouvelle, — fut encore intensifié par l'avance russe de 1915 et l'invasion roumaine de 1916. Enfin, la population s'est, de plus, grossie de la venue des Hongrois expulsés des territoires perdus. Cette densité excessive a, ces dernières années, compromis fortement la stabilité des finances publiques. Elle a créé une situation économique défavorable.

La mutilation du territoire a également porté un rude coup au cheptel hongrois. Avant 1914, l'exportation des bestiaux était l'une des sources importantes de la prospérité du pays. Pendant la guerre

et l'après-guerre, la consommation alimentaire accrue et surtout les réquisitions roumaines ont d'une façon désastreuse décimé les troupeaux. Ce fut, au point de vue de l'assainissement de la devise nationale, une véritable catastrophe.

Les tableaux suivants font ressortir les pertes subies :

Etats successeurs et Hongrie vaincue

Chevaux évalués en milliers de tête

	(1911)	(1918)
Tchécoslovaquie	279	200
0/0 de l'ancienne Hongrie..	14 0/0	12,5 0/0
Roumanie	506	351
0/0 de l'ancienne Hongrie..	25,3 0/0	21,9 0/0
Yougoslavie	296	283
0/0 de l'ancienne Hongrie..	14,8 0/0	17,8 0/0
Autriche	24	17
0/0 de l'ancienne Hongrie..	1,2 0/0	1,1 0/0
Ville de Fiume.....	0,7	0,1
0/0 de l'ancienne Hongrie..	—	—
Hongrie vaincue	895	746
0/0 de l'ancienne Hongrie..	44,7 0/0	46,7 0/0

Moutons évalués en milliers de têtes

	(1911)	(1918)
Tchécoslovaquie	1.172	993
0/0 de l'ancienne Hongrie..	15,2 0/0	15,1 0/0
Roumanie	3.432	3.121
0/0 de l'ancienne Hongrie..	44,5 0/0	47,5 0/0
Yougoslavie	675	634
0/0 de l'ancienne Hongrie..	8,8 0/0	9,6 0/0

Moutons évalués en milliers de têtes (suite)

	(1911)	(1918)
Autriche	12	12
0/0 de l'ancienne Hongrie..	0,2 0/0	0,3 0/0
Ville de Fiume.....	0,03 0/0	0,3
0/0 de l'ancienne Hongrie..	—	—
Hongrie vaincue	2.406	1.017
0/0 de l'ancienne Hongrie..	31.3 0/0	27,5 0/0

Il en va de même pour les porcs :

Etats successeurs et Hongrie vaincue

Porcs évalués par 1.000 têtes

	(1911)	(1919)
Tchécoslovaquie	763	734
0/0 de l'ancienne Hongrie.	11,9 0/0	10 0/0
Roumanie	1.487	1.674
0/0 de l'ancienne Hongrie.	23,2 0/0	22,9 0/0
Yougoslavie	734	1.047
0/0 de l'ancienne Hongrie.	11,4 0/0	14,3 0/0
Autriche	113	127
0/0 de l'ancienne Hongrie.	1,8 0/0	1,8 0/0
Hongrie vaincue.....	3.320	3.729
0/0 de l'ancienne Hongrie.	51,7 0/0	51 0/0

En somme, pour ce qui concerne l'agriculture et l'élevage, l'exportation est donc maintenant pour ainsi dire ruinée. Dans un pays comme la Hongrie, avant tout agricole et éleveur, les ressources du Trésor ont été profondément ébranlées par un pareil état de choses. Des possibilités d'avenir existent cependant. Une culture intensifiée pourrait donner à l'hectare un rendement supérieur. Toutefois, ce résultat ne sera atteint qu'à la suite d'investissements

considérables. Ils excèdent, à coup sûr, les ressources capitalistes présentes.

*
* * *

L'exploitation minière ne faisait vivre, en 1914, qu'une faible portion des citoyens magyares. Le résumé synoptique ci-contre prouve, qu'aujourd'hui encore, il en est de même. La majeure partie des ouvriers mineurs, étant formée de ressortissants des territoires cédés, a passé par suite aux Etats successeurs :

Etats successeurs	Nombre des mineurs	Proportion de la population minière par rapport à la population totale
Tchécoslovaquie	42.095	1,2 0/0
0/0 de l'ancienne Hongrie..	20 0/0	
Roumanie	79.237	1,5 0/0
0/0 de l'ancienne Hongrie..	37,7 0/0	
Yougoslavie	197	—
0/0 de l'ancienne Hongrie..	0,1 0/0	
Autriche	3.424	0,9 0/0
0/0 de l'ancienne Hongrie..	1,6 0/0	
Ville de Fiume.....	18	—
0/0 de l'ancienne Hongrie..	—	
Hongrie vaincue.....	85.438	1,1 0/0
0/0 de l'ancienne Hongrie..	40,6 0/0	

Avant la guerre, on extrayait annuellement près de 2 millions 1/2 de m³ de pierres de taille de la totalité des carrières privées. Des carrières appartenant à l'Etat sortaient 287.000 m³. A l'heure présente, les exploitations gouvernementales ne produisent plus que 71.000 m³ et celles des particuliers 1 million 1/2.

La Hongrie a perdu par la défaite toutes ses ressources en sel. Elles se montaient, dans les 12 mois, à environ 2.800.000 quintaux métriques. Les territoires livrés à la Tchéco-Slovaquie à eux seuls en produisent 620.000 et ceux échus à la Roumanie 1.900.000. L'Etat magyare, dorénavant, est forcé d'importer son sel.

Jadis, la production pétrolifère augmentait de décade en décade. Actuellement, les 65.000 quintaux métriques annuels d'antan sont pompés en dehors des frontières nationales.

Ce n'est qu'à partir de 1910 que l'extraction de la bauxite — matière première de l'aluminium, — acquit une certaine importance dans le rendement minier hongrois. En 1915, la matière totale mise à jour fut de 590.670 quintaux métriques. Le double de cette quantité fut exporté en 1916 et 1917. La paix a mis fin à cet essor.

De même que la Hongrie a dû céder la totalité de ses fleuves chariant des sables aurifères, de même elle a dû renoncer à toutes ses roches, riches en métaux précieux à l'état natif. Autrefois, elle fournissait au monde, du 1^{er} janvier au 31 décembre, 3.500 kg. d'or et 12.500 kg. d'argent.

La fin du conflit mondial a également mis un terme à toute la production cuprifère qui, avant 1914, atteignait 105.000 quintaux métriques par an.

Les mines de zinc, dont se tiraient annuellement 1.330 quintaux métriques de blende, ont dû être cédées à la Roumanie. La majeure partie des mines

d'antimoine, au rendement annuel de 114.000 quintaux métriques, a également disparu, passée à la Tchéco-Slovaquie.

Les régions contenant de la pyrite sulfureuse qui, avant 1918, livraient de cette matière 1 million de quintaux métriques dans les 365 jours, n'appartiennent plus à l'Etat magyar.

En ce qui concerne le fer, la défaite a été désastreuse. La Hongrie actuelle ne trouve plus dans son sol que 2 millions de quintaux métriques d'un minerai ferrugineux peu riche. Proche de son épuisement, il devient de plus en plus rare, évoquant pour l'industrie le regret des dix millions de quintaux métriques du passé tout récent. Or, si l'on songe que les forges se trouvent au centre même du pays — principalement à Budapest, — si l'on songe que la plus grande partie de la matière première travaillée est importée aujourd'hui du dehors, on se rend compte de la décadence forcée des usines métallurgiques. On saisit ici, sur le vif, un des principaux aspects du terrible obstacle qui a longtemps entravé tout redressement de la couronne magyare.

La question du charbon est également devenue un problème ardu. Cependant 72 0/0 des ressources de jadis ont été sauvées. Autrement dit, 8 millions de quintaux métriques contre 10.970.000. De même 70,4 0/0 des minières de lignite sont restées hongroises. Soit 56 millions de quintaux métriques contre 79.700.000.

En 1914 les choses s'établissaient ainsi :

Evaluations par 1.000 quintaux métriques			
Commerce général des charbons de toutes sortes	Importations	Exportations	Excédent des importations
Lignite	3.106	2.571	535
Houille	38.429	457	37.972
Coke	6.868	84	6.784
Briquettes	49	12	37

Donc, déjà avant la guerre, l'Etat souffrait cruellement d'un manque de charbon. Aujourd'hui, sa pauvreté est encore pire.

Tous les pays atteints de cette pénurie tentent d'utiliser au mieux leurs ressources hydrauliques. Dans ce domaine, les pertes de la Hongrie ressortent douloureusement de la statistique suivante :

Etats successeurs et Hongrie vaincue	Turbines HP.	Moteurs hydrauliques à roues en	
		dessus HP.	dessous HP.
Tchécoslovaquie	2.974	13.008	6.641
0/0 de l'ancienne Hongrie.	35,6 0/0	31 0/0	22 0/0
Roumanie	2.695	20.590	12.524
0/0 de l'ancienne Hongrie.	32,6 0/0	49,1 0/0	41,6 0/0
Yougoslavie	254	36	875
0/0 de l'ancienne Hongrie.	3 0/0	—	2,9 0/0
Autriche	349	655	1.187
0/0 de l'ancienne Hongrie.	4,2 0/0	1,6 0/0	4 0/0
Ville de Fiume.....	—	—	22
0/0 de l'ancienne Hongrie.	—	—	—
Hongrie vaincue	2.073	7.647	8.827
0/0 de l'ancienne Hongrie.	24,9 0/0	18,3 0/0	29,4 0/0

Il semble donc difficile d'escompter un prompt relèvement de l'industrie nationale. Il est permis

d'espérer la découverte de mines nouvelles, mais il est, par contre, malaisé de prévoir un développement plus grand de l'utilisation des forces de la nature.

*
* * *

Dans les dernières décades d'avant-guerre, l'extension toujours grandissante des usines avait poussé, comme partout ailleurs, à la désertion des campagnes. Le nombre des travailleurs citadins s'était progressivement accru. En 1890, les fabriques faisaient vivre 12,3 0/0, en 1900, 13,8 0/0 et en 1910, 17,4 0/0 de la nation. Plus ou moins accentué suivant les endroits, ce même mouvement se faisait sentir dans toutes les parties du royaume.

Le compte rendu numérique ci-après dénombre la population ouvrière passée aux Etats successeurs, ainsi que celle restée à l'intérieur des limites nouvelles :

Etats successeurs et Hongrie vaincue	Ouvriers de toutes sortes	Ouvriers employés dans des industries utilisant plus de 20 ouvriers
Tchécoslovaquie	157.255	80.057
0/0 de l'ancienne Hongrie.	18,2 0/0	20,4 0/0
Roumanie	166.363	67.827
0/0 de l'ancienne Hongrie.	19,2 0/0	17,3 0/0
Yougoslavie	50.147	8.968
0/0 de l'ancienne Hongrie.	5,8 0/0	2,20 0/0
Autriche	28.533	8.279
0/0 de l'ancienne Hongrie.	3,3 0/0	2,1 0/0
Ville de Fiume.....	7.830	5.881
0/0 de l'ancienne Hongrie.	0,9 0/0	1,5 0/0
Hongrie vaincue	454.972	221.927
0/0 de l'ancienne Hongrie.	52,6 0/0	56,5 0/0

Il appert donc que, sous la Monarchie des Habsbourg, le centre du pays était plus industriel que ne l'étaient les provinces-frontières. Pour les petites exploitations, toutefois, les régions cédées en présentaient une proportion sensiblement plus forte que n'en offrait le sol de la Hongrie actuelle. Sur le territoire de celle-ci, la masse du prolétariat travaillait et travaille aujourd'hui encore dans de grosses entreprises, fortement concentrées. Budapest était et s'est maintenu le noyau principal de cette activité. Sa puissance économique, sans doute en rapport avec les besoins d'antan, est aujourd'hui en disproportion flagrante avec l'étendue de la patrie réduite. Le réajustement de la production aux circonstances nouvelles a constitué, dans ces années dernières, une entrave très grande à la stabilisation de la couronne affaiblie.

L'avenir n'est pas trop sombre pour la classe artisanale. Si le grand commerce a vu se dresser des barrières douanières, le petit négoce, par contre, n'a été que faiblement atteint. Le capital fixe, les réserves et la situation du marché international, n'ont qu'une importance très minime pour le travailleur à domicile. Pour lui, entrent principalement en ligne de compte sa résistance personnelle et l'obtention avantageuse de la matière première à façonner. A cet égard, il souffre des conséquences de la défaite, chaque fois qu'il lui faut importer du dehors.

La crise de la grande industrie est bien plus

angoissante. Elle provient du manque de minéral, consécutif au morcellement économique. Voici un aperçu des cessions imposées et des résultats qu'elles ont entraînés pour le royaume :

Etats successeurs et Hongrie vaincue

Nombre des industries

Tchécoslovaquie	817
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	19,7 0/0
Roumanie	927
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	21,9 0/0
Yougoslavie	301
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	7,1 0/0
Autriche	132
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,1 0/0
Ville de Fiume	35
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	0,8 0/0
Hongrie vaincue	2.029
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	47,8 0/0

H.P. des moteurs utilisés dans ces industries

Tchécoslovaquie	173.815
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	21,7 0/0
Roumanie	153.667
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	19,3 0/0
Yougoslavie	39.862
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	5 0/0
Autriche	12.773
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,6 0/0
Ville de Fiume	19.003
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,4 0/0
Hongrie vaincue	389.929
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	50 0/0

*Nombre maximum annuel
des ouvriers employés dans ces industries*

Tchécoslovaquie	98.238
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	22 0/0
Roumanie	92.650
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	20,8 0/0
Yougoslavie	15.378
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	3,5 0/0
Autriche	11.303
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	2,5 0/0
Ville de Fiume	8.498
0/0 de l'ancienne Hongrie.....	1,9 0/0
Hongrie vaincue	219.725
0/0 de l'ancienne Hongrie	49,3 0/0

La Hongrie démantelée subsiste, malgré tout, relativement vivace. Cependant il faut bien songer que, sur le terrain des affaires, elle dépend pour beaucoup des Etats successeurs. Certaines branches de fabrication ont été véritablement ruinées. Non seulement aux frontières, des obstacles commerciaux se sont dressés de toutes parts, mais souvent encore les principaux produits bruts, tels que fer, charbon et bois, font entièrement défaut. Les propriétaires nouveaux de ces richesses naturelles les gardent, en effet, pour eux-mêmes. Ils favorisent ainsi leur propre essor national.

Il en résulte que la survivance de certains établissements est une absurdité technique. Un exemple frappant nous en est fourni par les différentes sortes d'utilisation du bois. Sauf la fabrication des sièges Dagobert, qui fut toujours inexistante, toutes les

autres multiples adaptations connexes de la substance ligneuse — telles que production de meubles de cuisine, de planchayage de wagons, de lattes de parquet, de tonneaux, de cannes et de cadres, — étaient avant 1914 des plus florissantes et concentrées principalement au sein de la capitale. La perte de la guerre a tari tout débouché. Les machines au repos se sont transformées en capital mort, et il est douteux que le terrain perdu puisse jamais être regagné.

Dix ans après le début de la catastrophe mondiale, n'existent plus que des tronçons d'une harmonie détruite. Au lieu d'une nation autonome — idéal de List, — l'Etat magyar est un peuple esclave.

Au cours des vingt dernières années, le commerce avait connu une extension sans cesse grandissante. En 1890, il faisait vivre 2,7 0/0 du pays ; en 1900, 2,8 0/0, et, en 1910, 3,8 0/0, soit 278.104 âmes. Les grands centres du négoce furent toujours Budapest et l'intérieur du royaume. 4,6 0/0 de la population totale s'y adonnait au trafic, tandis que seuls s'y livraient 3,1 0/0 dans les provinces cédées aux Etats successeurs.

Sous les dernières années de paix du règne de François-Joseph, la balance publique annuelle, bien que déficitaire, n'était pas trop défavorable. L'exportation des céréales, du bétail et des bois fournissait l'élément essentiel de l'actif. Dans le passif — à côté des importations indispensables aux besoins normaux, — se trouvaient l'acquisition de nom-

breuses machines de toutes sortes et un notable investissement de capitaux étrangers dans des entreprises multiples. Indiscutablement, c'était là pour l'avenir des gages solides de rendement accru.

Le morcellement de la Hongrie entraîna un triple et pénible malaise.

En premier lieu, le consommateur fut astreint à payer bien plus cher que jadis la majeure partie de ses achats. Après 1918, les barrières protectrices nationales érigées par les peuples limitrophes augmentèrent considérablement le coût général de l'existence journalière. « L'homme de la rue » en pâtit cruellement.

Deuxièmement, un équilibre rigoureux des transactions totales se révéla maintes fois dangereusement impossible. Une foule d'articles, achetés auparavant à l'intérieur des frontières, parvinrent désormais de l'étranger onéreux. Par suite, l'établissement d'un budget stable fut souvent rendu des plus difficiles.

Enfin, conséquence dernière, dans tous les domaines une pléthore de spécialistes se trouva aux prises avec des nécessités réduites. L'inconvénient se fit surtout sentir dans les cités les plus denses. Une misère très grande, un chômage douloureux en résultèrent. Ils ont longtemps empêché un assainissement et un redressement des finances magyares.

Au cours du dernier demi-siècle, les moyens de transports s'étaient développés dans des proportions remarquables. Un réseau ferroviaire très dense et des routes de mieux en mieux entretenues avaient permis d'intensifier au maximum le nombre croissant des échanges. Voici, à cet égard, les pertes subies à la suite de la défaite :

Etats successeurs	Voies ferrées	Routes nationales	Routes provinciales et municipales
Tchécoslovaquie	3.833	2.548	6.931
0/0 de l'ancienne Hongrie.	19,5 0/0	23,1 0/0	21,2 0/0
Roumanie	5.263	4.552	7.945
0/0 de l'ancienne Hongrie.	26,6 0/0	41,3 0/0	24,5 0/0
Yougoslavie	1.834	490	2.510
0/0 de l'ancienne Hongrie.	9,3 0/0	4,4 0/0	7,7 0/0
Autriche	468	272	995
0/0 de l'ancienne Hongrie.	2,4 0/0	2,5 0/0	3 0/0
Ville de Fiume.....	5	3	85
0/0 de l'ancienne Hongrie	—	—	—

La mutilation survenue est infiniment grave. Les voies de communication cédées ont été très dispendieuses à établir. Entièrement construites avec des capitaux hongrois, elles disparaissent pour la plupart avant leur complet amortissement. Créées en vue d'éveiller à la vie économique des contrées aujourd'hui perdues, leurs frais d'installation ont surpassé de beaucoup leurs rendements premiers.

La renonciation a dû s'étendre aux nœuds ferroviaires les plus importants. Les Etats successeurs ont été de la sorte mis à même d'entraver systématiquement toute activité rationnelle. Certaines

contrées hongroises, dépendantes l'une de l'autre, sont reliées maintenant extérieurement au royaume. Pour s'affranchir de ce joug, il importerait de créer, de toutes pièces, une ligne périphérique. Mais cela nécessiterait de très lourdes dépenses qui, d'ici longtemps, ne pourront figurer dans des prévisions officielles. Toute liberté est donc interdite au pays vaincu. C'est là la cause fondamentale de son relèvement peu rapide.

L'amélioration progressive de cette situation lamentable a été et subsiste toujours excessivement délicate. Présentement encore, elle exige une forte ténacité nationale, une longue capacité de souffrances et le secours continu du capital étranger. La vitalité de la race est heureusement très grande.

D'ailleurs, les premières difficultés aplanies, tout investissement financier s'affirme rémunérateur. Aussi la stabilisation et le redressement de la devise magyare ont-ils essentiellement consisté dans l'heureux placement d'emprunts étrangers, et dans une sage utilisation des prêts obtenus.

La Hongrie, en un mot, est « turquifiée », comme l'ont été l'Egypte et l'Empire Ottoman. Cette méthode a conduit le Khédivé à se plier sous l'autorité britannique et les Alliés, divisés, à subir à Lausanne un échec sanglant.

Budapest deviendra-t-elle un second Caire ou une nouvelle Angora ? — Ces deux éventualités sont aussi plausibles l'une que l'autre.

CHAPITRE III

Les Finances hongroises de 1890 à 1918

La solidité des revenus de l'Etat avant 1914. — Le budget public de 1917-18. — Le difficile redressement d'après-guerre de la devise nationale.

Avant de nous occuper de l'état des finances publiques magyares d'après-guerre, il est indispensable — pour en avoir une compréhension saine, — de jeter un rapide regard récapitulatif sur les budgets immédiats des années précédentes⁽¹⁾.

(1) Nous renverrons en passant, tous ceux que la question intéresse particulièrement et qui désireraient en avoir une connaissance approfondie, au compte-rendu détaillé publié par le Ministère des Affaires Etrangères de Budapest, compte-rendu intitulé « Négociations de la Paix hongroise ». Tome II, note XXIX, annexe 1, portant — celle-ci — comme entête : « Mémoire sur la situation actuelle du Trésor et sur les faits préliminaires à cette situation ». Ce rapport officiel publié à l'imprimerie Victor Hornyansky en 1921 traite exclusivement des négociations poursuivies à Neuilly, de janvier à mars 1920.

Dans les lignes qui suivent, nous nous sommes souvent référés à l'exposé très complet et très clair de M. Ladislas de Lukacs, ancien président du Conseil royal. Sous le titre de : « Budgets et Impôts », cette analyse très fouillée a paru, tout au long, le 2 février 1918, dans les colonnes du « Pester Lloyd, » l'un des plus grands journaux du pays.

En 1890, pour la première fois depuis de longues décades, la Hongrie connut une balance des comptes parfaitement équilibrée. Ce fut le début radieux d'une ère lumineuse de son histoire financière. Pendant un quart de siècle, le royaume prospère vécut des temps heureux de sécurité économique indiscutable. De 1890 à 1914, les dépenses purent s'accroître d'une façon sensible, sans que de sérieuses difficultés s'élevassent pour adapter l'actif au passif. La richesse nationale augmentant toujours, les recettes correspondirent aux dépenses et la solidité de la couronne s'avéra des plus fermes.

La guerre mit fin à cette période de sécurité. Il en a été de même dans tous les Etats successeurs de l'ancienne Monarchie des Habsbourg. C'est là, à coup sûr, une consolation toute relative pour le peuple magyare. De 1914 à 1917, aucun budget n'ayant été établi, et les besoins mensuels n'ayant été satisfaits que par des crédits d'attente, force nous est de comparer le bilan officiel de 1914 à celui de 1917, pour nous faire une idée exacte de l'étape parcourue.

Il est indiscutable, qu'en temps de guerre, les crédits provisoires ou d'attente sont presque de rigueur. Si les dépenses de certains chapitres peuvent être parfaitement évaluées à l'avance, dans le plus grand nombre de cas, par contre, il n'en va pas de même. Tout y dépend, en effet, essentiellement des nécessités militaires. Cependant, rien que l'examen des états provisoires permet déjà de lire entre les lignes et de se faire une idée précise des

difficultés rencontrées. Sur le papier, tout au moins, un ministère s'efforce toujours d'équilibrer les finances nationales. La source réelle ou fictive des recettes qu'il indique renseigne l'économiste clairvoyant, d'une façon très complète, sur la stabilité vraie ou trompeuse du projet qu'il soumet à l'approbation parlementaire.

En considérant sous cet angle le budget de 1917, nous arriverons à des conclusions peu rassurantes. M. Teleky, le ministre des finances de l'époque, établit un total — sorties et rentrées comprises, — de trois milliards de couronnes. Il prévît l'excédent très minime de 46 millions. La réalité fut moins satisfaisante encore. Seul put être atteint un surplus de 24 millions 1/2. Les dépenses de 1917 dépassèrent de 740 millions celles de 1914. Le bilan proposé par M. Teleky ressortit des plus instables à la suite des remaniements que lui fit subir M. Wekerle, président du conseil. Tout optimisme fut interdit, car 90 millions du passif ne purent être couverts que par des expédients aventureux de la dernière heure. Les choses, en 1917, furent donc toutes différentes de ce qu'elles avaient été à la veille de la guerre. A cette date, 75.200.000 couronnes étaient restées en réserve dans les caisses de l'Etat, tous paiements effectués.

Pour mesurer à sa juste valeur l'extraordinaire accroissement des charges publiques de ces dernières années, il ne faut jamais perdre de vue la progression raisonnable suivie pendant la période

normale des décades d'avant guerre. Le tableau ci-contre la résume de façon fort nette :

Années	Total en millions des changes publics	Accroissement en millions	Proportion
1895	937		
1905	1.190	253	27 0/0
1915	2.264	1.074	90,2 0/0
1918	3.442	1.178	52,3 0/0

Il est frappant de constater que, tandis que de 1895 à 1915, l'augmentation survenue n'a été que de 117,2 0/0 — (soit 5,9 0/0 par an,) — elle est montée dans les 36 mois allant de 1915 à 1918, à la proportion effarente de 52,3 0/0.

Cette aggravation si rapide et dangereuse a eu pour origine trois causes. Premièrement, la conduite des hostilités qui a été forcément une entreprise très coûteuse. Deuxièmement, la lourde charge des arrérages des emprunts de guerre. Et troisièmement enfin, l'amélioration très sensible de la condition matérielle des fonctionnaires publics. Et incidemment ici, il nous faut tout de suite observer, à ce sujet, combien les deux dernières origines de ce mal ont été, sont, et seront toujours d'une nature permanente, et combien difficile, par suite, fut un prompt relèvement monétaire de la Hongrie financièrement abattue.

Par rapport à 1914, les majorations et créations fiscales suivantes ont eu lieu en 1917. D'après les dires du Gouvernement d'alors, elles ont été intégralement couvertes.

Majorations et créations fiscales	Augmentation par Teleky	Augmentation par Wekerle	Augmentation totale
<i>Estimations en millions</i>			
Anciens impôts directs.....	42,2	56,5	98,7
Impôts sur le capital, sur le revenu, contributions de guerre et taxes ferroviaires.	170	54,7	224,7
Impôts sur les bénéfices de guerre	82,4	100	182,4
Impôts indirects	104,5		104,5
Taxes de visa.....	32,5	1	33,5
Taxes douanières.....	22	10	32
Impôt sur les tabacs.....	120,2		120,2
Impôt sur le sel.....	3	7,5	10,5
Taxes postales et télégraphi- ques	43		43
Prix des transports ferro- viaires	75	166	241
Total de l'ensemble des ma- jorations et créations fis- cales	694,8	395,7	1090,5

Il est des moins probables que ces rentrées très fortes se soient réellement produites. Dans tous les pays, en temps de crise, le ministre des finances fait ce qu'il peut pour rassurer l'opinion générale. Il cherche de la sorte à maintenir autant que possible le crédit défaillant de la patrie chancelante. Il faut d'ailleurs remarquer que, dans le cas présent, une croissance si considérable des ressources nationales n'a pu guère se produire. C'était, en effet, une époque d'intense malaise et de grande stagnation.

Aujourd'hui, dans le royaume magyare, comme d'ailleurs chez tous les ex-belligérants, il faudra au moins l'effort tenace d'une génération tout entière pour assainir et redresser — sur le terrain des

finances, comme dans tous les autres domaines, — la situation lamentable créée par cette guerre destructrice de vies pleines d'avenir et de richesses très nombreuses. En Hongrie, durant les 25 années prochaines, les suites de la défaite se feront sentir lourdement. Les assises profondes de l'ordre social ont reçu une secousse trop violente. La mentalité unanime a été trop déprimée.

Les conditions si dures de la vie font que, présentement, les naissances, jadis si multiples, diminuent de jour en jour de façon désastreuse. Ce fait a constitué dans le passé, et à coup sûr formera davantage encore dans l'avenir, un péril angoissant pour tout redressement définitif des finances de l'Etat.

CHAPITRE IV

Les Finances hongroises à la veille du bouleversement communiste

Le chaos absolu de l'immédiate après-guerre. — Les premiers efforts financiers de la Hongrie vaincue. — La confusion monétaire, issue du démantèlement politique.

Les troubles sociaux, issus de la défaite, entraînent de très grosses difficultés financières. Le peuple désarmé vécut une période de bouleversements sans but. Quant à la gestion du Trésor, elle fut uniquement conduite au hasard des nécessités du moment et des appétits individuels.

En songeant à la lugubre misère générale d'alors, et aux conséquences désastreuses qu'elle entraîna pour la Hongrie lamentablement troublée, les vers suivants de Goethe peuvent être écrits en exergue à l'exposé des vicissitudes innombrables de ces temps sans frein.

« Wüste Schrecken und ein traurig Ende, »

« Hat dem Rückkehrenden, statt des Triumphes, »

« Ein feindlich aufgebrachtet Gott bereitet. »

(Un Dieu, hostile et courroucé, a préparé à ceux qui sont revenus, au lieu du triomphe, de profondes angoisses et une triste fin).

La désespérante situation des caisses de l'Etat ressort clairement de la statistique de l'ensemble des dettes magyares, statistique établie en 1918 par M. Antoine von Deutsch. Elle a paru in-extenso dans les colonnes du « Pester Lloyd ». Ci-dessous nous la reproduisons entièrement.

Total de la dette publique à la fin de mars 1914	(en couronnes) 6.695.000.000
Total de l'emprunt de consolidation	1.389.000.000
Total des 8 émissions de guerre à 5 1/2 0/0 et à 6 0/0.....	18.200.000.000
Total de la dette de l'Etat magyare vis-à-vis de la Banque d'Autriche-Hongrie	11.100.000.000
Total des avances consenties à l'Etat magyare par de grandes banques hongroises	1.400.000.000
Total de la dette extérieure à court terme	2.000.000.000
Total des dettes de l'Etat magyare.	40.784.000.000

Il appert donc qu'à cette époque, déjà, l'avoir public était hypothéqué de près de 41 milliards de couronnes. A ce total effarant s'ajoutèrent encore, par la suite, les triples dépenses — d'ailleurs indispensables, — de reconstruction des régions dévastées, de réorganisation du réseau ferroviaire et de rétablissement agricole. Cela fit une charge nouvelle qui, cumulée avec la précédente, atteignit l'écrasante somme de 83 milliards.

Le mois de décembre 1918 s'écoula dans l'incohérence. En janvier 1919, quelques efforts furent réalisés dans le domaine financier. Le Gouvernement effectua un emprunt auprès de la Banque d'Autriche-Hongrie. Une avance de quatre milliards lui fut accordée, aux termes des négociations survenues entre cet établissement de crédit et le docteur Wekerle, ancien Président du Conseil. Le royaume vaincu ne toucha cependant que deux milliards et demi de couronnes. Cela, malgré toutes les insistances des dirigeants de Budapest. Le milliard et demi restant fut mis à la disposition des territoires cédés aux pays successeurs.

Au début de janvier, un projet de loi en douze paragraphes, concernant l'établissement d'un impôt sur les bénéfices de guerre, fut soumis à la Chambre. L'alinéa premier stipula un prélèvement gouvernemental uniforme de 80 0/0. Durant ce premier mois de l'année, des échanges de vues eurent également lieu avec Vienne, au sujet de l'avenir de l'ancienne Banque commune d'émission. L'affaire ne fut d'ailleurs résolue définitivement que par le Traité de Paix lui-même.

En février 1919, le ministre des finances, le docteur Paul Scende, réussit à placer un emprunt de un milliard à 4 0/0. Ce prêt fut couvert par de grandes maisons magyares. Les clauses secrètes des accords intervenus, relativement à cette avance, n'ont jamais été très clairement connues.

En mars, la Tchéco-Slovaquie soumit à l'estam-

pillage les coupures de l'ancienne Monarchie dualiste circulant sur son propre sol. Ce fut là la première tentative faite pour reverser sur la Hongrie actuelle la majeure partie des charges publiques du défunt Empire des Habsbourg. La malheureuse nation visée fit naturellement de son mieux pour se soustraire à cette ruine. Mais tous ses efforts restèrent vains.

En peu de temps l'exemple de Prague fut suivi par Bucarest, Belgrade, Fiume et Vienne. On vit alors divers timbrages officiels de bank-notes originellement identiques, sorties des mêmes caisses d'émission. Des billets, autrefois de valeur égale, eurent ainsi des puissances d'achat différentes. Celles-ci correspondirent, en effet, au crédit propre des patries nouvelles.

Tout d'abord, ces mesures engendrèrent une confusion monétaire profonde et un notable malaise économiques. Il fallut plusieurs mois pour que du chaos renaquit l'ordre. Celui-ci ne se rétablit véritablement qu'à la conclusion du Traité de Paix. Les grandes questions vitales furent alors réglées une fois pour toutes. Le mode des émissions de l'avenir fut fixé. Le montant des dettes et des emprunts respectifs délimité.

CHAPITRE V

Les Finances hongroises pendant la période bolcheviste

Vue d'ensemble de l'œuvre révolutionnaire. — Les vicissitudes monétaires hongroises sous le règne de Bela Kun.
— Les principales lois financières édictées par le Gouvernement des Soviets magyares.

L'ère bolcheviste débuta en mars 1919 et prit fin dans les premières journées d'août de la même année. Cette deuxième révolution de la Hongrie vaincue fut une convulsion de désespoir national. La première insurrection populaire l'avait été déjà. Mais, éclatée en octobre 1918, elle avait avorté. La logique des événements voulut qu'au comte Karolyi, traître du roi légitime, succéda comme dictateur un Bela Kun, aventurier sans aveu d'un passé des plus louches. L'histoire nous apprend, en effet, qu'un pays engagé sur la pente fatale roule presque toujours jusqu'au fond de l'abîme avant de se redresser.

De très nombreuses études ont paru sur cette époque néfaste. Au point de vue plus strictement budgétaire, il convient d'en citer deux, tant pour leur documentation abondante que pour leur clarté parfaite. Le baron Frédéric de Koranyi a dépeint l'œuvre

destructrice des Soviets dans une analyse magistrale intitulée : « Politique financière des Bolchevistes magyares⁽¹⁾ ».

Quant au total des ruines accumulées par le gouvernement communiste, il a été, lui aussi, mis supérieurement en lumière par le « Mémoire sur la situation actuelle des Finances de l'Etat hongrois », que soumit au Conseil Suprême le comte Apponyi, lors des négociations de la Paix.

De façon relativement aisée, les perturbateurs marxistes purent s'emparer des rênes du pouvoir. La petite propriété paysanne de chez nous n'existait pas, la grande masse agraire de la nation forma un bouillon de culture merveilleux de jacquerie pillarde. Au 17^e siècle la Pusta connut, comme la campagne anglaise, une puissante contraction de la propriété terrienne. Ce mouvement créa, selon le mot célèbre, l'immense fond de réserve du prolétariat d'aujourd'hui. Adam Henri de Müller, l'un des plus grands sociologues autrichiens, a finement dénommé cette évolution une « Dismemberung », un démembrement. Par la force des choses, elle a conduit, dans la suite des temps, à une emprise grandissante de l'étatisme dans tous les domaines de la vie économique. L'aboutissement logique, mais désastreux, de cette main-mise progressive fut, en

(1) Ce compte-rendu très intéressant a été publié par la revue hebdomadaire « Das neue Reich », (troisième année N° 1, pages 13 à 15, et N° 3, pages 49 à 52, maison d'édition Tyrolia, Vienne, Autriche).

1919, le communisme intégral. L'individu ne fut plus rien. La collectivité compta seule. Pendant 4 mois 1/2, le royaume désemparé vécut cet anéantissement social. Il en sortit exsangue, moralement brisé, financièrement anéanti.

La domination bolcheviste commença de la même manière qu'en Russie. Elle procéda à une réalisation immédiate de sa doctrine économique. Les banques, le commerce, la grande propriété foncière et les immeubles furent socialisés. Leur gestion fut confiée à des rouages gouvernementaux. Les conséquences ne se firent pas attendre. Partout, au lieu de revenus, ne s'enregistrèrent que des déficits. Les 8.294 établissements de crédit nationalisés tenaient les comptes-courants de 2.700 exploitations agricoles, 4.159 maisons de commerce, 458 sanatoria et 977 sociétés de bienfaisance. Toutes ces entreprises subirent également le joug soviétique. A l'avènement de Bela Kun, l'ensemble de leurs avoirs cumulés se chiffrait à 1.785 millions d'actif. A la fin de la terreur rouge, cette somme s'était fondue complètement, plus que fondue, puisque déjà il y avait un passif global de 694 millions 1/2 de couronnes.

Le communisme imposa à l'Etat une série d'obligations qui ressortissaient autrefois de l'activité privée. L'augmentation générale des ressources publiques — issue de la socialisation, — devait intégralement couvrir toutes les nouvelles dépenses mises de la sorte à la charge du Trésor. La réalité démentit brutalement ces prévisions optimistes. Au lieu

d'un excédent budgétaire, il y eut une débâcle des Finances nationales. Le rendement des impôts fut presque nul. Il fallait s'y attendre, toute organisation administrative ayant été sapée.

Dans ses grandes ligues, le régime fiscal révolutionnaire fut le suivant : — L'impôt foncier disparut. Le petit cultivateur autonome, d'ailleurs très rare, fut exempté de toute taxe et la grosse propriété fut incorporée au Domaine. La patente et l'impôt sur le revenu s'évanouirent également. La socialisation du commerce et de toutes les entreprises l'explique. L'inflation devint la grande ressource des dirigeants marxistes. Aussi, le désastre final ne se fit-il pas attendre.

Il est suggestif de constater que, sous la nécessité impérieuse de la misère croissante, toute orthodoxie égalitaire dut être bientôt abandonnée. De même qu'en Autriche, une « Grundzuwachssteuer », une contribution pour accroissement terrien fut édictée. Elle consista dans un impôt en nature portant sur les récoltes. Tous les paysans, dont les champs s'étaient augmentés d'une partie des anciens grands domaines, furent soumis à cette dîme. Dans la théorie pure, comme aussi dans la pratique, le fiasco révolutionnaire fut donc complet.

En ce qui concerne les banques, les usurpateurs insurrectionnels créèrent le « Directoire des Etablissements de Crédit », rouage gouvernemental au premier chef, chargé de diriger toute la politique financière. A côté fonctionna encore un autre or-

gane, la « Penzintezeti Kozpont » la Centrale des Devises. Les dignitaires rouges s'empressèrent de mettre la main sur toutes les valeurs étrangères. Leur prétexte officiel fut la constitution d'une caisse de propagande extérieure. Mais, en réalité, ils firent passer aux papiers confisqués les frontières du pays et les vendirent — pour leur plus grand profit personnel, — dans les coulisses interlopes des bourses de Vienne et Berlin. Le tour des actions et obligations proprement magyares vint bientôt également. Tous les titres de navigation (Atlantik, Adria et Levant), durent être versés à l'Etat. Puis, les particuliers furent astreints à des visites domiciliaires du fisc et eurent à livrer au percepteur le secret de leur coffre-fort. Le commerce clandestin et la contrebande acquirent par suite des proportions telles que les mesures les plus draconiennes se révélèrent inefficaces. Presque tous les effets traqués se retrouvèrent sur le marché autrichien et le résultat final obtenu fut donc aussi négatif que celui de la réforme agraire. Le but poursuivi ne fut pas atteint. Il s'agissait de former un immense Clearing-House prolétarien, où les débits et les crédits des différents services étatisés devaient s'annuler réciproquement par un simple jeu d'écritures. Mais les événements se jouèrent de cette brumeuse idéologie. Le bolchevisme se montra singulièrement énergique pour la destruction de tout ordre rationnel. Par contre, pour la reconstruction sur les ruines du passé, il témoigna d'une incompétence absolue,

La socialisation des immeubles fut, au même titre que la tentative précédente, une erreur profonde. En 1918, pour 4 mois 1/2, l'impôt foncier sur les propriétés bâties rapporta, en chiffres ronds, 75 millions de couronnes. Le total des loyers qui entra dans les caisses du Trésor — après l'étatisation des maisons par les Soviets, — ne fut pour une période identique que de 50 millions seulement. A Gyor, (Raab), en 1918 par exemple, le bénéfice net avait été de 1.675.000 couronnes. Sous le trimestre terroriste, il ne fut que de 785.000 en tout. Les dépenses résultant de l'appropriation des constructions par la Chose Publique s'établirent ainsi :

	(en couronnes)
Dépenses de traitements pour le Commissariat des logements.....	6.000.000
Dépenses de traitements pour le Directeur des châteaux.....	2.000.000
Dépenses des réparations mécaniques..	2.000.000
Dépenses de gaz et d'électricité.....	100.000
Dépenses de salaires ouvriers de toutes sortes	6.371.000
Dépenses de matériaux de construction en vue d'entretien.....	1.088.000
Dépenses de matériel d'entretien.....	491.000
Dépenses diverses	1.448.000

Il est certain que ces frais n'ont été qu'un strict minimum d'entretien indispensable. Incontestablement si cet état de choses avait dû être perpétuel, sous l'influence de la désertion grandissante des campagnes et de l'accroissement corrélatif de la po-

pulation citadine, la diminution des ressources aurait été progressive et se serait peu à peu transformée en un déficit écrasant.

*
* *

La « Neue Freie Presse » du 15 juillet 1919 a publié une phrase symptomatique du « camarade » Bela Kun. Au début de son avènement, un journaliste lui ayant demandé comment il comptait résoudre la question monétaire, le grand maître du terrorisme hongrois répondit : — « Je ferai imprimer des bank-notes et encore des bank-notes et toujours des bank-notes, de jour et de nuit, jusqu'à ce que la monnaie soit devenue une chose totalement absurde ». Et cependant, une semaine plus tard, le « camarade » Jules Lengyel, commissaire suprême du Département économique, fut obligé de faire une déclaration toute différente au reporter viennois d'un grand journal autrichien. « Le problème de la devise est l'un des plus ardues de notre nouvelle organisation sociale », expliqua-t-il. « Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore trouvé en cette matière une solution tant soit peu acceptable. Hélas, bien que communiste, la Hongrie ne peut vivre sans argent ». De ces dires mêmes, il résulte qu'aucun plan financier logique ne fut établi. Aussi le royaume bouleversé vécut-il la phase la plus pénible de toute son histoire chaotique.

A ce sujet, le docteur Reinhard Junge a écrit un

mémoire remarquable, « La Politique monétaire des Bolchevistes magyares⁽¹⁾ ».

Le 21 mars 1919, jour inaugural de l'ère marxiste, la valeur de la couronne était très ébranlée. La guerre et la scandaleuse gestion de Karolyi en étaient la cause. Dans le passé, les peuples des Habsbourg n'avaient jamais pu s'habituer réellement aux pièces métalliques, y préférant de beaucoup le papier-monnaie. Aussi, pendant la lutte mondiale, la disparition dès 1915 de tout l'or et de tout l'argent ne frappa-t-elle point les esprits. Le billon de fer et de nickel fut d'ailleurs maintenu. Au 21 mars 1919, les coupures légales étaient celles non estampillées par un Etat successeur. La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Autriche avaient déjà, chacune pour son compte, effectué un timbrage spécial. La Roumanie et la Pologne n'agirent de même qu'un peu plus tard. La majeure partie des billets non nationalisés se trouvait dans la Pusta. La voix populaire les surnomma « le vieil argent bleu ». Quant au « vieil argent blanc », ce fut celui de l'émission du 2 octobre 1918, émission composée uniquement de titres de 200 et de 25 couronnes. Ces papiers, primitivement imprimés d'un seul côté, ne furent plus admis après la défaite que dans l'Autriche nouvelle et la Hongrie vaincue. Enfin, toujours

(1) Cette analyse excellente se trouve dans « Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im deutschen Reiche », 44^e année, cahier I, pages 101 à 151, édition Dunker et Humboldt, Munich et Leipzig 1920.

à la même date, existait encore, corrélativement aux deux premiers, un troisième système fiduciaire, composé de l'argent marqué « 2. Auflage », c'est-à-dire deuxième édition.

Lors du début de l'ère soviétique, ces trois genres de bank-notes avaient encore une certaine puissance intrinsèque d'achat, aussi bien à l'intérieur qu'au dehors des frontières. A ce moment, la situation générale n'était donc pas désespérée. Elle le devint très vite. Les terroristes s'efforcèrent d'instituer immédiatement, d'une façon définitive, un régime du troc universalisé et de virements bancaires. Ils prévirent une période de transition très courte, alimentée par la seule monnaie de billon. D'ailleurs, tout de suite, le Commissariat des Finances fit de la Poste le grand Clearing-House officiel de la patrie, et invita instamment tous les citoyens à déposer dans cet établissement leur avoir mobilier. Quant à la presse révolutionnaire, elle fit de son mieux pour gagner le gros de l'opinion publique à ce plan, dont l'exécution semblait, à priori, excessivement facile : — L'Etat était peu vaste, la production fortement centralisée, 80 0/0 de la population très favorable à toute suppression capitaliste. Et cependant, malgré ces facteurs avantageux, trois obstacles majeurs s'opposèrent finalement à l'accomplissement de ce programme.

Le premier empêchement résida dans l'impossibilité absolue de socialiser en bloc, du jour au lendemain, toutes les branches de l'activité économi-

que. La nécessité d'une commune mesure d'échange subsista donc — amoindrie peut-être, — mais très vivace tout de même. Or, par la force des choses, vu le trouble des temps d'alors, une thésaurisation inouïe eut lieu, aussi bien dans la ville qu'au fond des campagnes. Les fermes furent les principaux centres d'accumulation. Tout cultivateur autonome eut, en effet, bien soin de se créer le maximum de ressources possible afin de pouvoir aisément acheter à l'étranger, lorsque le besoin pour lui s'en ferait sentir, les machines agricoles que ne lui livraient plus les usines prolétarisées de son propre pays.

Le second fait dirimant fut que la ville, d'esprit égalitaire, ne put se passer de la campagne, de mentalité individualiste. Au-dessus de toute politique il y a les exigences de l'estomac. Et celles-ci furent vigoureusement mises à profit par le laboureur économe. Le coût de l'existence atteignit dans les cités des proportions fantastiques. Ce n'était évidemment pas là l'aube naissante de l'âge d'or de l'échange en nature.

Quant à la troisième et plus grande entrave, elle provint des nations voisines. Chez elles la révolution n'eut pas lieu. Dans sa crise profonde, la Hongrie ne put subsister uniquement de son sol. L'excédent presque nul de récoltes exportables interdit l'importation, pourtant si nécessaire, d'objets manufacturés de toutes sortes. D'ailleurs, très sagement, les gouvernements limitrophes réclamèrent, avant l'ouverture de toute négociation commerciale, le paiement

intégral — capital et intérêts compris, — des anciennes dettes publiques extérieures magyares. Très judicieusement, en outre, ils exigèrent une indemnisation complète pour les biens séquestrés de leurs ressortissants, et très prudemment, en dernier lieu, ils interdirent toute propagande communiste sur leur territoire propre. Par suite, coûte que coûte, il fallut que Bela Kun et consorts se créassent des ressources internationalement acceptées. Quelques semaines encore, ils restèrent fidèles à leur théorie pure en s'emparant de tous les joyaux de la Couronne et de tous les bijoux privés. Ils se créèrent ainsi une réserve d'achat temporaire pour le commerce clandestin, mais non point pour les transactions honnêtes et durables. Dans ces dernières, de tout temps, seul l'argent fut admis. La nécessité de son existence s'imposa donc, bon gré mal gré, définitivement victorieuse. Ce fut là la roche tarpéienne du régime marxiste.

Le « camarade » Lengyel, commissaire populaire suprême, fut obligé de constater, au début d'avril 1919, que tout le stock, pourtant si important de bank-notes, ne suffisait plus aux nécessités journalières. Ce faisant, il exprima l'espoir d'une amélioration prochaine. Toutefois, l'expert financier bolcheviste Varga constata que la monnaie s'était enfuie des marchés et que les marchés s'étaient vidés faute de monnaie. La durée du cours légal du papier blanc fut prorogée. Les titres bleus — ayant encore une certaine valeur, — obéirent fatalement à la loi

de Gresham et ne circulèrent plus nulle part. Le peu de réserves qu'en possédait le Trésor fut gaspillé par lui en pamphlets et tracts, distribués hors des frontières. Nonobstant le maintien de son pouvoir libérateur, l'énorme masse des assignats blancs ne fut plus à même de ranimer les pulsations ralenties du défaillant labeur. De la sorte, la misère fut extrême et l'anarchie profonde.

Le billon surtout se fit rare. Les soviets payèrent, dès le mois d'avril, les salaires ouvriers en argent blanc ne comportant que des coupures de 200 et de 25 couronnes. Les billets de 10 et 20 couronnes des émissions antérieures avaient toujours été peu nombreux. Par ces temps agités, ils disparurent complètement dans les bas de laine gonflés des campagnes prévoyantes. De la même manière s'évanouirent les notes de 1 et de 2 couronnes. Celles-ci émigrèrent surtout en Tchécoslovaquie, où, à l'encontre des valeurs importantes, les menues devises n'étaient pas encore estampillées. La spéculation magyare ne se fit point faute de profiter de cette circonstance. Elle exporta, échangea, puis rapatria pour son plus grand profit — sous forme de gros papier de banque tchèque, — les 1 et 2 couronnes sus-dites. L'opération fut fructueuse pour les courtiers, débilitante pour le pays.

Des troubles violents s'ensuivirent. Des pièces de 10 et de 20 hellers furent frappées. La mesure se révéla inopérante. Alors des décrets draconiens furent édictés pour pousser le public à vider ses cachettes,

Les contraintes les plus rigoureuses restèrent vaines. Il fallut, par la force des choses, recourir à l'inflation. Remède trompeur, remède ruineux. En province, les municipalités lancèrent, sous leur sauvegarde et sur leurs territoires respectifs, de la monnaie de 1, 2, 5, 10 et 20 couronnes. D'autre part, la loi XCII du 16 mai autorisa la Caisse d'Epargne Postale à imprimer des titres de 5 couronnes, garantis par son avoir total, et remboursables au porteur en vieil argent bleu. Il va sans dire que cette assurance ne fut jamais tenue, si tant est qu'elle fut sincère, même à l'origine. Le 5 juin, il y eut une nouvelle création de 5 couronnes, et, de plus, une inauguration de faux. Des photographies en couleur des anciennes 1 et 2 couronnes bleues, distinguées seulement de ces dernières par le N° de série, furent officiellement imprimées. Jusqu'au 10 juin — en 5 jours, — 57 millions furent émis ainsi. A partir du 15 juin, 800.000 couronnes sortirent, toutes les 24 heures, des presses à assignats. Le manque de billon disparut. Mais ce qui lui succéda s'avéra pire. Ce fut une véritable banqueroute nationale.

Dès le mois de mai, l'idéal économique socialiste dut donc s'incliner devant la force implacable des événements. Les usurpateurs rouges s'efforcèrent en vain de sortir de cette impasse. Le seul moyen capable de les en tirer, moyen qu'ils ne tentèrent même pas, aurait été de favoriser le travail. Les usines marchant, les campagnes labourant, le com-

merce renaissant, tout se serait arrangé. Mais l'ouvrier bolcheviste, conscient et organisé, ne fabriquait pas. Les usines étatisées ne produisaient pas. Les campagnes, désormais autonomes, ne vendaient pas. Et de la sorte, le commerce, privé de toute base, ne subsistait pas. La chute du régime fut donc forcée.

Les salaires ouvriers parvinrent à des taux fantastiques. L'armée révolutionnaire n'étant plus payée, rançonna les campagnes. La vie générale devint pitoyable. Le Gouvernement, animé de l'énergie du désespoir, se rendit alors compte qu'il fallait, à tout prix, trouver une solution définitive. Prisonnier de ses promesses de jadis, il recula encore d'une quinzaine l'éclatant désaveu de sa politique d'antan. A cet effet, il émit des bank-notes autrichiennes apocryphes. Jamais, dirigeants, descendirent-ils plus bas ?

L'intérieur du royaume put être abusé un certain temps, grâce à la presse servile. Mais bientôt, l'abondance monétaire toujours croissante dessilla les yeux de chacun. Une panique effroyable naquit. La thésaurisation augmenta de plus belle et l'agiotage interlope porta à son comble l'angoisse unanime. Il fallut alors recourir franchement, au grand jour, à une réforme radicale. Pour apaiser au plus vite les esprits, l'ordonnance soviétique CXI prescrivit, à partir du 1^{er} juillet, la cessation de toute création de 50, 100, 1.000 et 10.000 couronnes. Toutefois, l'accumulation paysanne n'en continua pas moins. En effet, l'argent bleu gardait toujours une certaine

puissance libératoire. Il fut encore accepté en paiement — en dehors de la Pusta, — aussi bien sur le sol d'Autriche que dans la Galicie polonaise.

Après tant de vicissitudes diverses, une action financière hardie, énergique, saine, s'imposait. Il importait au plus tôt de procéder à une émission régulière et définitive. Les communistes songèrent tout d'abord à frapper des devises d'or et d'argent. Ils désavouaient ainsi à jamais l'essence même de leur doctrine. A peine d'ailleurs conçu, faute de métal, ce projet dut être abandonné. On en revint par suite à l'idée du papier-monnaie, dont les premières coupures parurent le 21 juillet 1919. C'étaient des titres de 10 et de 20 couronnes lancés dans la circulation par la Caisse d'Epargne Postale hongroise. Ces bank-notes, imprimées des deux côtés, étaient libellées en couronnes magyares représentant une partie fixe de l'avoir public total. Cet argent eut une certaine vogue sur le territoire national, mais se trouva dénué, à l'étranger, de tout pouvoir d'achat.

Les premiers temps, une certaine détente se manifesta. Les maîtres de Budapest furent providentiellement soutenus dans leur entreprise par un événement politique extérieur. La Paix de Saint-Germain devint leur bouée de sauvetage. Lengyel n'avait pu atteindre le papier bleu, dont la valeur intrinsèque dépendait de Cracovie et de Vienne. La Paix de Saint-Germain, en liquidant la Banque Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie, et en prescrivant le retrait de toutes les émissions de cet établis-

sément, mit inexorablement un terme à l'existence du susdit papier. Il en résulta un malaise très grand, provoqué par la déflation.

Bela Kun n'eut plus à s'en occuper, sa chute ayant précédé le début de la crise. Il tomba après 4 mois 1/2 d'un règne anarchique. Son système économique est irrémédiablement discrédité par la nocivité de ses résultats. Les assises dernières du Trésor ont sombré dans le chaos et tout redressement immédiat a été totalement compromis. Lors de la disparition de la Terreur, 7 genres monétaires différents fonctionnèrent côte à côte, sans compter les centaines de variétés respectives de devises municipales. C'est tout dire. Voici l'énumération des 7 systèmes fiduciaires nationaux :

Ancien argent

- I. — Emission commune à toute la Monarchie des Habsbourg, en coupures de 1, 2, 10, 20, 50, 100, 1.000 et 10.000 couronnes.
- II. — Coupures bleues de 20 couronnes, deuxième édition.
- III. — Coupures blanches de 25 et de 200 couronnes, valables seulement sur le territoire de Haute et Basse Autriche et sur le territoire proprement magyar.

Créations monétaires bolchevistes

- IV. — Coupures de 5 couronnes, 1^{re} et 2^e édition, émises par la Caisse d'Epargne Postale Hongroise.

- V. — Faux photographiques, avec N° de séries nouveaux, des coupures de 1 et de 2 couronnes de l'émission commune à toute la Monarchie des Habsbourg.
- VI. — Nouvelles coupures blanches de 25 et de 200 couronnes, avec N° de séries nouveaux.
- VII. — Coupures spécifiquement magyares de 10 et de 20 couronnes, émises par la Caisse d'Epargne Postale Hongroise.

La confusion fut extrême. Cela se conçoit. Cette révolution marxiste a ressemblé à toutes les insurrections populaires de l'histoire. Intérieurement, il y eut une inflation toujours croissante, une disparition de toute couverture métallique, une taxation générale de tous les produits, une scission tranchée entre la campagne et la ville et une effusion perpétuelle de sang. Quant au dehors, pays au sol riche, la Hongrie connut ce paradoxe de ne pouvoir faire aucun commerce. Elle subsista péniblement de ses dernières réserves. Aussi est-elle sortie totalement épuisée de ses luttes stériles. Tel est le bilan. Au lecteur de juger.

*
* *

La législation financière bolcheviste fut excessivement touffue. Nous ne la saurions entièrement reproduire en ces pages. Aussi nous sommes-nous bornés à en citer ci-après les principales ordonnances.

— Le décret révolutionnaire portant socialisation des établissements de crédit dispose :

DECRET

§ 1. — Le Gouvernement révolutionnaire des Soviets a décidé la socialisation intégrale des établissements de crédit. Il commence cette réforme, en autorisant le Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances à prendre en mains propres la direction de toutes les banques nationalisées. Il les soumettra à telle organisation de contrôle qu'il jugera utile d'établir, les faisant notamment gouverner par des fondés de pouvoir nommés par lui et qui exécuteront strictement ses ordres.

§ 2. — Les particuliers titulaires d'un compte-courant dans les banques socialisées pourront retirer mensuellement 10 0/0 de leur avoir. Ce retrait cependant ne saurait dépasser 2.000 couronnes. Dans des cas spéciaux, tels que maladie ou mariage, un excédent mensuel de 1.000 couronnes pourra être accordé.

§ 3. — Pour les paiements des salaires ouvriers et des traitements de fonctionnaires, aucune limitation n'entravera les retraits. Le retrayant devra simplement prouver par lui-même l'emploi conforme de ces sommes. S'il ne le peut, des cautions devront être fournies.

§ 4. — Les entreprises socialisées pourront, sur visa d'un commissaire à la production, prélever toutes les sommes indispensables aux achats de matières premières, toutes les fois que ces opérations pourront s'effectuer par un simple virement comptable.

§ 5. — Les propriétaires agraires pourront dépasser, sur visa d'un commissaire à la production, le taux maximum de retrait prévu. Les entreprises alimentaires pourront en faire de même, avec l'autorisation d'un commissaire populaire aux vivres. En outre, pareille licence sera encore accordée à tout entrepositaire aux halles, sur permission expresse du commissaire populaire suprême, préposé au contrôle des halles en question.

§ 6. — Tout virement de débit à crédit et de crédit à débit, de compte courant particulier à compte courant particulier, pourra être effectué sans aucune entrave dans tous les établissements de crédit socialisés. Par contre, aucun virement ne pourra survenir vis-à-vis de banques non soumises au contrôle bolcheviste.

§ 7. — Des envois d'argent à destination de l'étranger ne pourront avoir lieu que sur assentiment du Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances.

§ 8. — Les établissements de crédit ne pourront effectuer aucune opération bancaire, non prévue dans le présent règlement.

§ 9. — Tout titulaire d'un compte-courant ou d'un dépôt en banque est tenu de justifier de son identité dans les 15 jours à partir d'aujourd'hui. Ce délai est porté à 30 jours pour les détenteurs de moins de 5.000 couronnes. Quiconque ne se conformera pas, dans le temps prévu, à la prescription ci-contre, verra son avoir confisqué au profit de la nation.

Celui qui pourra prouver avoir été empêché par une cause plausible quelconque d'obtempérer à la loi sera admis, — bien qu'étant retardataire, — à établir son identité. Contre toute confiscation illégale, plainte pourra être déposée au Commissariat Populaire des Finances.

§ 10. — Tout directeur de banque ne pourra recevoir à l'avenir plus de 3.000 couronnes de traitement mensuel. S'il n'a pas été destitué de sa charge par le Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances, il devra exécuter de la façon la plus ponctuelle et la plus assidue son travail normal journalier. Tout directeur révoqué sera rigoureusement tenu de se rendre à toute convocation du Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances et de lui fournir, de la façon la plus loyale et la plus complète, tout éclaircissement ou renseignement demandé. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également à tous les sous-directeurs et à tous les employés de banque.

§ 11. — Le traitement des employés de banque de toutes catégories ne pourra être élevé sans assentiment du Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances.

§ 12. — Le Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances pourra, en cas de nécessité, autoriser des dérogations à la présente loi.

§ 13. — Toute infraction à la présente loi est justiciable du tribunal révolutionnaire.

Budapest, 25 mars 1919.

Voici maintenant le règlement d'administration publique, pris — pour l'application de cette loi — par le Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances.

REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

§ 1. — Au terme de la loi XII du Gouvernement des Soviets magyars, chaque titulaire d'un compte courant en banque est tenu de justifier de son identité dans les 15 jours, à partir de la promulgation de cette loi. Pour les propriétaires d'un dépôt de moins de 5.000 couronnes, le délai est de 30 jours.

Cette prescription s'applique à toutes les ouvertures de compte courant faites sous un nom réel ou fictif, sous une initiale, sous un N° d'ordre, ou sous quelque désignation que ce soit.

L'identité devra être établie par documents authentiques contenant la photographie du titulaire, par témoins-cautions, ou de toute autre manière légalement acceptable.

§ 2. — Les établissements de crédit sont tenus d'inviter leurs clients, par la voie des journaux, ou par toute autre publicité appropriée, à se conformer aux dispositions du paragraphe ci-dessus. Toutes les banques d'une même ville devront procéder à une invitation commune. Les journaux devront insérer gratuitement leur appel.

§ 3. — Toute banque est tenue de veiller à ce qu'un nombre suffisant de formulaires de déclaration soit

mis à la disposition de ses clients. Le modèle-type de ces imprimés est annexé au présent règlement d'administration publique, au paragraphe 9. Les dimensions sont de 17 cm. en hauteur et de 21 cm. en largeur.

§ 4. — Le formulaire de déclaration est en partie double. Chacune des deux expéditions devra être signée par le déclarant respectif. Au cas où le client ne saurait écrire, la banque devra, à sa place, remplir l'imprimé. Tous les comptes courant seront arrêtés au 31 mars 1919. C'est le poste de ce jour qui seul entrera en ligne de compte. Un contrôleur bolcheviste, soumis à l'autorité du Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances, paraphera chacune des deux déclarations.

§ 5. — L'une des deux expéditions sera gardée par l'établissement de crédit, l'autre sera envoyée au Commissariat Central des Finances. L'envoi postal devra avoir lieu, au plus tard, le 30 avril 1919, respectivement le 10 mai 1919 pour les comptes courant de moins de 5.000 couronnes.

§ 6. — Tout titulaire de compte courant ne demeurant pas au siège de sa banque, ou d'une de ses succursales, devra immédiatement procéder à la déclaration prévue. Il le fera par lettre recommandée, adressée à son établissement de crédit. Mention sera faite par lui de son N° de compte. Il devra en outre, par la suite, se présenter au plus tôt en personne et achever de vive voix son identification complète.

§ 7. — Tous les établissements de crédit sont tenus

de procéder avec le plus grand soin à l'application consciencieuse de toutes ces prescriptions. Toute infraction est justiciable du tribunal révolutionnaire.

§ 8. — Sont désignés dans le présent règlement d'administration publique, sous le nom d'établissements de crédit, toutes les institutions, quelle qu'en soit la forme juridique, s'occupant d'affaires de banque, notamment de placements et d'ouvertures de comptes courant.

§ 9. — Le présent paragraphe contient en annexe le modèle du formulaire des déclarations bipartites prévues au paragraphe 3.

A remplir par le client

Raison sociale de la banque ou de la
succursale
N° du compte courant
A quel nom est porté le compte courant
Nom du propriétaire légitime.....
Profession du propriétaire légitime..
Adresse du propriétaire légitime....
Dans quelles banques le propriétaire
a-t-il encore un dépôt ou un compte
courant

A remplir par la banque

Solde au 1919..
Signature du fondé de pouvoir de la
banque
Signature du contrôleur bolcheviste..

N.-B. — Toute fausse déclaration est justiciable du tribunal révolutionnaire.

Budapest, 26 Mars 1919.

*Le Commissaire Populaire Suprême
du Comité des Finances.*

L'annonce légale, qu'imposait cette législation révolutionnaire, fut faite par tous les établissements de crédit hongrois de Budapest dans le « Pester Lloyd » du 30 mars 1919. Les titulaires de compte courant de moins de 2.000 couronnes furent dispensés de toute déclaration par une décision ultérieure du Commissaire Populaire Suprême du Comité des Finances.

Le contenu de l'ordonnance bolcheviste imposant l'ouverture — à fins d'inspection gouvernementale — de tous les coffres-forts privés, fut le suivant :

ORDONNANCE

§ 1. — Au 31 mars 1919, les coffres-forts des banques, loués aux particuliers, commenceront à être ouverts. Ce jour-là, les établissements de crédit devront travailler de 8 heures à midi et de 15 heures à 20 heures.

§ 2. — Le syndicat des employés de banque déléguera des représentants. Ceux-ci devront être choisis parmi les employés de Budapest.

§ 3. — Aux termes de la loi XIII, sont considérés comme pays étrangers, non seulement les Etats extérieurs aux frontières de 1914, mais encore les territoires de Croatie-Slavonie, de Fiume et de toutes les provinces jadis représentées au Reichsrat.

§ 4. — La banque et le locataire du coffre-fort devront s'entendre sur l'heure d'ouverture. La minute précise de l'opération sera rigoureusement détermi-

née. On attirera l'attention du locataire du coffre-fort sur ce fait qu'un retard de sa part, de plus de 5 minutes, entraînera une ouverture légale hors de sa présence.

§ 5. — Les particuliers seront autorisés — lors de l'ouverture du coffre-fort — à retirer la totalité de l'actif de leur livret de caisse d'épargne. Les actions et obligations non magyares ne pourront être reprises et devront être portées en compte courant. Il en sera de même pour les coupures émises par la Banque d'Autriche-Hongrie et pour toute autre monnaie quelconque.

§ 6. — Les devises étrangères métalliques seront portées en compte courant, calculées au change du jour. Les banques ne sauraient en disposer sans autorisation légale ultérieure.

§ 7. — Il en sera de même pour le papier-monnaie étranger. Le taux du change adopté sera celui légalement fixé par l'autorité publique. A partir du 29 courant, il sera affiché à la caisse de tous les établissements de crédit.

§ 8. — Tous les insignes de décorations militaires ou civiles seront considérés comme étant des bijoux. Les diplômes de toutes sortes, contenus dans les coffres-forts inventoriés, ne seront délivrés qu'avec l'assentiment du commissaire populaire inspecteur du fisc.

§ 9. — Seront ouverts tous les paquets cachetés et toutes les enveloppes fermées trouvés dans les coffres-forts contrôlés. Leur contenu sera estimé con-

formément aux prescriptions de la loi XIII, ainsi que conformément aux dispositions de la toute présente ordonnance.

§ 10. — Toutes les prescriptions antérieures d'identification, et de mesures de sûreté, restent en vigueur.

Toute procuration ne sera valable qu'autant qu'elle autorisera explicitement le porteur à représenter le propriétaire véritable en son lieu et place, lors de l'ouverture du coffre-fort.

Cette pièce devra soit :

1. — Etre contresignée par deux employés de l'établissement de crédit du coffre-fort inspecté ;

soit,

2. — Etre authentifiée par la signature officielle d'un notaire ;

soit,

3. — Etre en possession du porteur depuis une longue période de temps déjà et avoir servie en maintes occasions.

§ 11. — La remise des clefs commencera le 28 mars 1919. La totalité des ouvertures de coffres-forts s'effectuera en 8 jours de travail. En cas de perte de la clef du coffre-fort, déclaration du contenu du susdit coffre sera faite au commissaire populaire, inspecteur du fisc. Ce dernier notera sur son registre les dires du citoyen négligent. Un décret ultérieur spécial déterminera les mesures à prendre dans ce dernier cas, comme dans celui de non-délivrance des clefs.

§ 12. — Les résultats de l'enquête seront consignés en triple expédition. La première restera dans le coffre-fort. La deuxième sera remise au commissaire populaire inspecteur du fisc, et la troisième à la partie intéressée. Les formulaires devront être retirés le 28 mars 1919 à la propre caisse de l'établissement de crédit du coffre-fort inventorié.

§ 13. — Un décret ultérieur interviendra pour régler le mode des ouvertures de comptes courants.

§ 14. — Le jour de l'ouverture, il est recommandé de tenir les clefs du coffre-fort toutes prêtes dans une enveloppe non fermée.

Budapest, 27 mars 1919.

*Le Commissaire Populaire Suprême
du Contrôle des Etablissements de Crédit.*

En ce qui concerne les bijoux, le décret XVII du 30 mars 1919 prévoit les mesures ci-dessous :

DECRET

§ 1. — Sont à livrer tous les bijoux en or, dont la valeur actuelle dépasse par pièce 2.000 couronnes. Les lieux et les jours de livraison seront fixés par le Commissariat Populaire de la Production Nationale.

L'obligation de la remise s'impose également aux détenteurs non propriétaires des objets d'ornements ci-dessus désignés. Un certificat officiel de cession sera délivré par les autorités compétentes.

§ 2. — Des bureaux d'expertise, dépendant du

Commissariat Populaire de la Production Nationale, détermineront la valeur des matières précieuses à eux soumis. Ils délivreront gratuitement des visas d'estimation.

§ 3. — Les joailliers ne tombent pas sous le coup de la présente loi.

§ 4. — Les contrevenants aux dispositions ci-inclues sont justiciables du tribunal révolutionnaire.

§ 5. — Le lieu des remises sera la Banque Hongroise Générale de Crédit. A partir de demain, mardi, tous les intéressés auront à aller retirer des numéros d'ordre, rue Josefter, N° 3, au service de l'inspection de l'établissement ci-dessus désigné. Les journaux publieront chaque matin les numéros d'ordre, soumis à la livraison dans les 24 heures suivantes. En province, des dispositions analogues seront prises.

§ 6. — Tous les services d'expertise se composeront ; — Premièrement, d'un ingénieur du service de poinçonnage du contrôle officiel ; deuxièmement, d'un commis joaillier ; troisièmement, d'un bijoutier et quatrièmement, d'un greffier pris parmi le personnel de la banque. Les commissions d'expertise fonctionneront journellement de midi 1/2 à 14 heures 1/2.

§ 7. — Les objets en argent n'ont pas à être livrés.

Budapest, 4 Avril 1919.

Même les étrangers furent soumis à cette loi. Ils durent livrer tous leurs bijoux qui ne furent cepen-

dant pas complètement confisqués. Les dirigeants communistes magyares s'en servirent vis-à-vis d'eux comme garantie de l'orthodoxie de leur conduite politique. Ceux qui quittèrent le territoire hongrois, sans avoir encouru de disgrâce gouvernementale, se virent restituer leurs joyaux.

Au sujet du règlement des dettes industrielles et commerciales, le Commissariat Populaire des Finances prit le 11 avril 1919 le règlement ci-contre :

ORDONNANCE

Par la présente ordonnance N° 10, le Commissariat Populaire des Finances fait savoir ce qui suit à tous ceux que cela intéresse :

§ 1. — Tout débiteur de plus de 500 couronnes n'est pas tenu d'acquitter sa dette en versements monétaires. Il lui est loisible de se libérer par un simple virement de compte. Cette mesure ne s'applique qu'au cas où le créancier est un industriel ou un négociant et où le règlement a son origine spécifique dans une opération d'affaires.

§ 2. — Il ne peut être procédé à tout virement que dans les établissements de crédit socialisés. Si le créancier ne désigne pas une banque donnée, le paiement de la dette pourra être fait à la Banque Centrale.

§ 3. — Le créancier n'est tenu à livraison qu'après réception de son dû.

§ 4. — Ce décret ne s'applique pas aux reliquats de dettes. Il entre en vigueur aujourd'hui même.

Budapest, 11 avril 1919.

Quant aux directives de la politique financière extérieure des Soviets hongrois, elles ressortent clairement du traité économique conclu entre le gouvernement de Vienne, d'une part, et les autorités de Budapest, de l'autre. L'Autriche fut d'ailleurs le seul Etat à s'engager dans une procédure si vaine.

Voici in-extenso le texte de cet accord :

TRAITÉ

§ 1. — Le Gouvernement des Soviets hongrois reconnaît aux citoyens autrichiens, se trouvant sur son territoire, le droit de posséder en propre toutes catégories d'actions et obligations. Cette reconnaissance du droit de propriété privée ne saurait être rétroactive. Les paiements effectués à l'extérieur, par les autorités bolchevistes magyares, n'auront lieu qu'au sujet d'importations de matières premières ou d'objets fabriqués.

Il appartiendra à des conventions diplomatiques ultérieures, d'Etat étranger à Etat hongrois, d'établir un mode d'indemnisation adéquate pour les préjudices subis par les ressortissants non magyars du fait de la socialisation générale des biens. Ces règlements de l'avenir ne sauraient d'ailleurs prévoir que des virements comptables de Gouvernement à Gouvernement.

Les autorités bolchevistes consentent à acheter les marchandises inventoriées et non socialisées encore, appartenant à des ressortissants autrichiens. Elles sont prêtes à verser les sommes dues au moyen de virements de caisse d'épargne officielle hongroise à caisse d'épargne d'Autriche.

§ 2. — Le Gouvernement autrichien ouvre au Gouvernement des Soviets un crédit de 2 milliards. Cette somme sera prélevée sur l'avance légale faite à l'Etat d'Autriche par la Banque d'émission Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie.

Le Gouvernement autrichien s'engage à ne livrer que des bank-notes ayant cours légal sur son propre territoire. Il en garantit au Gouvernement bolcheviste un paiement absolument correct.

Vienne, 24 mai 1919.

Dans la pratique, l'impossibilité de toute véritable transaction commerciale avec les pouvoirs communistes magyars s'avéra absolue. Bela Kun ne put trouver aucun fournisseur sur le marché viennois.

L'idéologie marxiste ruina la Hongrie de fond en comble et l'isola entièrement. Elle conduisit le pays au bord de l'abîme et son seul résultat financier — d'ailleurs négatif, — fut un accroissement formidable de la dette publique. Celle-ci s'éleva jusqu'à 10 milliards de couronnes.

CHAPITRE VI

Les Finances hongroises sous l'occupation roumaine

Les premières mesures de réorganisation monétaire. — Les conséquences politiques et financières de l'occupation roumaine. — Les efforts patriotiques de l'archiduc Joseph.

Les Soviets sombrèrent au mois d'août 1919. Par la guillotine, Bela Kun aurait peut-être encore pu se maintenir quelque temps, mais les Roumains pénétrèrent en Hongrie, autant pour se faire payer que pour ruiner le bolchevisme. De la sorte, très prudemment, ils s'en épargnèrent à eux-mêmes les horreurs désastreuses.

D'ailleurs, il se forma à ce moment précis, sur le propre sol magyar, une armée nationale profondément patriote. Les meilleurs éléments du royaume la constituèrent. A sa tête se mirent des aristocrates de très vieille souche. Le but poursuivi fut de bouter hors de l'Etat tous les marxistes sanguinaires, pour la plupart étrangers. Le communisme tomba donc, à la fois sous la pression des régiments moldaves, et sous le sursaut de la révolte intérieure.

Les Roumains occupèrent la moitié est du pays, y compris la capitale. Ils étouffèrent violemment toute renaissance éventuelle de l'idéologie révolutionnaire, et montrèrent fort à propos à la nation hongroise vaincue qu'ils étaient, eux les Roumains, les incontestables vainqueurs. Hélas ! Que n'avons-nous, nous-mêmes Français, adopté une manière d'agir identique vis à vis de l'Allemagne à bout de souffle ? — Un peuple sent réellement sa défaite quand il doit se courber sous les bottes conquérantes des troupes adverses. Dans ce cas — dans ce cas seul, — il ne discute point. Il s'exécute.

Sous la main éclairée et ferme de l'archiduc Joseph, les finances publiques se stabilisèrent enfin. Partout l'ordre renaquit. Une méthode correcte et sûre se manifesta immédiatement dans l'élaboration du budget et le maniement des deniers du Trésor. Budapest entra en pourparlers avec la Banque d'Autriche-Hongrie pour obtenir de cette dernière une avance considérable à long terme. En même temps, eut lieu un réajustement des valeurs respectives des différents systèmes fiduciaires. Les coupures apocryphes de 200 et de 25 couronnes, émises par le « camarade » Lengyel, furent totalement retirées de la circulation. Pour ne pas trop léser cependant la grosse masse des petits porteurs, les caisses officielles acceptèrent ces bank-notes au cinquième de leur taux nominal. Quant aux billets de 200 couronnes, dont le numéro de série se trouvait au-dessous du chiffre de 2.000, et à ceux de 25 couronnes dont le

numéro de série atteignait au maximum 3.000, ils ne furent point démonétisés du tout, n'étant pas de faux titres. Les papiers de une et de deux couronnes auraient dû, en bonne logique, être supprimés également, vu qu'ils provenaient pour la plupart d'émissions illégales. Ce faisant, toutefois, les classes les plus pauvres et les plus chargées de famille eussent cruellement pâti de cette réforme draconienne. Aussi les dirigeants, très sages, gardèrent-ils à ces devises leur cours libérateur complet. Ils agirent d'ailleurs de même, pour des raisons similaires, vis-à-vis des notes de 5, de 10 et de 20 couronnes. C'est la Banque d'Autriche-Hongrie qui fut chargée de l'exécution technique de ces transformations nécessaires.

Malgré ces mesures, un certain malaise économique continua à sévir. « Après la pluie, le beau temps », sans doute, mais il faut respecter les transitions. L'argent devint rare. Ce qui le prouve, c'est qu'à cette époque le coût apparent de l'existence fut inférieur dans la Pusta, à celui qu'il était dans la plaine viennoise. Après une occupation de trois mois, les Roumains se retirèrent dans la première semaine de novembre 1919. En tuant le bolchevisme, ils rendirent au royaume un immense service. Mais d'un autre côté, ils se montrèrent envers lui justement rigoureux. Huszar, le ministre des finances d'alors, déclara que les frais de leur domination passagère s'étaient élevés à 36 milliards. Bien que lourd, c'est là un passif mérité : Normalement, en effet, le

vaincu dut toujours acquitter les débours de la lutte.
Væ victis !

En définitive, la situation s'avéra assez complexe. Il allait falloir de longs mois et pas mal d'énergie pour obtenir une stabilisation définitive. Trop nombreux s'étaient succédé de profonds désastres : trop haut — à 5 milliards, — était parvenu le déficit du régime de Karolyi ; trop étendues — à 9 milliards, — s'étaient montées les dilapidations de Bela Kun. « Wir wollen keinen Soldat mehr sehen », nous ne voulons plus voir de soldat. Tel avait été le mot d'ordre de l'immédiat après-guerre. Son triste résultat fut une démagogie révolutionnaire à laquelle nulle armée ne put mettre un frein.

Tel fut l'effondrement redoutable que trouva devant lui l'homme probe et pondéré qu'était l'archiduc Joseph. Il se hâta d'établir au plus vite l'inventaire exact du déficit total, puis d'assainir au mieux la couronne magyare. Sa tâche fut ingrate et pleine d'embûches. Il la remplit brillamment. Et c'est grâce à ses efforts de la première heure que, plus tard, lorsque la Paix de Trianon fut conclue, sa patrie renaissante se trouva suffisamment forte pour se redresser par l'entremise de la Société des Nations.

CHAPITRE VII

Les débuts de l'assainissement des Finances hongroises

La situation générale au moment de la conclusion du Traité de Paix. — L'augmentation considérable de l'ensemble des impôts. — La réalisation de l'indépendance monétaire. — Le budget public de 1920-21.

Avant d'entrer dans l'étude technique de la situation financière de cette époque, il est indispensable de tracer un rapide tableau des conditions politiques générales d'alors. Grâce aux Roumains, toute agitation était définitivement anéantie. L'ordre pouvait et devait renaître. Il exigeait simplement un chef absolu et une solide discipline sociale, faite d'une obéissance entière et de tous les instants. Aussi, les ardents citoyens qui avaient assumé le fardeau très lourd d'effacer au plus vite le lamentable passé tout proche, donnèrent-ils à la nation un dirigeant unique et suprême. Le premier mars 1920, Horty fut nommé « Reichsverweser », Lieutenant-Gouverneur Général de l'Etat. Le 3 décembre 1920, la royauté fut solennellement rétablie et la couronne restituée à la dynastie légale de toujours. Si aujourd'hui encore le pays est un royaume sans roi, cela ne tient nulle-

ment à la volonté de ses ressortissants, mais bien au contraire à la résistance irréductible de l'Italie toute puissante. Celle-ci vit, en effet, dans la crainte perpétuelle d'une renaissance — pour elle fort dangereuse — de l'ancien empire habsbourgeois.

Bientôt commencèrent les négociations de la Paix. Le 15 janvier 1920, communication fut faite à Paris, à la délégation magyare, des conditions établies par les nations victorieuses, alliées et associées. Il ne saurait être question, dans cette brève étude, de retracer la chronologie entière de toutes les propositions et contre-propositions survenues. Qu'il nous suffise de rappeler la véhémence résistance du comte Apponyi qui fut d'ailleurs — au début du mois de mai — brisée définitivement par la volonté inflexible de l'Entente. Aussi la Hongrie connut-elle, à partir de 1920, des mois agités. Ce fut pour elle une période de grande confusion. Les lois, les décrets, les ordonnances de toutes sortes pullulèrent, et, jusqu'en juin 1924, le rétablissement financier ne s'effectua que par brusques à-coups avec des hauts et des bas, des déclins et des reprises.

Il est par suite assez malaisé de présenter un résumé clair, avec progression logique, de l'ensemble des réorganisations entreprises. Souvent les circonstances immédiates ont interdit au Gouvernement de suivre un plan inébranlable, depuis longtemps conçu.

Naturellement, la première mesure fut une augmentation d'impôts. C'était là un mal regrettable,

mais nécessaire. Le problème ardu résida dans l'établissement d'un barème équitable de répartition nationale. Le baron Koranyi s'en occupa. Son plan fut le suivant : — Une rente d'Etat — à souscription obligatoire — devait être émise, couvrant la totalité des dépenses de guerre. Répartie au prorata des fortunes — connues du fisc par l'impôt sur le revenu, — tout capitaliste de moins de 10.000 couronnes en serait exempté. Pendant les dix premières années, cette rente ne rapporterait aucun revenu. Ensuite on fixerait le taux de rendement toutes les demi-décades. Enfin, clause dernière, aucun remboursement n'aurait lieu avant la 11^e année. Mais l'amortissement, débutant alors, se terminerait en 60 versements annuels.

Une autre initiative, plus urgente encore, s'imposa dès les premiers jours. Il s'agissait au plus tôt de procéder à un estampillage monétaire. Celui-ci s'effectua vers la fin de mars, et son principe fut original. Le Gouvernement timbra toutes les coupures et en réduisit le taux nominal de moitié. Il couvrit d'ailleurs cet emprunt forcé par une rente d'Etat à 4 0/0, et il autorisa le fisc à recevoir ce papier en paiement des impôts. Cette solution, passablement arbitraire, prouve, mieux que toute parole, combien duré était alors la situation économique. Koranyi lui-même l'a reconnu dans une déclaration importante faite au Parlement hongrois le 22 mars 1920. En voici, ci-dessous, le passage le plus symptomatique.

« Ce n'est pas la presse à assignats qui peut améliorer notre devise, mais au contraire un accroissement considérable de la production nationale. Certes, c'est là un but très difficile à atteindre. En tout cas, notre budget public doit être équilibré, équilibré parfaitement. Il importe essentiellement à cet égard d'augmenter nos exportations de toutes sortes. Notre agriculture peut beaucoup nous y aider. En outre, il faut que le taux de notre intérêt corresponde à celui pratiqué dans les autres Etats. Nous ne pouvons fonder une banque d'émission spécifiquement hongroise, avant d'avoir réalisé une consolidation complète des Finances magyares. Cette création sera le couronnement glorieux de la réorganisation fondamentale entreprise ».

On doit au docteur Frédéric de Fellner un mémoire très documenté, portant comme titre : « L'estampillage monétaire hongrois et ses conséquences ». Comme il s'agit là d'une brochure des plus captivantes par la pénétration de ses vues, nous avons cru utile d'en mentionner l'existence ici-même pour tout historiographe curieux de cette intéressante époque.

L'estampillage a été prescrit par le paragraphe 189 du Traité de Paix. Aux termes de cet article y ont été soumis, tous les Etats successeurs de l'ancienne monarchie dualiste. La majeure partie des intéressés y avait déjà procédé, à l'exception toutefois de la Pologne et de la Hongrie. Cette dernière n'avait pu le faire par suite de ses multiples vicissitudes po-

litiques. L'application du timbrage monétaire hongrois, conçu de la façon curieuse que nous avons indiquée plus haut, rapporta au Trésor 50 0/0 de gains nets. Pour apaiser les esprits, les titres de rente à 4 0/0 de cet emprunt forcé furent, — comme pour le paiement de l'impôt, — légalement admis en règlement du remembrement agraire. On n'alla pas cependant jusqu'à les assimiler à de la monnaie courante. Interdiction formelle de les coter en bourse fut émise, de sorte qu'ils constituèrent des biens immeubles incessibles, susceptibles d'être acquis seulement par don gracieux ou par simple héritage. Il s'est donc agi, en l'occurrence, d'une véritable contrainte publique. Elle a été rendue nécessaire par la précédente démagogie. Voilà ce qu'il importe de ne pas oublier.

Au mois de juin, la pression des circonstances exigea des ressources nouvelles. Une taxe de luxe de 10 0/0 fut créée. On chercha à en assurer l'assiette de la façon la moins impopulaire possible, s'efforçant surtout à ne pas troubler les citoyens très facilement alarmables.

Une véritable dictature du Ministère des Finances eut lieu. Résolument opposé à toute surenchère électorale, le Gouvernement prit les précautions nécessaires pour assurer une stabilisation définitive et un rétablissement ultérieur, — relativement facile, — du Trésor public. De grandes compressions budgétaires furent réalisées, ainsi qu'une réduction considérable du personnel-fonctionnaire. Par la presse,

par les discours, par la législation, la production de toutes les branches économiques fut stimulée et soutenue et les exportations intensifiées. Tandis qu'en 1919, les impôts directs ne rapportèrent que 300 millions, ils en produisirent un milliard en 1920, et l'ensemble des rentrées atteignit 5 milliards. En peu de mois, que d'améliorations accomplies sous une gestion énergique ! Tout brisé encore par le bolchevisme, le royaume renaissait. Il commençait à nouveau de pouvoir acquitter les lourds arrérages de sa dette extérieure. De nouveau, enfin, il se comportait comme un membre honorable du concert européen.

Les impositions sur le revenu, sur le capital, sur les bénéfices de guerre, et sur les salaires ; les redevances personnelles et mobilières, ainsi que la contribution foncière, bâtie et non-bâtie, furent toutes remaniées dans un sens aggravant. En ce qui concerne l'impôt sur le capital, cette révision fut double. D'une part, on abaissa la base du barème ; — (à partir de 20.000 couronnes, toute fortune se trouva frappée, ce qui fut peut-être par trop excessif, car les tout-petits en pâtirent et l'esprit général d'épargne en souffrit), — d'autre part, deuxième réforme, la proportion des prélèvements fut accrue. Jusqu'à 400.000 couronnes, aucun changement n'intervint. Mais de ce chiffre à 40 millions, point extrême, la progression fut modifiée et se trouva être au sommet de 1 1/2 0/0. Aux termes de la loi de 1916, tout contribuable qui payait l'impôt sur le revenu était exempté de la moitié de sa contribution sur le capital,

Les deux tiers des citoyens se trouvaient dans ce cas. En 1920, cette disposition gracieuse fut abolie. Il en résulta, pour l'actif du budget, l'augmentation appréciable de 100 millions de couronnes. La patente également subit un régime plus sévère. La base de son tarif fut radicalement quintuplée et tous les échelons de son barème élevés de 10 0/0. Il en alla de façon identique pour l'impôt foncier et pour la taxe sur les bénéfices de guerre. Le rendement de la redevance sur le revenu s'intensifia de 140 millions et celui de la contribution foncière de 275.

L'estampillage des bank-notes et la séparation définitive des Etats successeurs ont fatalement amené l'autonomie fiduciaire. Le 5 septembre 1920, le baron Szterenyi, membre de la Commission Parlementaire des Finances, put déclarer avec satisfaction que l'émission officielle de coupures, spécifiquement magyares, était un fait décidé. Ces nouveaux billets furent échangés contre les anciens titres et les remplacèrent dorénavant. Il est d'ailleurs à noter que cette modification s'imposa, ayant été expressément prescrite par le Traité de Paix lui-même. Les conséquences de cette transformation ont été heureuses. Désormais, le change a dépendu uniquement de la situation économique du pays et non plus, comme jadis, de la solvabilité totale de l'ensemble du vieil empire des Habsbourg.

Enfin, dernière remarque heureuse : pour la première fois depuis 1914, un budget à peu près normal fut soumis à l'approbation parlementaire,

Le résumé synoptique ci-contre fait ressortir les principaux chapitres du Crédit et du Débit :

Dépenses

(en millions)

Frais de reconstitution des régions dévastées.....	10.520
Frais d'investissement	1.003
Dépenses ordinaires	8.432

Recettes

(en millions)

Ressources ordinaires	8.809
Ressources extraordinaires	1.711

Il ne faut pas se laisser tromper par ces apparences déficitaires, car dans le passif se trouvent certains postes avantageux. C'est ainsi que, sans conteste, les 10.520 millions du rétablissement des régions dévastées et les 1.003 millions de frais d'investissement ont insufflé au peuple affaibli des forces nouvelles. Grâce à cet argent, la productivité générale a été accrue et les possibilités de rétablissement définitif complètement assurées. Cette année 1920 a donc, au point de vue économique, marqué le terme ultime des malheurs nés de la guerre. Après elle, de semestre en semestre, l'horizon se clarifia et partout les améliorations devinrent plus fécondes.

CHAPITRE VIII

Les Finances hongroises sous le Ministère Hegedus

Le nouveau système fiscal. — Le budget public de 1921-22.
— Les différentes causes de la chute du Cabinet.

Ce chapitre pourrait s'intituler : *l'histoire d'un caractère bien trempé d'homme d'Etat patriote.*

Hegedus s'imposa comme but de régénérer les finances hongroises. Il se mit à cette œuvre de toutes ses forces et avec son entière énergie. C'est sa personnalité, sa forte personnalité seule, qui a imposé au pays son définitif assainissement budgétaire. Dans cette noble tâche, Koranyi l'avait déjà précédé. Il avait été le premier homme d'Etat qui, depuis 1914, eût présenté un bilan public à peu près stable. Aussi Hegedus a-t-il trouvé sous lui un terrain relativement solide. S'il est tombé après un an de grand Ministère, c'est qu'il n'a pas assez tenu compte de la Finance internationale. Il a sous estimé l'influence que, tôt ou tard, cette dernière pouvait et devait prendre sur son propre programme de réforme intérieure. Il a voulu se passer du concours de l'étranger. Il n'y a pas réussi.

Le 20 décembre 1920, Roland Hegedus fit l'exposé de son plan. Il constata que, sous son prédécesseur, le seul service de la rente avait absorbé 1500 millions de couronnes et que celui de la dette publique extérieure — (il y a deux ans encore de deux milliards) — s'était élevé à 4 milliards 1/2. Cela, par suite de la dévalorisation de la devise hongroise. De plus, il rappela qu'il fallait payer sous peu l'imposition de guerre, se chiffrant à 15 milliards 700 millions, et, ce faisant, se déclara absolument incapable d'affronter un pareil total de charges si écrasantes. Il décida donc de réduire à 4 0/0, sans indemnité aucune, l'intérêt des charges du Trésor. En outre, lors de ces déclarations, il mentionna encore, à titre de mémoire, qu'à la Paix de Trianon, étant expert financier, il s'était efforcé de son mieux de faire retomber sur le Gouvernement de Berlin la majeure partie des exigences de l'Entente. Il avait exposé la lamentable situation économique de sa patrie et avait partiellement obtenu gain de cause. Il continua alors par proclamer que, pour retirer tous les bénéfices inhérents à ce résultat, il fallait au plus tôt, selon le mot de Thiers, que le Ministre des Finances se montrât « féroce. »

Trois problèmes étaient à résoudre :

Premièrement, il s'agissait de calmer l'opinion entière, unanimement aigrie par l'excessif contraste des inégalités sociales. D'une part, un noyau restreint de nouveaux riches, très riches, et de l'autre, la masse de la nation appauvrie, très pauvre,

constituaient un ferment nocif pour la tranquillité du pays.

Deuxièmement, il importait de régler au plus tôt la question de l'impôt sur le capital.

Troisièmement, il fallait assurer un équilibre budgétaire définitif.

Hegedus, pour apaiser les rancunes, institua deux impositions. Une première, rétroactive, frappant tout homme qui, pour quelle cause que ce fût, n'avait pas fait la guerre ; et une seconde, sur le capital, atteignant tout propriétaire de plus d'un million. Les grosses fortunes furent taxées dans des proportions considérables, allant jusqu'à 20 0/0 de leur montant.

De plus, le nouveau ministre fit encore voter des contributions indirectes sur les allumettes, les cigarettes et les vins. Il institua, en outre, une taxe sur les véhicules et créa enfin une redevance sur les successions. Quant à l'impôt sur le capital, il fut basé sur l'état des fortunes au 19 décembre 1920, date à laquelle un prélèvement général du cinquième avait été effectué par l'Etat. Le système de la progression des taux de perception fut le suivant :

<i>Capital</i>	<i>Taux de perception</i>
0 à 1.000 couronnes.....	0 0/0
1.000 à 10.000 couronnes.....	5 0/0
10.000 à 100.000 couronnes.....	10 0/0
au-delà de 100.000 couronnes...	12 0/0

En ce qui concerne les fortunes en valeurs étrangères, elles eurent toutes, sans considération de leur montant, à payer le maximum prévu. Les personnes non magyares ne furent assujettis qu'autant que leur résidence continuelle se trouvait sur le sol national, ou qu'elles y vivaient au moins depuis une année entière déjà. Par contre, les sociétés par actions ou en commandite furent très fortement frappées. Dans les 60 jours de la promulgation de la loi, elles eurent à réduire de 15 0/0 leur capital et à le reconstituer à son taux antérieur par l'émission de titres nouveaux, obligatoirement souscrits par les anciens actionnaires. Les 15 0/0 ainsi réalisés durent être versés à l'Etat. La loi ne visa que les sociétés hongroises qui furent d'ailleurs admises à s'acquitter en monnaie proprement dite. Leur avoir fut évalué d'après leur montant au premier mars 1921.

L'ensemble de la réforme fiscale fut donc indiscutablement très rigoureux. Il s'en suivit que le redressement financier s'effectua plus vite que le redressement économique, ce qui causa passagèrement un certain malaise. Cependant, rien de grand ne se fait sans douleur. L'inflation disparut, et tout compte fait, la situation s'assainit considérablement.

D'autre part, Hegedus s'efforça de rassurer le plus possible les créanciers étrangers. Le 18 mars 1921, il proclama solennellement que tout serait mis en œuvre pour l'exécution intégrale de la convention franco-magyare, signée à Paris le 31 janvier 1921, convention concernant le règlement des créances

des ressortissants français. « Les autorités veilleront », déclara-t-il textuellement, « à ce que les ressources générales soient accrues le plus possible et que, de la sorte, toute la créance étrangère soit entièrement payée ». Aussi, lorsqu'il déposa sur le bureau de la Chambre le projet de budget de 1921-22, fit-il observer à ses collègues que, depuis 1914, c'était la première fois que le Ministre des Finances pouvait soumettre à leur approbation une balance parfaite. S'il le pouvait, ajouta-t-il, c'était grâce aux dispositions très énergiques prises par son devancier immédiat. De 1914 à 1921, les recettes publiques s'étaient trouvées restreintes par toutes les vicissitudes de la guerre et de l'après-guerre. Seules, des mesures provisoires avaient été susceptibles d'être prises, souvent contrariées par le développement ultérieur d'obstacles imprévus. En 1914, la somme des dépenses des pays ressortissant de la couronne hongroise, s'était chiffrée à 1.878.970.912 couronnes ; celle des dépenses transitoires, à 150.430.492 couronnes et celle des dépenses d'investissement, à 235.395.412 couronnes. L'ensemble du passif atteignit donc 2.264.096.838 couronnes, contre 1.953.605.613 couronnes de ressources ordinaires, et 319.552.270 couronnes de ressources extraordinaires, parmi lesquelles 295 millions étaient constitués par un emprunt à émettre.

Pour trois raisons, disait Hegedus, le budget de 1921 ne peut être comparé à celui de 1914 :

Premièrement, parce qu'à la suite du Traité de

Trianon, la Hongrie a été entièrement démantelée et que son territoire actuel n'est plus que les 32,2 0/0 de sa superficie de jadis, de même que, d'autre part, sa population d'aujourd'hui ne constitue que les 41 0/0 de la population d'antan.

Deuxièmement, parce que la couronne de 1921 n'a plus la même capacité libératoire que celle de 1914. Nominalelement semblable, elle est en réalité très différente, aussi bien du fait de la dévalorisation progressive, que de celui d'avoir dû garder, bon gré, mal gré, 60 0/0 du personnel administratif d'autrefois. Sept ans après le début du conflit mondial, la devise magyare a perdu les 4/5 de sa puissance réelle.

Troisièmement enfin, parce que la répartition des chapitres diffère absolument de celle suivie en 1914 et en 1920. Cette différence a été réalisée dans le but de faire ressortir nettement les charges de guerre et de mettre clairement en regard des dépenses courantes les lourdes impositions issues de la défaite.

Ce dernier résultat a été atteint par Hegedus au moyen de deux innovations. La première a résidé dans une séparation complète du budget normal d'avec celui des entreprises d'Etat. Deux budgets ont ainsi co-existé. L'un, comprenant toutes les dépenses et toutes les recettes ordinaires et extraordinaires de la Chose Publique, l'autre, contenant tous les débours et tous les revenus des monopoles de la nation. Quant à la deuxième et dernière nouveauté, elle consista dans un troisième compte-

rendu analytique, présentant le passif détaillé des obligations résultant du Traité de Trianon, et l'actif complet des ressources de couverture prévues. Cette division tripartite ne fut d'ailleurs instaurée que de façon provisoire, dans un but de clarté absolue. Il convient d'en féliciter hautement son auteur. En effet, le budget de 1921 devint le pont définitif entre un passé regrettable et un avenir plus heureux.

Les monopoles présentèrent un déficit de 854.804.841 couronnes et exigèrent des frais d'investissement de 1.752.132.000 couronnes, soit 868 millions de plus que dans l'année précédente. Ce vide fut comblé par le résultat avantageux du budget courant, résultat dû à l'augmentation opportune des impôts. L'amélioration totale, par rapport à 1920, se monta à 5 milliards 1/2. Toutefois, le tableau analytique des contributions de la défaite fut moins favorable. Même là cependant, il y eut une amélioration sensible de 709.393.897 couronnes.

Voici le résumé des progrès survenus :

Recettes	année 1921-22	augmentation par rapport à 1920-21
<i>Evaluations en milliards de couronnes</i>		
Impôt sur la production.....	82	15
Impôt sur les coffres-forts....	23,5	7,5
Impôt de transmission.....	950	—
Impôt sur la vente du bétail..	500	—
Impôt sur la vente des betteraves	50	—
Impôt sur les tabacs.....	1.800	1.023
Impôt sur le sel.....	600	440
Impôt sur les sels industriels.	36	—
Impôt sur le sel de salaison..	20	—
Impôt sur le charbon.....	1,5	—

Les dépenses ont été les suivantes, leur montant s'étant accru dans les proportions ci-dessous désignées :

<i>Dépenses ordinaires</i>	Pour-cent d'augmentation
Service des pensions.....	90,75 °/°
Dépenses de la Cour des Comptes.....	93,50 °/°
Dépenses du Conseil d'Etat.....	78,84 °/°
Dépenses de la Présidence du Conseil..	108,08 °/°
Dépenses du Ministère des Affaires Etrangères	24,80 °/°
Dépenses du Ministère de l'Intérieur....	71,62 °/°
Dépenses du Ministère des Finances....	129,11 °/°
Dépenses du Ministère du Commerce....	31,66 °/°
Dépenses du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	118,90 °/°
Dépenses du Ministère des Cultes et de l'Instruction publique	72,89 °/°
Dépenses du Ministère de la Justice.....	55,03 °/°
<i>Monopoles d'Etat</i>	Pour-cent d'augmentation
Dépenses du Ministère du Commerce....	176,52 °/°
Dépenses du Ministère de l'Agriculture..	79,12 °/°
Dépenses du Ministère des Finances....	797,52 °/°
<i>Dépenses extraordinaires et transitoires</i>	Pour-cent d'augmentation
Service des Pensions de Guerre.....	63,75 °/°
Dépenses du Ministère de l'Intérieur....	1.256,25 °/°
Dépenses du Ministère du Commerce....	52,11 °/°
Dépenses du Ministère de la Justice.....	34,42 °/°
<i>Dépenses d'investissement</i>	Pour-cent d'augmentation
Dépenses du Ministère de l'Intérieur....	200,00 °/°
Dépenses du Ministère des Finances....	335,48 °/°
Dépenses du Ministère du Commerce....	800,00 °/°
Dépenses du Ministère de l'Agriculture..	400,00 °/°
Dépenses du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale	568,18 °/°
Dépenses du Ministère des Cultes et de l'Instruction publique	46,46 °/°

Hegedus eut à vaincre trois difficultés qui ne surgirent plus devant ses successeurs. Premièrement, il dut prévoir une allocation de chômage de 2 milliards pour les démobilisés. Deuxièmement, il lui fallut solder des frais militaires considérables, frais qui disparurent par la suite, vu l'extrême réduction de l'armée. Toutefois, subsistèrent 97 millions de secours aux mutilés, orphelins et veuves. Troisièmement, en dernier lieu, il fut astreint de trouver la somme, relativement imposante pour sa patrie, de deux millions de francs-or, montant des arrérages des créances françaises. Aussi, fit-il de son mieux pour revaloriser la devise hongroise, et diminuer ainsi le fardeau écrasant de la dette extérieure.

Teleky, ancien ministre des Finances, fit dans la presse une étude approfondie de la réorganisation fiscale qu'il blâma partiellement. Il trouva le système général des impôts à la fois trop doux et trop dur, trop doux à l'égard des gros capitalistes, et trop dur à l'égard des petits et des moyens. Il aurait de beaucoup préféré, écrivit-il, une expropriation unique et non renouvelable d'une importante partie proportionnelle des grandes fortunes. Cependant, d'un autre côté, Teleky admira, sans réserves, la promptitude indéniable avec laquelle le but salutaire poursuivi par Hegedus avait pu être atteint. Après tant d'années d'incohérence et de troubles, la forte volonté de ce dernier avait imposé à la nation déchuée un redressement sauveur. S'il avait gouverné plus tôt, sans doute les souffrances transitoires eus-

sent été bien moindres. Car il va de soi que plus les convulsions d'un pays ont été longues, plus pénible est sa guérison. A ce point de vue, les Etats comme les simples particuliers sont à la même enseigne. Le corps social ressemble à l'organisme humain.

A la fin de septembre 1921 éclata la nouvelle inopinée : « Hegedus démissionne ». Il y fut contraint par la force des choses, obligé de rester logique avec sa ligne de conduite de toujours. Malgré son énergie, nonobstant son patriotisme, 12 milliards des prestations de la défaite ne purent être compensés.

Le seul remède qu'il envisagea fut d'intensifier davantage encore le régime des impôts. Ni ses collègues du Cabinet, ni le Parlement ne consentirent à le suivre. Alors il quitta le pouvoir.

Ce faisant, dans son dernier discours ministériel, il exposa la nécessité absolue de poursuivre une stricte économie budgétaire. Son programme, déclara-t-il, n'avait point fait faillite. Seules, des circonstances passagères en avaient empêché la réalisation immédiate, circonstances comprenant une crise économique, d'une part, le retour de milliers de Hongrois expulsés des Etats successeurs, de l'autre. Ceux-ci, sans argent, sans situation, avaient dû temporairement, bon gré, mal gré, être soutenus par le Trésor Public.

La chute de Hegedus brisa bien des espoirs, et tout rapide redressement financier se trouva gravement compromis. Sous la direction de Kallay, qui fut des plus ternes, le Gouvernement ne réalisa que

des réformes secondaires. Il profita surtout de l'amélioration notable obtenue par le précédent Cabinet.

CHAPITRE IX

Les Finances hongroises d'octobre 1921 à octobre 1923

Les diverses mesures de Tibor de Kallay. — Les tentatives infructueuses du comte Bethlen. — La complète mainmise de la Finance internationale sur l'Etat magyar appauvri.

Kallay eut le triste sort de présider à une époque instable. Des crises commerciales succédèrent à des crises industrielles, la dynastie tomba, sans doute pour toujours et, coup de grâce fatal, la confiance de l'étranger dans une restauration économique diminua de beaucoup.

Le 28 septembre 1921, immédiatement après la chute de Hegedus, Horthy, le Lieutenant Gouverneur Général du royaume, chargea de l'intérim du Ministère des Finances, Hegyeshalmy, ancien ministre du Commerce. Au début de décembre, le titulaire définitif fut nommé, qui se trouva être Tibor de Kallay. L'opinion fonda sur lui de très grands espoirs, le considérant comme un technicien sagace, capable de mettre entièrement en pratique le programme complet de son grand prédécesseur. Avant

son avènement, en effet, il avait déclaré d'une façon très ferme qu'il poursuivrait implacablement la réforme entreprise.

Le 20 décembre 1921, Kallay fit, à la Chambre, l'exposé de sa conduite future. Il débuta par dire combien il regrettait que Hegedus fût tombé avant la conclusion de son œuvre, continua par affirmer que lui-même agirait toujours de son mieux pour le bien général, et finit par proclamer qu'il combattrait de toutes ses forces la hideuse inflation. Toutefois, la réalité ne correspondit point à ces promesses. Le précédent Ministère avait considérablement réduit les taux des traitements administratifs. En outre, il avait fait prévoir que dans le très prochain avenir, l'indemnité de cherté de vie serait radicalement supprimée. Les nécessités immédiates astreignirent Tibor à ne pas poursuivre cette sage économie. Soldes et allocations furent fortement accrues et, de la sorte, les charges du Trésor s'augmentèrent de 16 milliards. L'année d'avant, les besoins de l'Etat avaient été couverts à raison de 24 0/0 par les impôts directs, et de 76 0/0 par les contributions indirectes. Les nouveaux dirigeants estimèrent cette proportion inacceptable et bouleversèrent, de façon inconsidérée, toute la machine fiscale. De plus, ils se désintéressèrent à tort de la couronne magyare. Naïvement, ils crurent que son amélioration viendrait d'elle-même.

Aussi, avec une pareille politique, une vague de pessimisme submergea-t-elle le pays. « L'homme de

la rue » fut saisi d'un découragement profond. Les caractères s'aigrirent, et comme cela se passe toujours dans des périodes malheureuses, des antinomies violentes se manifestèrent dans la masse, bouleversant encore davantage les assises profondes de la nation. Pour la dernière fois, l'empereur Charles fit un essai de restauration dynastique. Il échoua dans sa tentative, par suite de la pleutrerie des Grands, et s'en alla découragé mourir à Madère. La noblesse, en effet, n'avait pas eu le fier courage qu'elle avait montré du temps de Marie-Thérèse, et ne lui avait point juré, comme jadis à sa grande souveraine, « *moriamur pro imperatore nostro* », nous mourrons pour notre empereur. Or, quand la tête est frappée, que reste-t-il du tronc ? — Il en est de même des peuples et des individus.

En avril 1922, à la Conférence de Gênes, la Hongrie fut représentée. Le comte Bethlen essaya d'apitoyer les Etats vainqueurs sur la situation embarrassée de sa patrie. Il soutint l'impossibilité pour son Gouvernement d'acquitter les réparations prévues et peignit, dans les touches les plus sombres, le danger social qui résulterait d'une intransigeance inflexible. Cependant, malgré tous ses efforts, il ne put avoir gain de cause.

Le 29 juin 1922, Kallay déclara au Parlement que bientôt il serait à même de lui soumettre un budget correct. A cet effet, il diminua de beaucoup le personnel-fonctionnaire et créa davantage encore de ressources aux caisses du Trésor. L'agriculture étant

la meilleure source de rendement, c'est l'impôt foncier, non bâti, qui subit l'aggravation la plus dure. Après lui, vinrent la patente et l'impôt sur le revenu. Quant aux réparations, aucun chapitre les concernant ne fut institué. Cela, sous le prétexte que la mutilation du territoire, les horreurs du bolchevisme et l'occupation roumaine avaient ruiné toute possibilité d'exécution.

Le Gouvernement se montra résolument hostile à une augmentation monétaire qu'il compara judicieusement à la morphine, laquelle après une euphonie factice, entraîne des désordres sans nom et un trépas sans gloire. Aussi, plutôt que de recourir à la presse à assignats, vendit-il en adjudication publique la majeure partie des tourbières du domaine, principalement celles situées en bordure du lac Balaton. De la sorte, le budget de 1923 put se boucler sans trop de mal. Les recettes furent un peu plus nombreuses que dans les 12 mois précédents, les rentrées se firent bien et l'opinion publique se calma.

Le résultat de l'impôt sur le revenu dépassa 39 milliards et celui des contributions indirectes 10 milliards 800 millions. L'impôt foncier se chiffra à 10 milliards, celui des tabacs à 3 milliards 400 millions et le rapport des douanes à 9 milliards 1/2. Le total de l'actif monta à 80 milliards qui purent être fournis sans trop de souffrance par le contribuable laborieux. La dette publique intérieure atteignit 50 milliards et la dette publique extérieure 25.

C'est l'exportation des bestiaux qui permit de faire face aux arrérages de la créance étrangère. Malheureusement, le bilan des entreprises domaniales s'avéra défavorable. Il eut un passif de 75 milliards, contre un actif de 25 milliards 200 millions. Les chemins de fer de l'Etat se trouvèrent à la même enseigne, avec 26 milliards 700 millions de perte. Quant à l'armée, elle coûta 16 milliards, devant aux termes mêmes du Traité de Trianon, être uniquement composée d'engagés volontaires.

L'ancien ministre Jean Zichy fut l'adversaire acharné de Kallay auquel il opposa continuellement son devancier. Il constata que l'amélioration survenue était due toute entière à Hegedus, il insista sur la nécessité pressante de se conformer aux exigences brutales de la réalité implacable, et rappela enfin que le redressement financier était lié intimement au problème des réparations. D'ailleurs, les dirigeants de Budapest, comprenant les besoins de l'heure, sollicitèrent l'appui de la Finance internationale. Vers le milieu du mois de mai, le comte Bethlen se rendit à Rome dans le but d'obtenir une aide des grandes banques italiennes. Ce voyage fut entrepris à la suite de sa célèbre déclaration du 18 mai 1923, débutant par ces phrases qui eurent à l'époque un retentissement immense : — « Pour que la couronne hongroise soit stabilisée, pour que l'édifice social soit rebâti, il nous faut à tout prix le soutien de nations plus fortes que la nôtre ». Des pourparlers furent également engagés avec les mai-

sons Rotschild de Paris et de Londres, la Société Générale, et la banque Kulm Lœb et C^{ie} de New-York.

L'horizon de l'économie magyare offrit alors l'aspect changeant d'un ciel d'avril. Tantôt l'espérance donnait un regain de vitalité procréatrice et tantôt aussi, hélas ! régnait un désenchantement angoissé. Le 5 juin 1923, le président du Conseil fut contraint d'avouer, du haut de la tribune, que l'accord de Paris exigeait 6 millions, que le renflouement des compagnies de chemins de fer demandait 22 millions, que le règlement des opérations de clearing effectuées avec la France, l'Angleterre et la Belgique, offrait un débit de 9 millions et que la Centrale de Devises réclamait 14 millions de francs suisses. Sur ce, il regretta amèrement que la Commission des Réparations se fût refusée à se démunir, même temporairement, des gages saisis.

A la suite de ces dires officiels, la bourse enregistra une chute accentuée de la couronne. Malgré l'estampillage des bank-notes, malgré l'intensification des impôts, malgré la création de la Centrale des Devises, l'inébranlable assainissement financier était encore loin d'être un fait accompli. Aucun emprunt n'avait pu être placé. Aussi la Hongrie, en désespoir de cause, s'adressa-t-elle à la bonne volonté des prêteurs du dehors.

Abandonnant, sans doute pour toujours, sa fierté légendaire, elle sombra sous la main-mise du capital étranger. A la dette ottomane a succédé la dette magyare.

En septembre 1923, par une très habile campagne de presse, le docteur Max Fenyó, industriel des plus connus, commença à préparer l'opinion publique à l'emprise grandissante de la Finance internationale sur les destinées futures du royaume. Ses efforts coïncidèrent avec le départ du comte Bethlen se rendant à la Société des Nations en vue d'obtenir un fond de roulement appréciable, capable d'assurer à l'Etat un répit prolongé. Ce moratorium devait être mis à profit pour redresser tout l'édifice budgétaire. Kallay promit d'ailleurs, officiellement, de réserver un contrôle, sur la gestion du Trésor Public, au consortium bancaire qui consentirait une avance. Ce droit de regard serait semblable à celui qui existait vis-à-vis de l'Autriche. Accédant à ces instances nombreuses, Genève accorda finalement une aide pécuniaire.

Ce secours porta des fruits bienfaisants, sauva la nation tout entière et se révéla, pour les pays qui l'accomplirent, une action égoïste, bien comprise et du plus heureux effet.

CHAPITRE X

Le redressement définitif des Finances hongroises par l'entremise de la Société des Nations

L'intercession de la Petite Entente en faveur de la Hongrie.
— La décision de la Commission des Réparations du
17 octobre 1923. — Le rapport du Comité financier.

Le 29 septembre 1923, le Conseil de la Société des Nations, en présence des représentants de la Hongrie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, prit connaissance d'une lettre de la Petite Entente lui demandant l'élaboration d'un plan de relèvement des Finances magyares. Ce document était signé par MM. Titulesco pour la Roumanie, Iovanovitch pour le royaume serbo-croate-slovène, et Bénès pour la Tchécoslovaquie. En voici le texte intégral :

Genève, le 29 septembre 1923.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'au cours de ces dernières semaines, des conversations ont eu lieu à Genève entre les représentants des pays soussignés, au sujet de la reconstruction financière de la Hongrie.

Il serait possible, — ces conversations se poursuivant, — qu'après la fin de la session actuelle du Conseil et avant sa réunion de décembre, la Commission des Réparations fût amenée à demander à la Société des Nations, d'entreprendre les travaux nécessaires, en vue d'un plan de reconstruction financière de la Hongrie, plan à élaborer, d'accord avec les pays intéressés.

En vue de la réalisation de cet accord, des négociations auront lieu entre les pays intéressés, tant sur les questions de garantie et de contrôle, que sur les questions d'ajournement réciproques de paiements, et toutes autres questions qu'un arrangement de cette nature pourrait amener les parties intéressées à envisager.

Mais, comme la Commission financière de la Société des Nations ne pourrait s'occuper de la restauration financière de la Hongrie sans une autorisation préalable de l'honorable Conseil, les soussignés, représentants de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et de la Tchécoslovaquie, avons l'honneur de proposer, en vue d'une éventuelle invitation de la Commission des Réparations, que le Conseil veuille bien autoriser la Commission financière et le Secrétariat à commencer les travaux préparatoires et les enquêtes indispensables, pour élaborer, d'accord avec les Etats soussignés et les autres pays intéressés, un plan de restauration financière de la Hongrie.

L'honorable Conseil de la Société des Nations

aura à examiner ce plan et nous avons l'honneur de lui demander de bien vouloir décider, qu'aux séances du Conseil qui s'occuperont de la restauration financière de la Hongrie, les représentants de la Roumanie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la Tchécoslovaquie soient admis à siéger comme membres du Conseil.

En conséquence, si l'accord des Etats intéressés est réalisé et si le Conseil, comprenant les représentants desdits Etats, approuve ce plan ainsi élaboré, ce dernier sera transmis à la Commission des Réparations, en vue des décisions ultérieures à prendre par cette dernière.

(Signé) M. Titulesco.

M. Iovanovitch.

Docteur Ed. Bénès.

Au vu de cette intercession écrite, le Conseil décida de donner, en la matière, plein pouvoir d'études préalables au Secrétariat et au Comité financier. Ainsi il se mettait à même d'examiner le problème en question dans le plus bref délai possible.

La Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et le royaume serbo-croate-slovène furent invités au Comité financier susdit, comité dont toutes les décisions durent être prises à l'unanimité des membres. La stabilisation de la devise magyare a donc entièrement été l'œuvre de l'intervention étrangère.

Au début de 1923, le Gouvernement de Budapest, soucieux de placer des emprunts rémunérateurs

— et dans ce but de se créer des garanties de solvabilité certaine, — demanda à la Commission des Réparations de renoncer momentanément à ses droits d'hypothèque sur les ressources économiques du pays. Celle-ci accéda partiellement à cette requête pressante, le 17 octobre de la même année. A cet effet, elle adressa à la Société des Nations l'invitation ci-après, qui devint la base du rétablissement définitif :

« La Commission des Réparations étant disposée, en principe, à envisager ultérieurement une levée de privilège sur certains biens et ressources de la Hongrie en vue de permettre, avec le concours de la Société des Nations, la reconstitution financière de la Hongrie, invite la Société à élaborer, d'accord avec les pays intéressés, un plan à cet effet, et désigne M. Bouniols pour collaborer, en qualité de représentant du Service financier de la Commission des Réparations, avec le Secrétariat de la Société des Nations, quand celui-ci procèdera aux études préparatoires. Ce plan comporterait un contrôle exercé par la Société des Nations auquel seraient associés les Etats créanciers de la Hongrie par le moyen d'un Comité dont les membres seraient nommés par la Commission des Réparations. Il est entendu que ce plan, une fois transmis par la Société des Nations, serait examiné par la Commission des Réparations en vue de prendre les décisions nécessaires. Il est de plus entendu, quoique la priorité puisse être envisagée pour le premier emprunt, que l'arrangement

ne devrait pas exclure l'éventualité que le produit d'un emprunt ultérieur puisse être affecté, en tout ou en partie, aux réparations ».

La première phase de l'œuvre entreprise se termina par la session du Comité financier tenue à Londres du 20 au 28 novembre. Les grandes lignes du programme à suivre y furent consciencieusement établies. En outre, à la même époque, le Conseil de la Société des Nations approuva deux textes que lui soumit le délégué hongrois. L'un visait les sûretés à prévoir en vue de l'exécution sincère de la réforme projetée. L'autre déterminait les rouages du système de surveillance auquel l'Etat secouru serait désormais astreint.

Les idées directrices qui se dégagent de tous ces travaux peuvent se résumer brièvement en 8 principes succints, à savoir :

1°. — Cessation de toute inflation.

2°. — Fondation d'une banque d'émission unique, entièrement indépendante.

3°. — Instauration d'un équilibre budgétaire par-fait à partir du 30 juin 1926.

4°. — Lancement d'un emprunt de 250 millions de couronnes-or, permettant de réaliser l'équilibre budgétaire jusqu'à la date ci-dessus.

5°. — Contrôle d'un Commissaire général nommé par le Conseil de la Société des Nations et exclusivement responsable envers lui.

6°. — Changement complet de l'orientation politique du royaume.

7°. — Règlement définitif des charges résultant du Traité de Paix.

8°. — Conclusions d'accords économiques avec les nations limithrophes.

Le rapport du Comité financier fut adopté à l'unanimité de ses membres, c'est-à-dire de MM. Bianchini, Janssen, Niemeyer, Parmentier, Pospisil, Sekiba, sir Henry Strakosch, Ter Menlen et Wallenberg. Le 20 décembre 1923, le Conseil de la Société des Nations en reçut communication officielle.

Les 9 experts commencèrent tout d'abord à retracer rapidement, dans un préambule des plus fouillés, les causes premières immédiates de la débâcle économique hongroise. Ils constatèrent, — qu'à l'instar des événements autrichiens, — le désastre provenait essentiellement de ce que, depuis 1914, le budget n'avait pas été équilibré ; que les dépenses avaient dépassé les recettes et que le déficit avait été trop souvent couvert par des mesures d'inflation. Aussi la couronne-or était-elle devenue couronne-papier et la situation avait-elle évolué dans le cercle bien connu de toutes les personnes un peu au fait de l'histoire financière européenne de ces quelques années dernières.

Dès le début de ses travaux, le Comité financier eut d'ailleurs la satisfaction très grande de pouvoir enregistrer les importantes circonstances favorables qui permettaient un redressement relativement aisé du profond chaos magyar. Dans le cas de l'Autriche,

on avait pu craindre, — crainte heureusement démentie par les événements ultérieurs, — que l'Autriche, à l'intérieur des frontières fixées par le Traité de Saint-Germain, ne fût pas viable. Pour la Hongrie par contre, la situation était totalement différente. Pays riche en ressources naturelles, et dont la production en denrées alimentaires était entièrement suffisante pour ses propres besoins, seul un effort d'adaptation, — autrement dit de restriction générale, — était nécessaire pour obtenir, dans la suite des toutes prochaines années, une amélioration progressive et continue, et surtout une stabilité financière pratiquement inébranlable.

Mais pour atteindre ce but, il importait en premier lieu, au dire même des très savants experts, de créer la confiance indispensable à la souscription d'un emprunt de reconstruction, emprunt permettant au royaume de prendre facilement en toute liberté les quelques mesures spéciales requises pour son prompt rétablissement. A cet égard, il était sage qu'au plus tôt fût signé un protocole identique au protocole N° I établi pour l'Autriche.

Le plan proposé tendant à la stabilisation de la valeur de la couronne, il était également urgent que la « Devisenzentrale » fût fermée. C'était là, en effet, un organisme nocif au premier chef. Le Gouvernement de Budapest l'avait créé dans le but unique de maintenir, en vue de certaines fins, un cours officiel du change, très supérieur à la puissance d'achat réelle de la devise. Mais on ne lutte pas contre les

réalités implacables de la vie économique. Les mesures les plus draconiennes du législateur sont inefficaces à redresser les cours lorsque l'encaisse métallique, — ou du moins en son absence le crédit, — fait défaut.

A cet égard, le rapport est très clair. Les autorités doivent tendre à rendre pleine liberté au marché des changes, conformément aux principes approuvés par la Conférence de Bruxelles. En outre, l'abolition progressive des restrictions doit, non seulement comprendre l'abolition de tout contrôle étatique sur les négociations de la bourse, mais aussi la suppression des prohibitions d'entrée et de sortie.

MM. Bianchini, Jaussen, Niemeyer, Parmentier, Pospisil, Sekiba, sir Henry Strakosch, Ter Meulen et Wallenberg insistèrent vivement sur ce qu'un programme détaillé de réforme budgétaire fût élaboré par la Hongrie, d'accord avec une Délégation de la Société des Nations qui se rendrait dans la capitale magyare. Au moyen de ce concours, serait établi le détail des méthodes, qui permettraient d'assurer la Trésorerie pendant la période intérimaire, période finissant en juin 1926, date à laquelle, — grâce aux réformes entreprises et au fond de roulement de l'emprunt de reconstruction, — un équilibre budgétaire annuel normal serait définitivement réalisé.

Quant à l'établissement de la Banque d'émission, il devait être basé sur les dix principes suivants :

1°. — La Banque aurait le monopole de l'émission,

2°. — La Banque serait essentiellement une « banque des banques ».

3°. — A la Banque incomberait le soin de guider la politique monétaire du pays, et de fixer le taux de l'escompte.

4°. — Le rôle de la Banque consisterait principalement à réescompter des effets de commerce correspondant à des transactions réelles et normales, portant la signature d'au moins deux personnes solvables et n'ayant en principe pas plus de 90 jours à courir.

5°. — La Banque jouerait le rôle de caissier de l'Etat.

6°. — La Banque serait entièrement indépendante du Gouvernement et son capital serait totalement souscrit par des particuliers.

7°. — Le Conseil d'Administration de la Banque représenterait les intérêts économiques du royaume, à savoir : l'industrie, le commerce, l'agriculture et les finances.

8°. — Un conseiller serait temporairement ajouté à la Banque d'émission, afin d'augmenter la confiance des souscripteurs éventuels à l'emprunt. Ce Conseiller serait investi d'un droit de veto suspensif, toute décision devant être motivée par un article de la loi ou des statuts et tout appel contre ces décisions devant être porté devant le Commissaire général.

9°. — Les dispositions concernant les réserves de la Banque devraient être strictes, mais permettre cependant une certaine élasticité en cas de besoin.

10°. — La Banque devrait enfin publier chaque semaine un état détaillé de sa situation, état mentionnant les postes suivants :

Passif

Capital.
Réserves.
Billets en circulation.
Dépôts. — a) Gouvernement.
 b) Banquiers.
 c) Autres dépôts.
Effets payables.
Autres engagements.

Actif

Réserve métallique. — a) Or.
 b) Argent.
 c) Billon.
Devises et avoir en monnaies étrangères, stables.
Portefeuille commercial.
Avances au Gouvernement (montant repris de l'ancien office d'émission).
Autres prêts et avances.
Autres actifs. — a) Immeubles et mobiliers.
 b) Comptes d'ordre.

De plus, dans un aperçu corollaire, le Comité financier observa qu'il était indispensable que la Banque eût commencé à fonctionner lorsque le plan d'assainissement entrerait dans sa phase active. Aussi recommanda-t-il que la loi, portant création de la susdite Banque, fût votée par le Parlement hongrois en même temps que la ratification des protocoles signés à Genève. Et à cet effet il observa, — qu'en vue d'obtempérer à ce conseil, — il impor-

tailait qu'un projet de statuts fût préparé immédiatement par le Gouvernement magyar.

Les experts estimèrent que l'équilibre budgétaire annuel normal pourrait être définitivement réalisé au 30 juin 1926. Cela d'une part, grâce à une augmentation notable des impôts, et d'autre part, grâce à une réduction considérable du personnel-fonctionnaire. Dans une certaine mesure, le taux des charges fiscales serait évidemment susceptible d'accroissement, spécialement le taux de la redevance foncière, la dépréciation de la couronne ayant réduit à une proportion infime le poids général des hypothèques. Quant aux employés administratifs, la possibilité existerait d'en libérer 10.000, non compris ceux ayant déjà reçu un préavis de licenciement. Le rendement net de l'emprunt de reconstruction fut fixé par le Comité financier à 250 millions de couronnes-or, chiffre donnant une assurance positive que le programme de redressement envisagé arriverait à bonne fin. D'ailleurs, il fut entendu que la Délégation de la Société des Nations qui se rendrait à Budapest, devrait obtenir l'établissement d'un plan détaillé et précis restant nettement en deçà de cette limite. Ce plan laisserait une marge suffisante pour le cas où des difficultés imprévues viendraient à se produire pendant la période de rétablissement. Ceci de façon à éviter, dans cette éventualité dernière, tout danger d'échec résultant d'un manque de fonds. Cet emprunt de reconstruction aurait pour gage certaines recettes de l'Etat, affectées à cette fin uni-

que, sous réserve de recettes additionnelles, attribuées au même but, le cas échéant.

Le memorandum du Comité financier prévoit comme couverture :

- a). — Les recettes des douanes (brutes) ;
- b). — Les recettes du monopole du tabac (brutes) ;
- c). — Les recettes du monopole du sel (nettes) ;
- d). — L'impôt de consommation sur le sucre.

Pour l'année 1923-24, il déclara pouvoir, en toute confiance, envisager pour ces quatre revenus les rendements suivants :

Douanes	16 millions de couronnes-or (brut).
Tabacs	25 »
Sel	3 »
Sucre	6 »

TOTAL : 50 millions de couronnes-or.

Cependant ce même memorandum déclara encore que, si à un moment donné, les recettes indiquées ci-dessus étaient insuffisantes pour le service de l'emprunt, tout autre revenu pourrait être affecté comme gage et ainsi être assujetti au même régime. A cette fin, toutes les autres recettes devraient être libérées des charges de premier ou de même rang, à l'exception toutefois des recettes des entreprises de l'Etat, notamment de celles des chemins de fer, mais non de celles des monopoles fiscaux. Enfin il était bien établi que la Hongrie devrait se trouver en mesure d'offrir un privilège de premier rang, dégrevé de toute hypothèque, sur chacun des rende-

ments envisagés ci-dessus, à titre de gages de l'emprunt, tant pour ceux affectés à titre principal que pour ceux qui pourraient recevoir ultérieurement une attribution similaire.

En ce qui concerne le contrôle, les douze dispositions suivantes furent estimées indispensables :

1°. — L'établissement — dans un délai d'un mois à partir de la signature des protocoles, — d'un programme détaillé de réforme budgétaire, élaboré par le Gouvernement magyar avec l'approbation d'une Délégation provisoire de la Société des Nations.

2°. — La détermination des dépenses maxima autorisées pour chaque période semestrielle et la fixation d'un ensemble de mesures qui, dûment exécuté, assurera l'équilibre budgétaire au 30 juin 1926.

3°. — L'engagement du Gouvernement hongrois de procéder — sur la demande du Commissaire général, — dans la proportion où cela pourra être nécessaire, soit à une nouvelle compression des dépenses, soit à un nouveau relèvement des impôts, soit à d'autres décisions administratives idoines.

4°. — L'approbation irrévocable et sans réserve de programme donnée une fois pour toutes par le Parlement du royaume.

5°. — La soumission du Gouvernement hongrois au contrôle du Commissaire général qui devra en tout temps suivre l'exécution de l'ensemble du programme et, à cette fin, établir des prévisions mensuelles dans le cadre des tableaux semestriels du programme général.

6°. — L'affectation du produit de l'emprunt à un compte spécial sur lequel le Gouvernement hongrois ne pourra opérer de prélèvements qu'avec l'autorisation du Commissaire général, celui-ci ayant le droit et le devoir de refuser cette autorisation dans la limite où il pourra le juger nécessaire, si les dépenses dépassent celles qui sont prévues dans le programme.

7°. — L'attribution du produit des recettes données en gage à un compte déterminé, soumis à un contrôle analogue de la part du Commissaire général.

8°. — La promesse du Gouvernement hongrois de ne pas contracter, — pendant toute la durée du mandat du Commissaire général, — d'emprunt non prévu dans le projet de reconstruction, sans l'assentiment expresse de ce Commissaire.

9°. — La décision du Conseil de la Société des Nations que le Commissaire général ne saurait être un citoyen de l'une des principales Puissances participant à l'emprunt, ni d'un des pays limitrophes de la Hongrie.

10°. — Le maintien des fonctions du Commissaire général jusqu'à une décision du Conseil de la Société des Nations, constatant que la stabilité financière de la Hongrie est assurée.

11°. — L'adjonction au contrôle exercé par la Société des Nations d'un second contrôle de la part des Etats créanciers de la Hongrie. Cela, au moyen d'un Comité dont les membres seraient nommés par la

Commission des Réparations. Cependant, pour que l'autorité du Commissaire général ou que l'exécution du programme ne soient pas compromises :

a). — Ce Comité se réunirait en dehors de la Hongrie ;

b). — Ce Comité n'adresserait aucune communication au Gouvernement magyar, sauf par l'intermédiaire du Commissaire général ou du Conseil.

c). — Ce Comité ne pourrait ni imposer, ni entraîner une action quelconque, — (indépendamment de son droit d'exiger des renseignements), — que par voie de représentation au Commissaire général, et, en cas de divergences, par voie d'appel au Conseil de la Société des Nations.

12°. — Le droit pour les fiduciaires, après l'expiration de la période d'assainissement, d'exiger, — si la situation financière du royaume se développe, à leur avis, de manière à compromettre la valeur constante des gages, — le rétablissement du plein contrôle, dans les mêmes conditions qu'au cours de la période d'assainissement, y compris le conseiller de la banque.

D'autre part, les experts attirèrent encore, dans leur compte-rendu, l'attention du Conseil sur la nécessité indispensable de la conclusion de traités commerciaux permettant un échange plus libre des marchandises entre la Hongrie et ses voisins, sur l'importance vitale pour le royaume de réaliser la meilleure production possible et de trouver des marchés susceptibles d'absorber avantageusement les

produits résultant de ses ressources et de ses aptitudes naturelles, sur l'obligation urgente d'abolir les prohibitions et taxes à l'exportation et sur l'incontestable utilité d'une réduction rapide des entraves et défenses multiples d'importation de matières brutes et ouvragées.

Finalement, pour conclusion, dans ses considérations dernières, le rapport étudia tout spécialement les bons de relèvement et les charges résultant du Traité de Paix. Il estima obligatoire qu'il fût accordé à l'emprunt de reconstruction une priorité sur tout paiement relatif aux bons de relèvement, de façon que ledit emprunt fût gagé par des recettes de l'Etat hongrois et pût jouir pour celles-ci d'un privilège de premier rang. Quant aux charges du Traité de Trianon, il suggéra les six mesures suivantes :

1°. — La dispense pour le royaume de tous les paiements relatifs au Traité pendant la période de reconstruction, à l'exception cependant des livraisons de charbon déjà prévues au budget.

2°. — La détermination immédiate des limites dans lesquelles les paiements des charges du Traité pourraient être exigés à l'avenir, pendant toute la période de l'amortissement de l'emprunt.

3°. — L'établissement de limites telles que les porteurs aient l'assurance du maintien de l'équilibre budgétaire et de la stabilité de la couronne pendant la période d'amortissement de l'emprunt.

4°. — La fixation en principe de la période

d'amortissement de l'emprunt à 20 années consécutives.

5°. — Le droit pour le Commissaire général de donner ou de refuser son assentiment au paiement des charges du Traité.

6°. — L'obligation pour le royaume de réaliser en couronnes hongroises tous les acquittements des charges du Traité, au crédit d'un compte spécial ouvert à la Banque de Hongrie au nom de la Commission des Réparations, compte spécial que le président de la susdite Banque serait chargé de convertir en monnaies étrangères, le plus rapidement possible, mais à des dates et suivant des modalités choisies, de manière à éviter toute dépréciation de la valeur de la devise.

Vu le très consciencieux travail des 9 experts, lorsque le Conseil de la Société des Nations eut pris officiellement connaissance, à la date du 20 décembre 1923, de tout ce compte-rendu complet et vaste, il exprima la triple espérance : — Premièrement, de voir promptement réglé l'ensemble des problèmes encore non résolus ; deuxièmement, d'être rapidement en mesure d'enregistrer l'aboutissement heureux d'une réforme efficace, et, troisièmement enfin, de pouvoir assister, dès janvier 1924, à l'assainissement et au redressement définitif des Finances magyares.

CHAPITRE XI

L'établissement du régime de reconstruction des Finances hongroises

Les deux résolutions prises le 21 février 1924 par la Commission des Réparations. — La signature, au 14 mars 1924, de tous les accords réglementaires. — Le Rapport de la Délégation du Conseil de la Société des Nations.

Le programme ainsi élaboré ne put être mis en pratique qu'après décision de la Commission des Réparations. Le point délicat fut de fixer les prestations annuelles hongroises à partir de 1926. Le 21 février 1924, cette détermination ardue se trouva finalement établie. A cette date, en effet, la Commission des Réparations prit deux résolutions définitives. Toutes deux furent officiellement communiquées le 22 février 1924 à la Société des Nations.

Dans sa première décision, la Commission des Réparations prenant acte d'une part, du plan de redressement que lui avait transmis le Comité magyar du Conseil, et, considérant d'autre part que, d'après le dit plan, il était proposé que le pays fît un emprunt de reconstruction dont le produit net attein-

draît un maximum de 250 millions de couronnes-or — maximum remboursable dans un délai de vingt années, — libéra de l'article 180 du Traité de Trianon les éléments suivants :

1°. — Les recettes brutes des douanes.

2°. — Les recettes brutes du monopole des tabacs.

3°. — Les recettes nettes du monopole du sel.

4°. — Les recettes brutes de l'impôt sur le sucre.

5°. — Telles autres ressources et recettes du Gouvernement hongrois, en dehors des chemins de fer de l'Etat et de leur produit.

Cependant la Commission des Réparations eut bien soin de ne consentir à cette renonciation temporaire qu'à la double condition expresse :

Premièrement, qu'aucune partie des ressources et recettes de la sorte affranchies ne serait appliquée, — par priorité sur le privilège de premier rang du règlement des réparations et autres charges du Traité, — à aucun autre objet que le service de l'emprunt de rétablissement et que, deuxièmement, les emprunts à court terme, — s'il en a été contracté, — seraient tous remboursés entièrement sur ledit emprunt principal. De plus, la Commission des Réparations invita encore le Conseil de la Société des Nations à déclarer qu'il rétablirait automatiquement le contrôle des finances publiques s'il venait à constater l'inexécution de l'un quelconque des versements prévus.

D'autre part, dans sa deuxième décision, la Commission des Réparations stipula que les paiements

et livraisons à faire par le pays, — du chef de son obligation de réparer, — seraient, du 1^{er} janvier 1924 au 31 décembre 1943, ceux fixés à l'annexe de la présente décision même.

Cette annexe étant de la plus haute importance, aussi bien pour l'actualité que pour l'avenir tout proche, nous avons cru utile de la reproduire in-extenso à la page suivante :

ANNEXE

Paievements ou livraisons (Valeurs exprimées en couronnes-or)

Période du 1^{er} janvier 1924 au 31 décembre 1926 :

Toutes livraisons en nature ou paiements autorisés par la Commission
des Réparations, à concurrence d'un montant correspondant à la
valeur de 880 tonnes de charbon par jour ouvrable.

30 juin 1927.....	2.500.000	(5.000.000)
31 décembre 1927.....	2.500.000	
30 juin 1928.....	2.500.000	(5.000.000)
31 décembre 1928.....	2.500.000	
30 juin 1929.....	3.000.000	(6.000.000)
31 décembre 1929.....	3.000.000	
30 juin 1930.....	3.500.000	(7.000.000)
31 décembre 1930.....	3.500.000	
30 juin 1931.....	4.000.000	(8.000.000)
31 décembre 1931.....	4.000.000	
30 juin 1932.....	4.500.000	(9.000.000)
31 décembre 1932.....	4.500.000	
30 juin 1933.....	5.000.000	(10.000.000)
31 décembre 1933.....	5.000.000	
30 juin 1934.....	5.500.000	(11.000.000)
31 décembre 1934.....	5.500.000	
30 juin 1935.....	6.000.000	(12.000.000)
31 décembre 1935.....	6.000.000	
30 juin 1936.....	6.500.000	(13.000.000)
31 décembre 1936.....	6.500.000	
30 juin 1937.....	6.500.000	(13.000.000)
31 décembre 1937.....	6.500.000	
30 juin 1938.....	6.500.000	(13.000.000)
31 décembre 1938.....	6.500.000	
30 juin 1939.....	6.500.000	(13.000.000)
31 décembre 1939.....	6.500.000	
30 juin 1940.....	6.500.000	(13.000.000)
31 décembre 1940.....	6.500.000	
30 juin 1941.....	6.500.000	(13.000.000)
31 décembre 1941.....	6.500.000	
30 juin 1942.....	7.000.000	(14.000.000)
31 décembre 1942.....	7.000.000	
30 juin 1943.....	7.000.000	(14.000.000)
31 décembre 1943.....	7.000.000	

Ces deux résolutions ont clos la phase préliminaire des négociations relatives au redressement des Finances hongroises, redressement dont la mise en œuvre définitive, dans le domaine de la pratique, a été inaugurée par la signature des deux protocoles réglementaires, réalisée le 14 mars 1924.

Aux termes du Protocole N° I, les Gouvernements français, britannique, italien, roumain, serbo-croate-slovène et tchécoslovaque, d'une part, déclarèrent solennellement qu'ils respecteraient l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Hongrie et qu'ils s'abstiendraient résolument de toute action qui pourrait être contraire à l'esprit des conventions stipulées en commun pour l'assainissement économique ; et le Gouvernement magyar, d'autre part, s'engagea, suivant les prescriptions du Traité de Trianon, à remplir strictement et loyalement les engagements du dit Traité, particulièrement les clauses militaires.

Le Protocole N° II comprit 15 articles. Dans ses grandes lignes il reproduisit, — à titre légiférant cette fois, — la majeure partie des dispositions suggérées dans le rapport du Comité financier. Il contient notamment des directives au sujet du programme des réformes budgétaires, de la conclusion d'accords commerciaux, des modalités de l'emprunt de reconstruction, de la nomination et des pouvoirs du Commissaire général (nommé par le Conseil de la Société des Nations, responsable devant lui et révocable par lui), du fonctionnement du Comité de con-

trôle, chargé de s'assurer qu'aucun préjudice ne serait porté aux droits conférés à la Commission des Réparations par l'article 180 du Traité de Trianon, de la constitution et du compte spécial des gages, du compte spécial de l'emprunt, ainsi que des statuts de la Banque nationale d'émission.

Le Protocole N° II avait invité le Conseil de la Société des Nations à envoyer à Budapest une Délégation, chargée de collaborer avec le Gouvernement hongrois, premièrement pour l'établissement d'un programme de réformes et de reconstruction à réaliser par étapes, et deuxièmement, pour l'élaboration d'un projet de loi comportant création d'une Banque d'émission.

Le 25 mars 1924, cette Délégation, composée de MM. sir Henry Strakosch (président), Avenol, Bianchini, Ter Meulen, Pospisil, sir Arthur Salter et Wallenberg, put adresser à Genève le rapport volumineux de ses multiples travaux, dont l'aboutissement heureux a totalement parachevé l'armature légale de la revalorisation poursuivie.

Ce memorandum, divisé en douze sections, est à la fois un résumé de l'ensemble des mesures prises et une élucidation de tous les points secondaires non encore réglés. C'est ainsi qu'il comprend entre autres :

1°. — L'annonce de la conclusion prochaine d'accords relatifs aux dettes d'avant-guerre, accords devant être passés soit avec les Gouvernements des

Etats respectifs, soit avec les représentants des intéressés mêmes.

2°. — Un programme très général de réformes budgétaires, comportant deux annexes ; la première spécifiant une série de réductions de dépenses, de licenciement de fonctionnaires, d'augmentations de recettes et de libération graduelle des loyers ; et la deuxième contenant les budgets semestriels complets de 1924, 1925 et 1926.

3°. — L'analyse pour l'avenir du mode de perception du revenu des gages affectés à l'emprunt de consolidation, revenu obligatoirement versé à un compte spécial, soumis à la disposition du Commissaire et ouvert à la Banque d'émission.

4°. — Une détermination, par périodes successives de six mois, des dépenses maxima qui pourront être engagées, de la somme minimum à retirer des impôts et des déficits maxima pour chacune des périodes en question.

5°. — L'exposé des principes essentiels de la loi de fondation de la Banque d'émission, aux termes de laquelle dorénavant ni l'Etat, ni les provinces, ni les villes ne pourront plus émettre du papier-monnaie.

6°. — Le compte-rendu du placement d'un emprunt à court terme devant produire la valeur de 90 à 100 millions de francs suisses, emprunt garanti solidairement par les établissements de crédit de la capitale, partiellement regarantis à leur tour, par un groupement de l'industrie et du commerce d'une

part, et par un groupement des principaux agriculteurs de l'autre.

Comme conclusion, la Délégation tint à informer le Conseil que les prévisions de recettes qu'elle mentionnait ne dépassaient pas une estimation modérée de la capacité fiscale du pays, que les statuts de la Banque étaient satisfaisants, qu'ils donnaient toutes garanties contre un danger d'inflation et, en dernier lieu, que les mesures prévues pour couvrir le déficit pendant la période de transition, — sous réserve des modifications et des adaptations que les circonstances pourraient exiger, — assuraient au Gouvernement hongrois le temps nécessaire pour la négociation de l'emprunt.

On peut donc dire que le 14 mars 1924, — date de la signature des deux Protocoles réglementaires, — a été le jour d'inauguration réel du relèvement financier magyar par l'aide internationale. A partir de ce moment, la couronne s'est virtuellement stabilisée, et sans doute, peu à peu, se redressera-t-elle complètement dans l'avenir.

CHAPITRE XII

L'état actuel du relèvement des Finances hongroises

L'évolution économique du 1^{er} mai 1924 au 1^{er} janvier 1925.

— Vue d'ensemble et conclusion brève.

Le nouveau système de redressement financier n'a pas encore derrière lui une complète année d'exécution. Il est par suite difficile, — sinon impossible, — d'en affirmer la réussite brillante. Toutefois, les huit premiers rapports mensuels du Commissaire général de la Société des Nations pour la Hongrie permettent d'ores et déjà de se faire une idée approximative de son efficacité future.

La loi de restauration, conférant pleins pouvoirs au Gouvernement en vue du rétablissement de l'équilibre budgétaire et la loi portant création de la Banque d'émission, furent adoptées par l'Assemblée nationale le 17 avril et promulguées le 26 avril, date à partir de laquelle elles entrèrent en vigueur. Dès l'adoption de ces lois, des mesures furent prises pour créer la Banque d'émission. La période de souscription pour les titres fut ouverte le 28 avril et close le

7 mai. Le capital de la Banque, — soit trente millions de couronnes-or, — fut souscrit en totalité. Mais pour aboutir à ce résultat, l'Etat dut intervenir jusqu'à concurrence de 11.850.000 couronnes-or.

L'assemblée constitutive, chargée de l'organisation de la Banque, se tint le 24 mai 1924. Elle élut Gouverneur de la Banque M. Popovics, ancien Gouverneur de la Banque d'Autriche-Hongrie et ancien Ministre des Finances. Elle procéda ensuite à la nomination d'un Conseil des directeurs, dont quatre membres représentèrent les intérêts financiers, quatre les intérêts agricoles, deux les intérêts industriels et deux les intérêts commerciaux.

Toujours durant le mois de mai, le Gouvernement hongrois désigna une Délégation chargée de négocier l'emprunt de reconstruction. Composée de MM. Y. Teleszky, ancien ministre des Finances et P. Bark, elle se rendit successivement en Angleterre, en France, en Italie et en Suisse.

Les recettes données en gage pour garantir les avances de reconstruction se décomposèrent comme suit, pour la période allant du 25 avril au 31 mai inclus :

	(En millions de couronnes-papier)	
	25-30 avril	1 ^{er} -31 mai
Douane	752	24.410
Monopole du tabac	2.666	66.777
Taxe sur le sucre	16.526	9.551
Monopole du sel		3.122
	19.944	103.860

Afin de couvrir partiellement le déficit budgétaire jusqu'au 30 juin, le ministre des Finances émit un emprunt intérieur forcé. Durant les deux premières semaines, le Trésor put ainsi faire face aux nécessités pressantes de l'heure. Cependant, pour la troisième semaine, le Commissaire général dut libérer sur les recettes gagées, 67 milliards de couronnes-papier et, durant la quatrième semaine, 29 milliards.

Le mois de mai assista encore à la suppression des entraves imposées à l'exportation du froment, du seigle, du foin, de l'orge, du lin, du chanvre, de la laine, des betteraves à sucre (séchées), de la viande, du bétail (qui est exporté par bateaux ou par voies ferrées), du beurre et du fromage.

Quant aux changes, le cours du dollar sur le marché libre (Schleichhandel), à Budapest, s'éleva progressivement de 89 1/2 le 5 mai, à 93 environ le 22 mai, et, à partir de cette date, il réalisa une avance encore plus grande, atteignant le cours de 100 avant le premier juin.

Le 24 juin, la Banque nationale de Hongrie commença ses opérations. Cet événement marqua un progrès des plus importants dans l'exécution du programme de reconstitution générale.

Pendant ce même mois, des arrangements définitifs furent conclus, au sujet du placement de la totalité du montant effectif de l'emprunt de reconstruction, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Italie, en Suisse, aux Pays-Bas, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Suède,

Les recettes, provenant des sommes des revenus constitués en gages s'élevèrent aux montants suivants :

(En millions de couronnes-papier)

JUIN	
Douane	64.693
Monopole du tabac.....	113.843
Taxe sur le sucre.....	7.287
Monopole du sel.....	2.578
	188.401

D'autre part, 38.938 francs suisses furent versés aux caisses de l'Etat. Ceci à titre de prêt consenti par certaines grosses entreprises. Quant à l'emprunt forcé, il produisit 105.733.261.770 couronnes-papier.

Les relevés hebdomadaires fournis par la Trésorerie sur les dépenses courantes de juin, accusèrent les résultats ci-après :

(En milliards de couronnes-papier)

Sommes nécessaires au Trésor.....	641
Sommes destinées à couvrir les dépenses en question :	
Sommes versées par la Caisse d'Etat (y compris le solde de mai).....	71
Sommes prélevées sur les recettes gagées	196
Sommes prélevées sur le produit de l'emprunt forcé.....	113,5
Sommes prélevées sur le montant de l'avance, en francs suisses.....	146,9
Sommes provenant d'émission de billets	140
	667,4

La Banque nationale adopta pour taux officiel d'intérêt le taux de 10 0/0. Celui qui fut appliqué à l'industrie et au commerce par les établissements de crédit atteignit 35 0/0 par an.

En juillet, M. H.-A. Siepmann, de Londres, fut institué conseiller de la Banque de Hongrie, conformément à l'article 121 du statut de la susdite Banque qui porte que « ce conseiller pourra être nommé par le Gouvernement hongrois, sur désignation du Commissaire général ».

A cette même époque, des tranches de l'emprunt de reconstitution purent être émises avec succès en Italie, en Suisse, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, aux Pays-Bas et en Suède. La valeur-or du papier-monnaie se releva de 7 0/0.

Les recettes des revenus donnés en gages s'établirent de telle manière :

(En millions de couronnes-papier)

	JUILLET
Douanes	62.277
Monopole du tabac.....	89.391
Taxe sur le sucre.....	26.929
Monopole du sel.....	5.432
	184.029

Quant à l'emprunt forcé, il donna lieu, en ces 31 jours, à une perception totale de 23.500 millions couronnes-papier.

En ce qui concerne le commerce, le Gouvernement leva de très nombreuses interdictions d'entrée.

L'importation du blé et du seigle fut admise en franchise, lorsque ces céréales devaient être transformées en farine et que cette farine, à son tour, était destinée à l'exportation.

Au cours du mois d'août, les tranches hongroises et tchécoslovaques de l'emprunt de reconstruction se placèrent avec succès et les recettes constituées en gages se chiffèrent de la sorte :

(En millions de couronnes-papier)

	AOUT
Douanes	69.678
Monopole du tabac	103.260
Impôt sur le sucre	30.020
Monopole du sel.....	3.158
	206.116

Grâce à la stabilisation de la monnaie, les prix de détail fléchirent un peu. D'ailleurs, les récoltes de maïs, de betteraves, de pommes de terre et des autres produits tardifs s'annoncèrent excellentes. Les importations et les exportations augmentèrent et des conversations s'engagèrent avec d'autres pays, en vue de la négociation de traités de commerce.

Les encaissements réalisés pendant le mois de septembre sur les recettes constituées en gages furent en progression marquée, ainsi que le prouve le tableau ci-dessous :

(En millions de couronnes-papier)

	SEPTEMBRE
Douanes	95.798
Monopole du tabac	103.709
Impôt sur le sucre	26.079
Monopole du sel	13.029
	238.615

Ce résultat très satisfaisant se vit encore dépassé, en octobre, de façon avantageuse, comme le témoignent les sommes ci-contre :

(En millions de couronnes-papier)	
OCTOBRE	
Douanes	148.182
Monopole du tabac	104.868
Impôt sur le sucre.....	30.326
Monopole du sel	15.021
298.397	

Toutefois, le niveau des prix des marchandises ne se modifia pas sensiblement. Les coûts des matières textiles et des produits fabriquées restèrent considérables. Certains articles allèrent jusqu'à présenter des taux de vente dépassant ceux pratiqués dans toutes les autres nations européennes, et quelquefois même ceux connus aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

En novembre, les recettes constituées en gages ne ralentirent point leur marche en avant. Voici les montants atteints :

(En millions de couronnes-papier)	
NOVEMBRE	
Douanes	201.638
Monopole du tabac	98.035
Impôt sur le sucre	29.650
Monopole du sel	21.423
350.746	

Le problème de l'existence journalière subsista cependant dans sa rigueur intacte. A cette date, en effet, si l'on représente par 100 les valeurs-or de 1913, la comparaison suivante peut être dressée :

	Nombre indice des prix de gros	Nombre indice des prix des principales denrées alimentaires
Suisse	156	162
Grande-Bretagne	153	157
Etats-Unis	149	144
Tchécoslovaquie	148	134
Hongrie	142	140
Autriche	133	107
France	133	103
Allemagne	127	125
Italie	124	116

Enfin, en décembre 1924, le total des recettes de garantie augmenta encore. Il se répartit alors de cette manière :

(En millions de couronnes-papier)

DECEMBRE	
Douanes	137.773
Monopole du tabac	150.463
Impôt sur le sucre	60.588
Monopole du sel	28.767
	377.591

Le résumé ci-après donne l'analyse synoptique complète de la progression survenue depuis le 25 avril 1924 :

(En millions de couronnes-papier)

	25-30	Avril	Mai	Juin	Juillet
Douane	752	24.410	64.693	62.277	
Monopole du tabac.	2.666	66.777	113.843	89.391	
Taxe sur le sucre..	16.526	9.551	7.287	26.929	
Monopole du sel...		3.122	2.578	5.432	
	19.944	103.860	188.401	184.029	
	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Douane	69.678	95.798	148.182	201.638	137.773
Monopole du tabac	103.260	103.709	104.868	98.035	150.463
Taxe sur le sucre.	30.020	26.079	30.326	29.650	60.588
Monopole du sel..	3.158	13.029	15.021	21.423	28.767
	206.116	238.615	298.397	350.746	377.591

Certes, cette progression est un événement heureux pour les prêteurs. A l'opposé, on ne saurait en dire autant pour les débiteurs de l'emprunt. Ceux-ci ont vu les appétits du fisc croître sans cesse et, corrélativement, leurs revenus propres diminuer toujours.

Tel est, — à l'heure actuelle, — le double aspect du redressement des Finances publiques, par l'intermédiaire de la Société des Nations.

Paris, janvier 1925.



APPENDICE

Nous croyons utile de reproduire ci-après, in extenso, la Partie IX du Traité de Trianon, c'est-à-dire les clauses financières imposées à la Hongrie vaincue, par les Puissances alliées et associées.

Ceci, afin de permettre immédiatement au lecteur de se rendre un compte exact des obligations assumées, en cette matière, par l'Etat magyar le 4 juin 1920.

CLAUSES FINANCIÈRES

ARTICLE 180.

Sous réserve des dérogations qui pourront être accordées par la Commission des réparations, un privilège de premier rang est établi sur tous les biens et ressources de la Hongrie pour le règlement des réparations et autres charges résultant du présent Traité ou de traités et conventions complémentaires, ou des arrangements conclus entre la Hongrie et les Puissances alliées et associées pendant l'armistice signé le 3 novembre 1918.

Jusqu'au 1^{er} mai 1921, le Gouvernement hongrois ne pourra exporter de l'or ou en disposer, et il interdira que de l'or, soit exporté ou qu'il en soit disposé sans autorisation préalable des Puissances alliées et associées représentées par la Commission des réparations.

ARTICLE 181.

Le coût total d'entretien de toutes les armées alliées et associées dans les territoires occupés de la Hongrie, telle que les limites en sont définies dans le présent Traité, sera, sous réserve de l'alinéa 5 du présent article, à la charge de la Hongrie, à partir de la signature de l'armistice du 3 no-

vembre 1918. L'entretien des armées comprend la subsistance des hommes et animaux, le logement et le cantonnement, les soldes et accessoires, les traitements et salaires, le couchage, le chauffage, l'éclairage, l'habillement, l'équipement, le harnachement, l'armement et le matériel roulant, les services de l'aéronautique, le traitement des malades et blessés, les services vétérinaires et de la remonte, les services des transports de toute nature (tels que par voie ferrée, maritime ou fluviale, camions automobiles), les communications et correspondances, et en général tous les services administratifs et techniques, dont le fonctionnement est nécessaire à l'entraînement des troupes, au maintien de leurs effectifs et de leur puissance militaire.

Le remboursement de toutes dépenses rentrant dans les catégories ci-dessus, en tant qu'elles correspondent à des achats ou réquisitions effectués par les Gouvernements alliés et associés dans les territoires occupés, sera payé par le Gouvernement hongrois aux Gouvernements alliés et associés en couronnes ou en toute autre monnaie ayant cours légal et remplaçant la couronne en Hongrie.

Dans tous les cas où un Gouvernement allié aura acquitté ces achats ou ces réquisitions en territoire occupé dans une monnaie autre que la couronne, ces dépenses lui seront remboursées en toute monnaie ayant cours légal en Hongrie, au taux du change généralement admis à la date de ce remboursement ou à un taux convenu.

Toutes les autres dépenses ci-dessus énumérées seront remboursées dans la monnaie du pays créancier.

Les dispositions qui précèdent s'appliqueront aux opérations militaires effectuées postérieurement au 3 novembre 1918 dans la mesure où la Commission des réparations le jugera nécessaire, et cette dernière aura, en ce qui concerne ces opérations, pleins pouvoirs de statuer sur toutes les questions touchant notamment :

a) les dépenses des armées d'opération, et notamment leur spécification, leur montant, la part de ces dépenses à imputer à la Hongrie, le mode et la monnaie de paiement de cette part et toutes dispositions éventuelles, de privilège ou priorité, relatives à ce paiement ;

b) les réquisitions de biens et valeurs de toute nature effectuées au cours des opérations et notamment la classification éventuelle comme prise de guerre de telle ou

telle partie de ces biens ou valeurs, l'évaluation de ces biens ou valeurs, les restitutions à prescrire, l'imputation au compte réparations de la Puissance détentrice de la somme représentant les biens et valeurs non restitués, le mode de paiement soit en espèce, soit par compensation au compte des réparations des sommes ainsi imputées, les échéances de paiement ou de compensation.

ARTICLE 182.

La Hongrie confirme la reddition de tout le matériel livré ou à livrer par elle aux Puissances alliées et associées en exécution de l'armistice signé le 3 novembre 1918 et de toutes conventions complémentaires, et reconnaît le droit des Puissances alliées et associées sur ce matériel.

Sera portée au crédit de la Hongrie en déduction des sommes dues pour réparations aux Puissances alliées et associées, la valeur, estimée par la Commission des réparations, du matériel désigné ci-dessus, dont la Commission des réparations estimerait qu'à raison de son caractère non militaire, la valeur doit être portée au crédit de la Hongrie.

Ne seront pas portés au crédit de la Hongrie les biens appartenant aux Gouvernements alliés et associés ou à leurs ressortissants rendus ou livrés à l'identique en exécution des Conventions d'armistice.

ARTICLE 183.

Le privilège établi par l'article 180 s'exercera dans l'ordre suivant, sous la réserve mentionnée au dernier paragraphe du présent article :

a) le coût des armées d'occupation, tel qu'il est défini à l'article 181, pendant l'armistice ;

b) le coût de toutes armées d'occupation, tel qu'il est défini à l'article 181, après la mise en vigueur du présent Traité ;

c) le montant des réparations résultant du présent Traité ou des traités et conventions complémentaires ;

d) toutes autres charges incombant à la Hongrie en vertu des Conventions d'armistice, du présent Traité, ou de traités et conventions complémentaires.

Le paiement du ravitaillement de la Hongrie en denrées

alimentaires et en matières premières et tous autres paiements à effectuer par la Hongrie, dans la mesure où les principales Puissances alliées et associées les auront jugés nécessaires pour permettre à la Hongrie de faire face à son obligation de réparer, auront priorité dans la mesure et dans les conditions qui ont été ou pourront être établies par les Gouvernements des dites Puissances.

Le paiement des dépenses des armées employées aux opérations effectuées postérieurement au 3 novembre 1918 aura priorité dans la mesure et les conditions qui seront fixées par la Commission des réparations en vertu des dispositions de l'article 181.

ARTICLE 184.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte au droit de chacune des Puissances alliées et associées de disposer des actifs et propriétés ennemis se trouvant sous leur juridiction au moment de la mise en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 185.

Les dispositions qui précèdent ne peuvent affecter en aucune manière les gages ou hypothèques régulièrement constitués au profit des Puissances alliées et associées ou de leurs ressortissants par l'ancien Gouvernement hongrois ou par les ressortissants de l'ancien royaume de Hongrie sur les biens et revenus leur appartenant, dans tous les cas où la constitution de ces gages et hypothèques serait antérieure à l'existence de l'état de guerre entre l'Autriche-Hongrie et chacune des Puissances intéressées, sauf dans la limite où les modifications de ces gages et hypothèques sont expressément prévues aux termes du présent Traité ou des traités et conventions complémentaires.

ARTICLE 186.

1. Chacun des Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise est transféré et chacun des Etats nés du démembrement de cette monarchie, y compris la Hongrie, devront, en tant que des territoires leur sont reconnus, conformément au présent Traité, assumer la responsabilité d'une part de la dette de l'ancien Gou-

vernement hongrois, spécialement gagée sur des chemins de fer ou d'autres biens, telle qu'elle était constituée le 28 juillet 1914. La part à assumer par chaque Etat sera celle qui, de l'avis de la Commission des réparations, représente la part de dette gagée afférente aux chemins de fer et autres biens transférés audit Etat aux termes du présent Traité ou des traités et conventions complémentaires.

Le montant de l'obligation encourue concernant la dette gagée prise en charge par chaque Etat, la Hongrie exceptée, sera évalué par la Commission des réparations d'après tels principes que celle-ci jugera équitables. La valeur ainsi fixée sera déduite de la somme due à la Hongrie par l'Etat envisagé, du chef des biens et propriétés du Gouvernement hongrois, ancien ou actuel, qui sont acquis par cet Etat avec le territoire transféré. Chaque Etat sera seulement responsable de la part de la dette gagée dont il prend la charge aux termes du présent article, et les porteurs de la part de dette gagée assumée par un Etat cessionnaire n'auront de recours contre aucun autre Etat.

*Les biens spécialement affectés à la garantie des dettes visées au présent article demeureront spécialement affectés à la garantie des nouvelles dettes. Mais, au cas où le présent Traité aurait pour conséquence de répartir ces biens entre plusieurs Etats, la fraction située sur le territoire de l'un d'eux garantira la part de la dette assumée par ledit Etat, à l'exclusion de toute autre part de la dette.

En vue de l'application du présent article, seront considérées comme dettes gagées les engagements de payer pris par l'ancien Gouvernement hongrois et relatifs à l'achat de lignes de chemins de fer ou de propriétés de même nature. La répartition des charges qui résultent de ces engagements sera déterminée par la Commission des réparations de la même manière que pour les dettes gagées.

Les dettes dont la charge est transférée, aux termes du présent article, seront libellées dans la monnaie de l'Etat qui en assume la charge, au cas où la dette primitive était libellée en monnaie de papier austro-hongroise. Le taux adopté pour cette conversion sera le taux auquel l'Etat qui assume la dette aura fait le premier échange des couronnes papier austro-hongroise en la monnaie dans laquelle les titres seront libellés sera soumise à l'approbation de la Commission des réparations qui pourra, si elle le juge opportun,

exiger que l'Etat qui effectue cette conversion en modifie les conditions. Une telle modification ne sera requise que si la Commission est d'avis que la valeur, d'après le change sur l'étranger, de la monnaie ou des monnaies substituées à la monnaie dans laquelle les titres anciens étaient libellés est sensiblement inférieure, lors de la conversion, à la valeur, d'après le change sur l'étranger, de la monnaie primitive.

Si la dette hongroise primitive était libellée en une ou plusieurs monnaies étrangères, la nouvelle dette sera libellée dans la ou les mêmes monnaies.

Si la dette hongroise primitive était libellée en monnaies d'or austro-hongroises, la nouvelle dette sera libellée en livres sterling et en dollars des Etats-Unis d'Amérique, par des montants équivalents, d'après les poids et titres respectifs des trois monnaies aux termes des législations en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

Au cas où les anciens titres stipulaient, explicitement ou implicitement, le choix d'un taux fixe de change sur l'étranger ou toute autre option de change, les nouveaux titres devront comporter les mêmes avantages.

2. Chacun des Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise est transféré et chacun des Etats nés du démembrement de cette monarchie, y compris la Hongrie, devront assumer la responsabilité d'une part de la dette publique hongroise non gagée, représentée par des titres, telle qu'elle était constituée le 28 juillet 1914, et calculée, en prenant pour base la moyenne des trois années financières 1911-12-13, d'après le rapport existant entre telle catégorie de revenus dans le territoire réparti conformément au présent Traité et les revenus correspondants de la totalité de l'ancien territoire hongrois qui, de l'avis de la Commission des réparations, seront les plus aptes à donner la juste mesure des facultés contributives respectives de ces territoires. Les revenus de la Bosnie et de l'Herzégovine n'entreront pas en compte dans ce calcul. Toutefois, lorsque, antérieurement au 28 juillet 1914, il existait des accords financiers relatifs à la dette publique hongroise non gagée, représentée par des titres, la Commission des réparations pourra tenir compte de ces accords en procédant à la répartition de cette dette entre les Etats ci-dessus mentionnés.

L'obligation stipulée au présent article concernant la dette représentée par des titres sera exécutée dans les conditions fixées par l'Annexe ci-après.

Le Gouvernement hongrois sera seul responsable de tous les engagements contractés antérieurement au 28 juillet 1914 par l'ancien Gouvernement hongrois, autres que les engagements représentés par des titres de rente, bons, obligations, valeurs et billets expressément visés au présent Traité.

Aucune des dispositions du présent article ni de l'Annexe ci-après ne s'appliquera aux titres de l'ancien Gouvernement hongrois déposés à la banque d'Autriche-Hongrie en couverture des billets émis par cette banque.

ANNEXE.

La dette à répartir comme il est indiqué à l'article 186 est l'ancienne dette publique hongroise non gagée, représentée par des titres, telle qu'elle était constituée le 28 juillet 1914.

Dans un délai de trois mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité, les Etats prenant à leur charge l'ancienne dette publique hongroise non gagée, estampilleront, s'ils ne l'ont déjà fait, avec un timbre spécial à chacun d'eux, tous les titres de cette dette existant sur leurs territoires respectifs. Il sera pris note des numéros des titres ainsi estampillés et ces numéros seront envoyés à la Commission des réparations avec les autres documents relatifs à cette opération d'estampillage.

Les porteurs des titres détenus sur le territoire d'un Etat qui doit les estampiller aux termes de la présente Annexe, deviendront, du jour de la mise en vigueur du présent Traité, créanciers dudit Etat pour la valeur de ces titres, et ils ne pourront exercer de recours contre aucun autre Etat.

Lorsque l'estampillage aura montré que le montant des titres provenant d'une émission donnée de l'ancienne dette publique hongroise non gagée, détenus sur le territoire d'un Etat, est inférieur à la part de ladite émission mise à sa charge par la Commission des réparations, ledit Etat devra remettre à cette Commission de nouveaux titres d'un montant égal à la différence constatée. La Commission des réparations fixera la forme de ces nouveaux titres et le

montant des coupures. Ces nouveaux titres conféreront, en ce qui concerne l'intérêt et l'amortissement, les mêmes droits que les anciens titres qu'ils remplacent. Toutes leurs autres caractéristiques seront déterminées avec l'approbation de la Commission des réparations.

Si le titre primitif était libellé en monnaie de papier austro-hongroise, le nouveau titre par lequel il sera remplacé sera libellé en monnaie de l'Etat émetteur. Le taux adopté pour cette conversion sera le taux auquel l'Etat émetteur aura fait le premier échange des couronnes-papier austro-hongroises contre sa propre monnaie. La base de la conversion de la couronne-papier austro-hongroise en la monnaie dans laquelle les titres seront libellés sera soumise à l'approbation de la Commission des réparations qui pourra, si elle le juge opportun, exiger que l'Etat qui effectue cette conversion en modifie les conditions. Une telle modification ne sera requise que si la Commission est d'avis que la valeur, d'après le change sur l'étranger, de la monnaie ou des monnaies substituées à la monnaie dans laquelle les titres anciens étaient libellés, est sensiblement inférieure, lors de la conversion, à la valeur, d'après le change sur l'étranger, de la monnaie primitive.

Si le titre primitif était libellé en une ou plusieurs monnaies étrangères, le nouveau titre sera libellé dans la ou les mêmes monnaies. Si le titre primitif était libellé en monnaies d'or austro-hongroises, le nouveau titre sera libellé en livres sterling et en dollars-or des Etats-Unis pour des montants équivalents, les équivalences étant déterminées d'après le poids et les titres respectifs des trois monnaies, aux termes des législations en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

Au cas où les anciens titres stipulaient, explicitement ou implicitement, le choix d'un taux fixe de change sur l'étranger, ou toute autre option de change, les nouveaux titres devront comporter les mêmes avantages.

Lorsque l'estampillage aura montré que le montant des titres provenant d'une émission donnée de l'ancienne dette publique hongroise non gagée, et détenus sur le territoire d'un Etat, est supérieur à la part de ladite émission mise à sa charge par la Commission des réparations, ledit Etat devra recevoir de cette Commission une part dûment proportionnelle de chacune des nouvelles émissions de titres,

faites conformément aux dispositions de la présente Annexe.

Les porteurs de titres de l'ancienne dette publique hongroise non gagée, détenus en dehors des Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie autro-hongroise a été transférée ou qui sont nés du démembrement de cette monarchie, y compris la Hongrie, remettront par l'intermédiaire de leurs Gouvernements respectifs à la Commission des réparations les titres dont ils sont porteurs. En retour, cette Commission leur délivrera des certificats leur donnant droit à une part dûment proportionnelle de chacune des nouvelles émissions de titres, faites pour échange des titres correspondants remis conformément aux dispositions de la présente Annexe.

Les Etats ou porteurs qui auront droit à une part de chacune des nouvelles émissions de titres, faites conformément aux dispositions de la présente Annexe, recevront une part du montant total des titres de chacune de ces émissions calculée d'après le rapport existant entre le montant des titres de l'ancienne émission qu'ils détenaient et le montant total de l'ancienne émission présentée pour échange à la Commission des réparations en exécution de la présente Annexe.

La Commission des réparations pourra, si elle le juge opportun, conclure des arrangements avec les porteurs de nouveaux titres émis en exécution de la présente Annexe, en vue de l'émission d'emprunts d'unification par chacun des Etats débiteurs. Les titres de ces emprunts seront substitués aux titres émis en exécution de la présente Annexe à des conditions fixées après entente entre la Commission et les porteurs.

L'Etat assumant la responsabilité d'un titre de l'ancien Gouvernement hongrois prendra également la charge des coupons ou de l'annuité d'amortissement de ce titre qui, depuis la mise en vigueur du présent Traité, seraient devenus exigibles et n'auraient pas été payés.

La dette à répartir comme il est indiqué à l'article 186 comprend, en sus de l'ancienne dette publique hongroise non gagée, dont il est question ci-dessus, la part de dette autrichienne dont la charge incombait au Gouvernement de l'ancien royaume de Hongrie en exécution de la Convention additionnelle approuvée par la loi austro-hongroise

du 10 décembre 1907 (B. L. I. n° 278) et qui représente la contribution à la dette générale de l'Autriche-Hongrie des territoires dépendant de la Sainte-Couronne de Hongrie.

Chaque Etat qui, en vertu du présent Traité, assume une part de la dette autrichienne dont il est question au précédent paragraphe, devra remettre à la Commission des réparations de nouveaux titres, pour un montant égal à la part de ladite dette autrichienne qui lui est attribuée.

Le libellé de ces titres sera fixé par la Commission des réparations. Il devra reproduire aussi exactement que possible le libellé des titres autrichiens auxquels ces titres devront être substitués, pour être remis aux Etats ou porteurs de titres autrichiens, qui ont droit à une part de chacune des nouvelles émissions de titres, faites conformément aux dispositions de l'Annexe à l'article 203 du Traité avec l'Autriche.

ARTICLE 187.

1. Au cas où les nouvelles frontières, telles qu'elles sont fixées par le présent Traité, viendraient à fractionner une circonscription administrative qui avait en propre la charge d'une dette publique régulièrement constituée, chacune des parties nouvelles de ladite circonscription prendra une part de cette dette, à déterminer par la Commission des réparations d'après les principes établis par l'article 186 du présent Traité pour la répartition des dettes d'Etat. La Commission des réparations règlera les modes d'exécution.

2. La dette publique de Bosnie et d'Herzégovine sera considérée comme dette de circonscription administrative et non comme dette publique de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

ARTICLE 188.

Dans un délai de deux mois à compter de la mise en vigueur du présent Traité, chacun des Etats auxquels, conformément au présent Traité, un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de cette monarchie, y compris la Hongrie, estampilleront, s'ils ne l'ont déjà fait, avec un timbre spécial à chacun d'eux, les différents titres correspondant à la

part de la dette de guerre de l'ancien Gouvernement hongrois, représentée par des titres, détenue sur leurs territoires respectifs et légalement émise avant le 31 octobre 1918.

Les valeurs ainsi estampillées seront échangées contre des certificats et retirées de la circulation ; il sera pris note de leurs numéros et elles seront envoyées à la Commission des réparations avec tous les documents se rapportant à cette opération d'échange.

Le fait pour un Etat d'avoir estampillé et remplacé des titres par des certificats dans les conditions prévues au présent article n'impliquera pas pour cet Etat l'obligation d'assumer ou de reconnaître de ce fait une charge quelconque à moins qu'il n'ait donné lui-même cette signification précise aux opérations d'estampillage et de remplacement.

Les Etats ci-dessus mentionnés, à l'exception de la Hongrie, ne seront tenus d'aucune obligation, à raison de la dette de guerre de l'ancien Gouvernement hongrois, en quelque lieu que se trouvent les titres de cette dette, mais ni les Gouvernements de ces Etats, ni leurs ressortissants ne pourront, en aucun cas, exercer de recours contre d'autres Etats, y compris la Hongrie pour les titres de dette de guerre dont eux-mêmes ou leurs ressortissants sont les propriétaires.

La charge de la part de dette de guerre de l'ancien Gouvernement hongrois, qui, antérieurement à la signature du présent Traité, était la propriété des ressortissants ou des Gouvernements des Etats autres que les Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise se trouve attribué conformément au présent Traité, sera exclusivement supportée par le Gouvernement hongrois, et les autres Etats ci-dessus mentionnés ne seront en aucune mesure responsables de cette part de la dette de guerre.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux titres de l'ancien Gouvernement hongrois qui ont été déposés par lui à la banque d'Autriche-Hongrie en couverture des billets émis par cette banque.

Le Gouvernement hongrois sera seul responsable de tous les engagements contractés durant la guerre par l'ancien Gouvernement hongrois, autres que les engagements représentés par des titres de rente, bons, obligations, valeurs et billets expressément visés au présent Traité.

ARTICLE 189.

1. Dans un délai de deux mois à compter de la mise en vigueur du Traité avec l'Autriche, les Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de cette monarchie, y compris l'Autriche et la Hongrie, devront, s'ils ne l'ont déjà fait, estampiller avec un timbre spécial à chacun d'eux les billets de la banque d'Autriche-Hongrie détenus sur leurs territoires respectifs.

2. Dans un délai de douze mois à compter de la mise en vigueur du Traité avec l'Autriche, les Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de ladite monarchie, y compris l'Autriche et la Hongrie, devront remplacer par leur propre monnaie ou par une monnaie nouvelle, à des conditions qu'il leur appartiendra de déterminer, les billets estampillés, comme il a été dit ci-dessus.

3. Les Gouvernements des Etats qui auraient déjà effectué la conversion des billets de la Banque d'Autriche-Hongrie, soit en les estampillant, soit en mettant en circulation leur propre monnaie ou une monnaie nouvelle, et qui, au cours de cette opération, auraient retiré de la circulation, sans les estampiller, tout ou partie de ces billets, devront, soit estampiller les billets ainsi retirés, soit les tenir à la disposition de la Commission des réparations.

4. Dans un délai de quatorze mois à compter de la mise en vigueur du Traité avec l'Autriche, les Gouvernements qui ont échangé, conformément aux dispositions du présent article, les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie contre leur propre monnaie ou contre une monnaie nouvelle, devront remettre à la Commission des réparations tous les billets de banque d'Autriche-Hongrie estampillés ou non, qui ont été retirés de la circulation au cours de cet échange.

5. La Commission des réparations disposera, dans les conditions prévues à l'Annexe ci-après, de tous les billets qui lui auront été remis en exécution du présent article.

6. Les opérations de liquidation de la Banque d'Autriche-Hongrie prendront date du lendemain de la signature du Traité avec l'Autriche.

7. La liquidation sera effectuée par des commissaires nommés à cet effet par la Commission des réparations. Dans

cette liquidation, les commissaires devront observer les règles statutaires et, d'une façon générale, les règlements en vigueur relatifs au fonctionnement de la Banque, sans qu'il soit porté atteinte aux dispositions prévues au présent article. Au cas où des doutes surgiraient au sujet de l'interprétation des règles concernant la liquidation de la Banque, telles qu'elles sont fixées, soit par les présents articles et annexes, soit par les statuts de la Banque d'Autriche-Hongrie, le différend sera soumis à la Commission des réparations ou à un arbitre nommé par elle. La décision sera sans appel.

8. *Les billets émis par la Banque postérieurement au 27 octobre 1918 auront pour unique garantie les titres émis par les Gouvernements autrichien et hongrois anciens et actuels et déposés à la Banque en couverture de l'émission de ces billets. Par contre, les porteurs de ces billets n'auront aucun droit sur les autres éléments de l'actif de la Banque.*

9. *Les porteurs des billets émis par la Banque jusqu'au 27 octobre 1918 inclus, en tant qu'aux termes du présent article ces billets rempliront les conditions nécessaires pour être admis à la liquidation, auront des droits égaux sur tout l'actif de la Banque. Les titres émis par les Gouvernements autrichien et hongrois anciens ou actuels, et déposés à la Banque en couverture des diverses émissions de billets ne sont pas considérés comme faisant partie de cet actif.*

10. *Seront annulés les titres déposés par les Gouvernements autrichien et hongrois anciens ou actuels à la Banque en couverture des billets émis jusqu'au 27 octobre 1918 inclus, en tant qu'ils correspondent à des billets convertis sur les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, telle qu'elle était constituée au 28 juillet 1914, par des Etats auxquels ces territoires ont été transférés, ou qui sont nés du démembrement de cette monarchie, y compris l'Autriche et la Hongrie.*

11. *Les titres qui ont été déposés par les Gouvernements autrichien et hongrois anciens ou actuels en couverture des billets émis jusqu'au 27 octobre 1918 inclus et qui n'auraient pas été annulés par application du paragraphe 10 du présent article continueront à garantir, jusqu'à due concurrence, les billets des mêmes émissions qui, le 15 juin 1919, se trouvaient détenus en dehors de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Ces billets comprennent, à l'exclusion de*

tous autres : 1^o les billets recueillis par les Etats cessionnaires sur la partie de leurs territoires respectifs située en dehors de l'ancienne monarchie et qui seront remis à la Commission des réparations aux termes du paragraphe 4 ; 2^o les billets recueillis par tous autres Etats et qui seront présentés, conformément aux dispositions de l'Annexe ci-après aux commissaires chargés de la liquidation de la Banque.

12. Les porteurs de tous autres billets émis jusqu'au 27 octobre 1918 inclus n'auront aucun droit sur les titres déposés par les Gouvernements autrichien et hongrois anciens ou actuels en couverture des émissions de billets, ni en général sur l'actif de la Banque. Les titres qui n'auraient pas été détruits ou affectés dans les conditions prévues aux paragraphes 10 et 11 seront annulés.

13. Les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie assumeront seuls, pour leurs parts respectives à l'exclusion de tous autres Etats, la charge de tous les titres qui ont été déposés à la Banque par les Gouvernements autrichien et hongrois anciens ou actuels en couverture des émissions de billets et qui n'auront pas été annulés.

14. Les porteurs de billets de la Banque d'Autriche-Hongrie n'auront aucun recours contre les Gouvernements de l'Autriche et de la Hongrie, ni contre aucun autre Gouvernement, à raison des pertes que pourrait leur faire subir la liquidation de la Banque.

15. Dans le cas où des difficultés d'application résulteraient de la date à laquelle sera signé le présent Traité, la Commission des réparations aura tous pouvoirs de modifier les délais prévus au présent article.

ANNEXE

§ 1^{er}.

Les Gouvernements respectifs, en transmettant à la Commission des réparations tous les billets de la Banque d'Autriche-Hongrie retirés de la circulation en exécution de l'article 189, remettront également à la Commission tous les documents établissant la nature et le montant des conversions qu'ils ont effectuées.

§ 2.

La Commission des réparations après avoir examiné ces documents, délivrera auxdits Gouvernements des certificats établissant d'une manière distincte le montant total des billets de banque qu'ils ont convertis :

a) dans les limites de l'ancienne monarchie austro-hongroise, telle qu'elle était constituée le 28 juillet 1914 ;

b) en tous autres lieux.

Ces certificats permettront à leurs porteurs de faire valoir devant les commissaires chargés de la liquidation de la Banque, les droits que les billets ainsi échangés représentent dans la répartition de l'actif de la Banque.

§ 3.

Dès que la liquidation de la Banque aura pris fin, la Commission des réparations détruira les billets ainsi retirés.

§ 4.

Les billets émis jusqu'au 27 octobre 1918 inclus, ne donneront de droits sur l'actif de la Banque qu'autant qu'ils seront présentés par le Gouvernement du pays où ils étaient détenus.

ARTICLE 190.

Chacun des Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de cette monarchie, y compris la Hongrie, auront pleine liberté d'action en ce qui concerne la monnaie divisionnaire de l'ancienne monarchie austro-hongroise existant sur leurs territoires respectifs.

Ces Etats ne pourront, en aucun cas, soit pour leur compte, soit pour celui de leurs ressortissants, exercer de recours contre d'autres Etats à raison de la monnaie divisionnaire qu'ils détiennent.

ARTICLE 191.

Les Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de cette monarchie, acquerront tous biens et pro-

priétés appartenant au Gouvernement hongrois ancien ou actuel et situés sur leurs territoires respectifs.

Au sens du présent article, les biens et propriétés du Gouvernement hongrois ancien ou actuel seront considérés comme comprenant les biens de l'ancien royaume de Hongrie et les intérêts de ce royaume dans les biens indivis appartenant à la monarchie austro-hongroise, ainsi que toutes les propriétés de la Couronne et que tous les biens privés de l'ancienne famille souveraine d'Autriche-Hongrie.

Les Etats ci-dessus mentionnés ne pourront toutefois élever aucune prétention sur les biens et propriétés du Gouvernement ancien ou actuel de la Hongrie, situés en dehors de leurs territoires respectifs.

La valeur des biens et propriétés acquis par les différents Etats, la Hongrie exceptée, sera fixée par la Commission des réparations pour être portée au débit de l'Etat acquéreur et au crédit de la Hongrie, à valoir sur les sommes dues au titre des réparations. La Commission des réparations devra également déduire de la valeur des propriétés publiques ainsi acquises, une somme proportionnée à la contribution en espèces, en terre ou en matériel, fournie directement à l'occasion de ces propriétés par des provinces, communes ou autres autorités locales autonomes.

Dans le cas d'un Etat acquéreur, conformément au présent article, et sans qu'il soit porté atteinte aux dispositions de l'article 186 concernant la dette gagée, sera déduite de la somme portée au crédit de la Hongrie et au débit de l'Etat acquéreur, la part de la dette non gagée de l'ancien Gouvernement hongrois, mise à la charge dudit Etat acquéreur en vertu dudit article 186 et qui, dans l'opinion de la Commission des réparations correspondrait à des dépenses faites sur les biens et propriétés acquises. La valeur à déduire sera fixée par la Commission des réparations d'après tels principes qu'elle jugera équitables.

Parmi les biens et propriétés du Gouvernement hongrois ancien ou actuel, il faut comprendre une part des biens immobiliers de toute nature en Bosnie-Herzégovine, pour lesquels le Gouvernement de l'ancienne monarchie austro-hongroise a, en vertu de l'article 5 de la Convention du 26 février 1909, payé 2,500,000 livres turques au Gouvernement ottoman. Cette part sera proportionnée à la contribution supportée par l'ancien royaume de Hongrie dans ledit

payement et la valeur, estimée par la Commission des réparations, en sera portée au crédit de la Hongrie au titre de réparations.

Par exception aux dispositions ci-dessus, seront transférées sans payement :

1^o Les biens et propriétés des provinces, communes et autres institutions locales autonomes de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ainsi que les biens et propriétés en Bosnie-Herzégovine qui n'appartenaient pas à l'ancienne monarchie austro-hongroise ;

2^o Les écoles et hôpitaux, propriétés de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

En outre et après autorisation de la Commission des réparations, les Etats visés à l'alinéa premier et auxquels des territoires ont été transférés, pourront acquérir, sans payement, tous les immeubles ou autres bien situés sur lesdits territoires et qui ont précédemment appartenu aux royaumes de Bohême ou de Croatie-Slavonie-Dalmatie ou à la Bosnie-Herzégovine ou aux républiques de Raguse, de Venise ou aux principautés épiscopales de Trente et de Bresanone et dont la principale valeur consiste dans les souvenirs historiques qui s'y rattachent.

ARTICLE 192.

La Hongrie renonce, en ce qui la concerne, à toute représentation ou participation que des traités, conventions ou accords quelconques assuraient à elle-même ou à ses ressortissants dans l'administration et le contrôle des commissions, agences et banques d'Etat et dans toutes autres organisations financières et économiques de caractère international de contrôle ou de gestion fonctionnant dans l'un quelconque des Etats alliés et associés, en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie ou en Turquie, dans les possessions et dépendances des Etats susdits, ainsi que dans l'ancien Empire russe.

ARTICLE 193.

1. La Hongrie s'engage à reconnaître le transfert, dans les conditions prévues à l'article 210 du Traité avec l'Autriche, de la somme en or déposée à la Banque d'Autriche-Hongrie au nom du Conseil d'administration de la dette

publique ottomane en couverture de la première émission de billets de monnaie du Gouvernement turc.

2. La Hongrie renonce, en ce qui la concerne, au bénéfice de toutes stipulations insérées dans les Traités de Bucarest et de Brest-Litowsk et traités complémentaires, sans qu'il soit porté atteinte à l'article 227, Partie X (Clauses économiques) du présent Traité.

Elle s'engage à transférer respectivement soit à la Roumanie, soit aux Principales Puissances alliées et associées, tous instruments monétaires, espèces, valeurs et instruments négociables ou produits, qu'elle a reçus en exécution des Traités susdits.

3. Les sommes en espèces qui doivent être payées et les instruments monétaires, valeurs et produits quelconques qui doivent être livrés ou transférés en vertu de stipulations du présent article seront employés par les Principales Puissances alliées ou associées suivant des modalités à déterminer ultérieurement par lesdites Puissances.

4. La Hongrie s'engage à reconnaître les transferts d'or prévus à l'article 259, alinéa 5 du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919 par les Puissances alliées et associées et l'Allemagne, ainsi que les transferts de créances visés à l'article 261 du même Traité.

ARTICLE 194.

Sans qu'il soit porté atteinte à la renonciation par la Hongrie, en vertu d'autres dispositions du présent Traité, à des droits lui appartenant ou appartenant à ses ressortissants, la Commission des réparations pourra, dans un délai d'un an à compter de la mise en vigueur du présent Traité, exiger que la Hongrie acquière tous droits ou intérêts de ses ressortissants dans toute entreprise d'utilité publique ou dans toute concession en Russie, en Turquie, en Allemagne, en Autriche ou en Bulgarie ou dans les possessions et dépendances des Etats susdits ou sur un territoire qui, ayant appartenu à la Hongrie ou ses alliés, ou administré par un mandataire en vertu d'un Traité conclu avec les Puissances alliées et associées. La Hongrie devra, d'autre part, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande, transférer à la Commission des réparations la totalité de ces droits et intérêts et de tous les droits

et intérêts similaires que le Gouvernement hongrois ancien ou actuel peut lui-même posséder.

La Hongrie supportera la charge d'indemniser ses ressortissants ainsi dépossédés et la Commission des réparations portera au crédit de la Hongrie à valoir sur les sommes dues au titre des réparations, les sommes correspondant à la valeur des droits et intérêts transférés, telle qu'elle sera fixée par la Commission des réparations. La Hongrie, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, devra communiquer à la Commission des réparations la liste de tous les droits et intérêts en question, qu'ils soient acquis, éventuels, ou non encore exercés, et renoncera en faveur des Puissances alliées ou associées, en son nom et en celui de ses ressortissants, à tous droits et intérêts susvisés qui n'auraient pas été mentionnés sur la liste ci-dessus.

ARTICLE 195.

La Hongrie s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'acquisition par les Gouvernements allemand, autrichien, bulgare ou turc, de tous droits et intérêts des ressortissants allemands, autrichiens, bulgares ou turcs dans toute entreprise d'utilité publique ou dans toute concession en Hongrie, qui pourront être réclamés par la Commission des réparations aux termes des traités de paix, traités ou conventions complémentaires respectivement passés entre les Puissances alliées et associées et les Gouvernements allemand, autrichien, bulgare ou turc.

ARTICLE 196.

La Hongrie s'engage à transférer aux Puissances alliées et associées toutes les créances ou droits à réparations au profit du Gouvernement hongrois ancien ou actuel sur l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie ou la Turquie, et notamment toutes les créances ou droits à réparations qui résultent ou résulteront de l'exécution des engagements pris depuis le 28 juillet 1914 jusqu'à la mise en vigueur du présent Traité.

La valeur de ces créances ou droits à réparations sera établie par la Commission des réparations, et portée par elle au crédit de la Hongrie à valoir sur les sommes dues au titre des réparations.

ARTICLE 197.

A moins de stipulations contraires insérées dans le présent Traité ou les traités et conventions complémentaires, toute obligation de payer en espèces, en exécution du présent Traité, et libellée en couronnes or austro-hongroises, sera payable, au choix des créanciers, en livres sterling payables à Londres, dollars or des Etats-Unis d'Amérique, payables à New-York, francs or payables à Paris ou lires payables à Rome.

Aux fins du présent article, les monnaies or ci-dessus sont convenues être du poids et du titre légalement établis au 1^{er} janvier 1914 pour chacune d'entre elles.

ARTICLE 198.

Seront fixés par une entente entre les divers Gouvernements intéressés, de manière à assurer le meilleur et le plus équitable traitement à toutes les parties, tous les ajustements financiers qui sont rendus nécessaires par le démembrement de l'ancienne monarchie austro-hongroise et par la réorganisation des dettes publiques et système monétaire, dans les conditions prévues aux articles précédents. Ces ajustements concernent, entre autres, les banques, compagnies d'assurances, caisses d'épargne, caisses d'épargne postales, établissements de crédit foncier, sociétés hypothécaires et toutes autres institutions similaires opérant sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Dans le cas où lesdits Gouvernements ne pourraient pas arriver à une entente sur les problèmes financiers, ou dans le cas où un Gouvernement jugerait que ses ressortissants ne reçoivent pas un traitement équitable, la Commission des réparations, sur la demande de l'un des Gouvernements intéressés, nommera un arbitre ou des arbitres dont la décision sera sans appel.

ARTICLE 199.

Les bénéficiaires des pensions civiles ou militaires de l'ancien royaume de Hongrie reconnus ou devenus, en vertu du présent Traité, ressortissants d'un Etat autre que la Hongrie ne pourront exercer, du chef de leur pension, aucun recours contre le Gouvernement hongrois.

(FIN)

Vu, le Doyen :

H. BERTHELEMY.

Vu, le Président :

B. NOGARO.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Paul APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES.

LADISLAS BUDAY. — « *Ungarn nach dem Friedensschluss* » (Berlin et Leipzig, 1922. — Vereinigung wissenschaftlicher Verleger. — Walter de Gruyter und Cie).

MINISTÈRE HONGROIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — « *Les négociations de la Paix* ». (Budapest 1921. — Imprimerie Victor Hornyansky).

DE VOGELSANG. — « *Soziale Lehren* ». (Sankt Pölten. — Editeur, Dr Winard Klopp).

REINHARD JUNGE. — « *Die Geldpolitik der ungarischen Bolschewisten* ». (Munich et Leipzig, 1920. — Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im deutschen Reiche, 44. Jahrgang, 1. Heft, Seite, 101-151. — Verlag von Dunker und Humbolt).

NICOLAÏ BUCCHARIN. — « *Das Programm der Kommunisten* ». (Budapest, 1919. — Verlag des Volkskommissariats für Unterrichtswesen).

VARGA. — « *Die Herrschaft des Geldes im Frieden, ihr Sturz im Kriege* ». (1918, — Népszava).

JANOS VAGO. — « *Räteungarn auf dem Wege zur finanziellen Unabhängigkeit* ». (Szocialis termelés).

SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — « *Supplément du mois de mai 1924, du résumé mensuel des Travaux de la Société des Nations* ». (Paris, imprimerie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain).

SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — « *Les huit premiers rapports mensuels, — des mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1924, — du Commissaire général de la Société des Nations pour la Hongrie* ». (Paris, imprimerie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain).

REVUES ET JOURNAUX

Das neue Reich.
Die neue freie Presse.
Der neue Tag.
Die Volksstimme.
Der Pester Lloyd.
Penzvilag.
A Kurier.
Reggeli hirek.
Az Ujsag.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I	Pages
Les convulsions de la défaite.....	1
La révolution de 1918. — Désorganisation générale de la campagne et de l'usine. — Les conditions de la vie sous la dictature prolétarienne. — Fin du bouleversement social avec l'arrivée au pouvoir de l'archiduc Joseph.	
CHAPITRE II	
L'Etat économique de la Hongrie vaincue.....	7
Territoire et densité de la population. — Agriculture et cheptel. — Exploitations minières et aménagements hydrauliques. — Industrie et commerce. — Routes et voies ferrées.	
CHAPITRE III	
Les Finances hongroises de 1890 à 1918.....	41
La solidité des revenus de l'Etat avant 1914. — Le budget public de 1917-18. — Le difficile redressement d'après-guerre de la devise nationale.	
CHAPITRE IV	
Les Finances hongroises à la veille du bouleversement communiste.....	47
Le chaos absolu de l'immédiate après-guerre. — Les premiers efforts fiduciaires de la Hongrie vaincue. — La confusion monétaire, issue du démantèlement politique.	

CHAPITRE V

Les Finances hongroises pendant la période bolcheviste 51

Vue d'ensemble de l'œuvre révolutionnaire. — Les vicissitudes monétaires hongroises sous le règne de Bela Kun. — Les principales lois financières édictées par le Gouvernement des Soviets magyars.

CHAPITRE VI

Les Finances hongroises sous l'occupation roumaine 82

Les premières mesures de réorganisation monétaire. — Les conséquences politiques et financières de l'occupation roumaine. — Les efforts patriotiques de l'archiduc Joseph.

CHAPITRE VII

Les débuts de l'assainissement des Finances hongroises 86

La situation générale au moment de la conclusion du Traité de Paix. — L'augmentation considérable de l'ensemble des impôts. — La réalisation de l'indépendance monétaire. — Le budget public de 1920-21.

CHAPITRE VIII

Les Finances hongroises sous le Ministère Hegedus 94

Le nouveau système fiscal. — Le budget public de 1921-22. — Les différentes causes de la chute du Cabinet.

CHAPITRE IX

Les Finances hongroises d'octobre 1921 à octobre 1923..... 105

Les diverses mesures de Tibor de Kallay. — Les tentatives infructueuses du comte Bethlen. — La complète main-mise de la Finance internationale sur l'Etat magyar appauvri.

CHAPITRE X

Le redressement définitif des Finances hongroises par l'entremise de la Société des Nations.. 112

L'intercession de la Petite Entente en faveur de la Hongrie. — La décision de la Commission des Réparations du 17 octobre 1923. — Le rapport du Comité financier.

CHAPITRE XI

L'établissement du régime de reconstruction des Finances hongroises..... 129

Les deux résolutions prises le 21 février 1924 par la Commission des Réparations. — La signature du 14 mars 1924 de tous les accords réglementaires. — Le rapport de la Délégation du Conseil de la Société des Nations.

CHAPITRE XII

L'état actuel du relèvement des Finances hongroises 137

L'évolution économique du 1^{er} mai 1924 au 1^{er} janvier 1925. — Vue d'ensemble et conclusion brève.

Appendice	146
Clauses financières, — (articles 180 à 199 inclus)	
— du Traité de Paix de Trianon, du 4 juin 1920.	
Bibliographie	167
Table des Matières	169



PARIS. — LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
